

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

TABLEAU DE BORD DES FINANCES PUBLIQUES

Janvier 2019

ELBAGGARI NOURA



DEPF
Boulevard Mohamed V. Quartier Administratif,
Rabat-Chellah Maroc



depf@depf.finances.gov.ma



(+212) 5 37.67.74.15/16



depf.finances.gov.ma

» Sommaire

Note de Présentation	2
Tableaux des indicateurs statistiques et graphiques	17
Charges et ressources du Trésor	19
Recettes fiscales	21
Recettes non fiscales	26
Dépenses	27
Endettement	29
Dettes extérieures	30
Dettes intérieures	31
Masse salariale	33
Emissions de la TGR	35
Charges et ressources du Trésor inscrites dans les Lois de finances	36
Dépenses fiscales	40
Finances locales	45

» Note de Présentation

La préservation des équilibres macroéconomiques et le renforcement de la résilience de l'économie marocaine aux chocs exogènes et endogènes ont toujours été au cœur des priorités des pouvoirs publics et ce, dans le but ultime de réunir les conditions favorables pour une croissance économique forte et durable.

A cet égard, un vaste chantier de réformes fiscale, budgétaire et comptable a été mis en place, visant à optimiser les ressources fiscales et à rationaliser les dépenses publiques, mais aussi à améliorer la gestion publique et à renforcer le système de contrôle. Les actions réalisées dans ce sens, figurent, en premier lieu, dans la réforme de la Constitution en 2011, qui a encadré le champ d'action du pouvoir politique, en instaurant des règles et des principes clairs en matière de gouvernance des finances publiques. En deuxième lieu, la réforme du système de subvention aux produits pétroliers, qui a permis de réduire, à fin 2017, les charges de compensation de plus de 70% par rapport à 2012. Au niveau de la réforme fiscale, plusieurs recommandations issues des Assises fiscales de 2013 ont été mises en œuvre. Il s'agit, notamment, de la poursuite de la réforme de la TVA, l'institution d'un barème de taux proportionnels pour l'IS, la modernisation de l'administration fiscale et l'amélioration de la qualité des services aux contribuables. Ces réalisations ont été couronnées par l'entrée en vigueur de la Loi Organique relative aux Lois de Finances, à partir de 2016, qui a mis en place de nouvelles règles de gestion budgétaire à travers l'adoption d'une nouvelle approche de gestion axée sur les résultats, dans laquelle les principes et méthodes de management de projet gagnent en importance.

En outre, des efforts ont été déployés pour réduire le train de vie de l'Etat, à travers la rationalisation des dépenses de matériel et l'optimisation des débloqués des transferts budgétaires aux Etablissements et Entreprises Publics (EEP). L'effort d'investissement a été maintenu tout en veillant à l'efficacité des projets adossés par des mécanismes de suivi et de maîtrise des coûts. En matière de gestion budgétaire, des mesures ont été introduites dans le sens de l'amélioration de la discipline budgétaire, notamment, la maîtrise des reports de crédits d'investissement et l'interdiction de la programmation des dépenses de fonctionnement dans le budget d'investissement et des dépenses salariales au niveau des budgets des Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome.

Ces efforts se sont traduits par un allègement substantiel du déficit budgétaire. En effet, le déficit budgétaire hors privatisation a été réduit de 3,6 points entre 2012 et 2017, passant de 7,2% du PIB à 3,6%. En outre, le solde ordinaire est redevenu positif à partir de 2014, permettant de dégager des marges de manœuvres budgétaires au profit des dépenses d'investissement et de contenir l'évolution de l'endettement. A cet effet, le ratio d'endettement du Trésor, rapporté au PIB, s'est établi à 65,1% en 2017, soit une augmentation de 0,2 point par rapport à 2016 contre une progression de 0,3 point en 2015 et de 1,2 point en 2016.

Le présent tableau de bord des finances publiques a pour objet de donner un aperçu sur l'évolution des différents indicateurs des finances publiques de l'Etat et des collectivités territoriales sur la période 1990-2017. Il trace les tendances et les mutations structurelles qui ont marqué les finances publiques ces trois dernières décennies, mettant ainsi en exergue l'impact des réformes sur le déficit budgétaire et les changements importants intervenus au niveau des modalités de financement.

1. Recettes ordinaires

L'analyse du comportement des finances publiques, fait apparaître une amélioration remarquable au niveau des recettes ordinaires¹ au cours de la période 2000-2017, passant de 81,4 à 226,3 milliards de dirhams, soit un rythme de croissance annuel moyen de 6,2%. Cependant, et en raison du ralentissement de l'activité économique depuis 2008, le rythme de croissance annuel moyen est passé de 10,7%, réalisé sur la période 2000-2008, à 3,7% entre 2009 et 2017. En pourcentages du PIB, les recettes ordinaires en moyenne sont restées quasiment stable, soit 22% et 22,1% entre 2000-2008 et 2009-2017.

En termes de structure, les recettes fiscales s'accaparent plus de 85% des recettes ordinaires en moyenne entre 2000 et 2017. A cet effet, l'évolution de ces dernières s'explique principalement par l'amélioration des recettes fiscales, qui sont passées de 74 milliards de dirhams à 200,5 milliards de dirhams entre 2000 et 2017, soit un rythme de croissance annuel moyen de 6%. Pour les recettes non fiscales, leur part a reculé de 1,5 point, passant en moyenne de 14% entre 2000 et 2008 à 12,5% entre 2009 et 2017.

En ce qui concerne la pression fiscale², qui mesure le niveau d'imposition dans une économie, elle s'inscrit dans une tendance baissière depuis le pic atteint en 2008 (25,9%) pour s'établir à 21,2% en 2017.

1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales³ continuent d'afficher de bonnes progressions d'une année à l'autre, soit une croissance annuelle moyenne de 6% au cours de la période 2000-2017, portée à la fois par les impôts directs et les impôts indirects, qui ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 7,5% et 6,2% respectivement.

L'évolution des recettes fiscales fait preuve d'une consolidation de leur part dans les recettes de l'Etat, qui est passée de 86% entre 2000 et 2008 à 87,5% entre 2009-2017. Ceci résulte, d'une part, du changement de la structure du PIB en liaison avec l'émergence de secteurs dynamiques (bâtiments et travaux publics, postes et télécommunications et activités financières et assurances), ayant enregistré des hausses importantes des profits, engrangeant pour l'Etat des recettes fiscales importantes. Et d'autre part, des réformes entreprises par le Maroc en matière fiscale, notamment, l'élargissement de l'assiette fiscale et la modernisation de l'administration publique et des systèmes fiscaux.

¹ Hors recettes des CST

² Non compris les cotisations sociales

³ Hors TVA des collectivités territoriales

L'analyse de la structure des recettes fiscales fait apparaître une amélioration de la fiscalité directe et indirecte au détriment des droits de douane. En effet, les parts des impôts directs, des impôts indirects et des droits d'enregistrement et de timbres dans les recettes fiscales globales ont atteint 44,6%, 42,4% et 7,6% sur la période 2009-2017 contre 42,5%, 39,1% et 6,3% pour la période 2000-2008 respectivement.

Quant à la contribution des recettes relatives aux droits de douane, elle s'est inscrite dans un trend baissier depuis la mise en œuvre du démantèlement tarifaire découlant de l'application des accords tarifaires et de libre-échange signés par le Maroc. Ainsi, leur part dans les recettes fiscales s'est repliée de 12,1% durant la période 2000-2008 pour se situer à 5,4% entre 2009 et 2017. Toutefois, ce recul des recettes douanières a été, en partie, compensée par le bon comportement des recettes de la TVA à l'importation qui ont enregistré un gain de 4,5 points passant de 13,4% en 2000-2008 à 17,9% entre 2009 et 2017.

1.1.1 Impôts directs

Les impôts directs se sont chiffrés à 92 milliards de dirhams en 2017, soit une hausse de 8,1% par rapport à l'année précédente. Ce montant représente 8,7% du PIB et 45,9% des recettes fiscales.

En termes de progression, les impôts directs se sont inscrits dans une tendance haussière depuis les années 2000, avec un pic culminant en 2008, soit un taux de croissance de 35,7% par rapport à 2007. Cette performance est le résultat d'un recouvrement record de l'IS (46,3 milliards de dirhams) et de l'IR (33,3 milliards).

Cependant, à partir de 2009, les impôts directs ont connu une nette décélération de leur rythme de croissance, passant de 14,9% à 3,2% sur les périodes 2000-2008 et 2009-2017 respectivement. Cette baisse est justifiée par la conjoncture internationale difficile et ses répercussions sur les performances du Maroc, ainsi qu'une réduction de l'Impôt sur les Sociétés et le réaménagement du barème et des tranches relevant de l'Impôt sur le Revenu.

L'analyse des deux composantes essentielles des impôts directs à savoir l'IS et l'IR permet de dégager les résultats suivants :

- Au niveau de l'IS, le taux de croissance annuel moyen entre 2000-2008 et 2009-2017 a fortement baissé, passant de 21% à 2,1% respectivement, sous l'effet de la réduction du taux d'imposition aussi bien pour les entreprises financières que pour les entreprises non financières. En revanche, au titre de l'exercice 2017, les recettes de l'IS ont dépassé pour la première fois celles enregistrées en 2008 pour s'établir à 50 milliards de dirhams.

En termes de contribution, la part de l'IS dans les recettes fiscales globales est passée de 20,1% à 24% durant les deux périodes précitées. Cette tendance à l'amélioration, est imputable à la bonne tenue des résultats de certains grands contributeurs (l'OCP, BAM, IAM...) et aux efforts de l'Administration en matière de contrôle et d'incitation fiscale.

Par ailleurs, les recettes de l'IS versées par les 74 sociétés cotées en Bourse se sont situées à 10,2 milliards de dirhams en 2017 contre 2,6 milliards de dirhams en 2000. Leur part moyenne dans les recettes totales de l'IS est passée de 26,6% à 23,6% entre 2000-2008 et 2009-2017. Au titre de l'exercice 2017, cette part s'est établie à 20,3% portée par les sociétés du secteur réel (Agroalimentaire, Bâtiment et matériaux de construction, Distributeurs) suivi de celles du secteur des banques.

- Au niveau de l'IR, les rentrées au titre de l'IR se sont établies autour de 39,3 milliards de dirhams en 2017, provenant essentiellement de l'IR retenu à la source sur les salaires. L'analyse du comportement des recettes de l'IR sur les dix-septièmes années écoulées fait ressortir deux phases distinctes. Une phase de 2000-2006 où le volume de l'IR était supérieur à celui de l'IS et une phase de 2007 à 2017 où le volume de l'IS est devenu supérieur à celui de l'IR, en raison des bonnes performances des secteurs porteurs à savoir les télécommunications, les Bâtiment et Travaux Publics et le secteur financier ainsi que l'augmentation de l'effectif de la population fiscale assujettie à l'IS.

Concernant la part des recettes issues de l'IR dans les recettes fiscales totales, elle est passée de 20,6% sur la période 2000-2008 à 19,1% entre 2009-2017. Une baisse attribuable aux retombées de la crise internationale, qui a affecté le rendement des principaux impôts.

1.1.2 Impôts indirects

Depuis sa mise en place en 1986, les profits issus de la TVA demeurent prépondérants dans les recettes fiscales globales, elle constitue la première source de financement de l'Etat et des collectivités locales. En effet, sa contribution à la formation des recettes fiscales est passée de 23,3% entre 2000-2008 à 28,9% entre 2009-2017. Ce supplément de parts est dû aux efforts du Maroc pour faire de cette taxe l'impôt pivot de son système fiscal, en raison de son assiette potentielle très large. C'est la raison pour laquelle une réforme de cette taxe a été réalisée en 2005 (limitation des exonérations et réduction du nombre de taux).

L'analyse des composantes de la TVA, démontre que son évolution provient de l'effet conjugué de la hausse de la TVA intérieure et de la TVA à l'importation. En effet, leurs parts sont passées respectivement de 9,9% à 11% et de 13,4% à 17,9% entre 2000-2008 et 2009-2017.

Au titre de l'exercice 2017, le produit de la TVA s'est hissé à 56,9 milliards de dirhams. Un résultat imputable à la hausse des recettes de la TVA intérieure à 21 milliards de dirhams et celles de la TVA à l'importation à 36 milliards de dirhams.

Jusqu'en 2003, la TIC (taxe intérieure de consommation) et la TVA contribuaient à parts égales au produit des impôts indirects. Dès lors, les recettes de la TIC ont connu une croissance modérée, passant de 15,8 milliards de dirhams en 2003 à 27,4 milliards de dirhams en 2017 contre 18,2 milliards de dirhams et 56,9 milliards de dirhams pour les recettes de la TVA. La part de la TIC représente en moyenne 15,8% des recettes fiscales durant la période 2009-2017 contre 13,5% pour la période 2000-2008, soit 2,6% contre 3% en pourcentage du PIB.

Le produit de la TIC est tiré principalement par la TIC sur les produits pétroliers, qui représente 58,6% du total de la TIC sur la période 2000-2017. Quant à la TIC sur les tabacs, son évolution reste tributaire des mouvements de la contrebande et des variations des prix dont l'impact sur la structure des consommations est important.

1.1.3 Autres recettes fiscales

Les recettes des droits de douane ont connu une forte baisse de leur rythme de croissance, passant de 0,8% entre 2000 et 2008 à -3,9% sur la période 2009-2017. En termes de contribution aux recettes fiscales, elle a baissé de 12,1% à 5,4% sur les mêmes périodes. Cette baisse s'explique par les démantèlements tarifaires au cours de ces vingt dernières années liés aux accords de libre-échange qu'a conclus le Maroc avec différents pays. En outre, cette tendance a été atténuée par le renforcement du contrôle, notamment, les efforts déployés en matière de lutte contre les fausses déclarations.

Contrairement aux droits de douane, les recettes provenant des droits d'enregistrement et de timbre ont connu une progression modérée. Leur part dans les recettes fiscales est passée de 6,3% à 7,6% entre les périodes 2000-2008 et 2009-2017 respectivement, grâce à la bonne performance du secteur de l'immobilier, qui s'est caractérisé par une dynamique particulière. En termes de croissance, leur rythme de progression a baissé entre les deux périodes, passant de 11,8% à 7%.

1.2 Recettes non fiscales

Pour les recettes non fiscales, leur contribution dans le total des recettes fiscales est passée de 10% en 2000 à 12,9% en 2017. Cependant, l'analyse de leur évolution démontre une fluctuation de leur part d'une année à l'autre, en raison de la forte sensibilité de ses composantes aux évolutions de la conjoncture, aux versements exceptionnels liés aux fonds de concours et aux éventuelles opérations de privatisation.

En termes de structure, les « autres recettes non fiscales¹ » constituent la première source des recettes non fiscales, elles représentent une part moyenne de 54,9% sur la période 2009-2017, contre 31% entre 2000-2008. Pour les recettes des monopoles et de privatisation, leurs parts moyennes se sont établies respectivement à 40% et 5,1% contre 37% et 32% sur les mêmes périodes.

Depuis 2012, les transferts des monopoles ont connu une baisse de leur part dans les recettes non fiscales en faveur des « autres recettes non fiscales », en passant de 51,6% en 2012 à 30,8% en 2016. En 2017, elles ont reculé de près de 26 millions de dirhams par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 7 958 millions de dirhams, soit une part de 30,8%, provenant de l'OCP (1,3 milliards de dirhams), de Maroc Télécom (1,4 milliards de dirhams), de l'Agence Nationale de Conservation Foncière (2,4 milliards de dirhams) et de Bank Al-Maghrib (556 millions de dirhams).

A propos des autres recettes non fiscales, elles ont drainé des montants importants depuis l'année 2013, grâce aux dons encaissés dans le cadre du partenariat avec le Conseil de Coopération du Golfe et, dans une moindre mesure, aux fonds de concours.

Pour ce qui est des recettes de privatisation, leur contribution dans les recettes non fiscales est de moins en moins importante. Ceci s'explique par le fait que 85% des recettes de privatisation encaissées entre 2001 et 2013 ont été réalisées avant 2008. Les exercices 2011, 2012, 2014 ont enregistré des cessions successives des parts de l'Etat dans le capital de la Banque Centrale Populaire, apportant au budget Général une recette globale de 10,7 milliards de dirhams. D'autres opérations de privatisation ont eu lieu en 2015 et 2016 et ont porté, respectivement, sur la cession de la participation de l'Etat détenue dans le capital de la Société Mer Verte pour un montant de 43 millions de de dirhams et la cession des parts de l'Etat dans la société SOMED pour un montant de 570 millions de dirhams.

2. Dépenses

Le ralentissement du rythme d'évolution des recettes fiscales, ainsi que les pressions exercées sur les dépenses, particulièrement depuis 2011, ont entraîné un alourdissement du déficit budgétaire. Face à cette situation, les pouvoirs publics ont dû, à partir de 2013, prendre des décisions importantes pour contenir l'évolution des dépenses publiques, comme en témoignent, les efforts relatifs à la compensation et aux transferts aux Entreprises et Etablissements Publics.

L'analyse de la structure des dépenses publiques démontre que la part des dépenses d'investissement² a augmenté au détriment des dépenses ordinaires passant en moyenne de 16,5% entre 2000-2008 à 20,8%

¹ Elles intègrent, en plus des divers produits des ministères, la redevance Gazoduc, les recettes en atténuation de dépenses, les fonds de concours, les intérêts et les produits des domaines de l'Etat.

² Non compris le Fonds Spécial Routier.

entre 2009 et 2017. Toutefois, les dépenses ordinaires représentent toujours la part la plus importante dans les dépenses publiques, soit une part moyenne de 79.2% sur la période 2009-2017.

Si l'on considère le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires, il se situe à 102% en moyenne, entre 2009-2017. Ceci indique que le rythme de progression des dépenses totales est plus élevé que le rythme de production des richesses, étant donné que le total des recettes ordinaires finance à peine les dépenses de fonctionnement, à savoir les dépenses de personnel, les charges d'intérêt et les dépenses de compensation.

Toutefois, et en dépit des efforts entamés par le Maroc, en matière de rétrécissement des charges de compensation¹, qui est passé de 6,4% du PIB en 2012 à 1,4% du PIB en 2017, le volume des dépenses totales du Trésor reste élevé par rapport à la richesse du pays. Certes, ceci est imputable à la rigidité à la baisse de la masse salariale, mais aussi à l'effort d'investissement public et à l'augmentation importante de la charge d'intérêts de la dette publique.

2.1. Dépenses en biens et services

2.1.1 Masse salariale

Les dépenses de personnel représentent la part la plus importante dans la structure des dépenses du Budget de l'Etat, elles y constituent environ 40% suivies des dépenses d'investissement avec 19,3% en moyenne sur la période 2000-2017. Rapportées au PIB, les dépenses de personnel se sont situées à 10,5% en moyenne sur la même période.

En valeur absolue, les dépenses de personnel sont évaluées à 104,6 milliards de dirhams en 2017 contre 42 milliards de dirhams en 2000. Cette progression est, principalement, attribuable aux mesures de revalorisations salariales et de promotions exceptionnelles consenties, suite aux différents « rounds » du dialogue social.

La masse salariale en pourcentage du PIB a enregistré en 2012 un de ses niveaux historiques les plus élevés, soit 11,4% en hausse de 0,6 point par rapport à 2011 suite à l'impact du dialogue social.

L'engagement du Gouvernement, en avril 2014, d'augmenter le salaire net minimum dans la fonction publique pour atteindre 3.000 dirhams au lieu de 2.800 dirhams par mois, a généré une dépense annuelle supplémentaire de près de 160 millions de dirhams en faveur de près de 53.000 fonctionnaires. Cependant, la masse salariale rapportée au PIB, a poursuivi son trend baissier pour atteindre un taux de 10,4% du PIB en 2015, 10,3% en 2016 et 9,8% en 2017.

¹ Non compris le Fonds du Soutien du Prix.

L'évolution de la masse salariale est liée également à l'évolution des effectifs de la fonction publique. En effet, l'effectif global de l'Etat est passé de 525 049 salariés en 2007 à 570 165 en 2017.

La maîtrise du poids de la masse salariale sera davantage assurée avec l'introduction du caractère limitatif des crédits du personnel à partir de la Loi de Finances 2017 et ce, dans le cadre du déploiement de la nouvelle Loi Organique relative à la Loi de Finances.

2.1.2 Dépenses des autres biens et services

Pour les dépenses des autres biens et services, leur contribution dans les dépenses ordinaires est passée de 17,4% en 2000 à 21,9% en 2017, soit un taux de croissance annuel moyen de 7,4% sur la période 2000-2017.

Au titre de l'exercice 2017, ces dépenses ont progressé de 3,2% pour s'établir à 58,8 milliards de dirhams par rapport à l'année précédente, soit 5,5% du PIB.

La constitution d'une épargne budgétaire nécessaire pour appuyer l'investissement requiert, notamment, la réduction du train de vie de l'Etat. Dans ce sens, des mesures ont été opérées au niveau de cette catégorie de dépenses, notamment pour rationaliser les dépenses relatives aux matériels et dépenses divers à travers, particulièrement, la maîtrise des dépenses relatives à la consommation en eau et en électricité, à la location et l'aménagement des locaux administratifs, aux frais de missions, à l'organisation des conférences et congrès et au parc automobile.

2.2 Charges d'intérêt de la dette

Concernant les charges en intérêts de la dette du Trésor, elles se sont élevées à 27,1 milliards de dirhams en 2017, réparties entre les intérêts de la dette intérieure (23,3 milliards de dirhams) et les intérêts de la dette extérieure (3,8 milliards de dirhams).

Les charges en intérêts que génère la dette du Trésor représentent en moyenne 9,1% des dépenses totales sur la période 2009-2017, contre 13,6% entre 2000-2008. En pourcentage des recettes ordinaires, elles représentent 11,3% et 15,3 % sur les mêmes périodes. Cette tendance à la baisse est imputable à l'effet conjugué de la baisse du stock de la dette publique directe et de la détente des taux d'intérêt.

L'analyse des composantes du service de la dette (intérêts seulement), démontre que ce sont les intérêts de la dette intérieure qui s'accaparent la part la plus importante des charges en intérêts de la dette du Trésor, soit plus de 80% entre 2000 et 2017. Cette prédominance résulte du changement de la stratégie d'endettement, qui s'oriente désormais vers le marché national afin de réduire la dépendance du royaume vis-à-vis de ses créanciers étrangers.

Rapportés au PIB, les intérêts de la dette intérieure sont passés de 3% en 2000 à 2,2 % en 2017. Pour sa part, le coût moyen apparent¹ de cette dette a connu une baisse sensible au cours de la dernière décennie en passant de 8,3% en 2000 à 4,5 % au terme de l'année 2017. Cette baisse est imputable, essentiellement, au recul du coût de financement du Trésor sur le marché des adjudications

En parallèle, et sous l'impulsion de la baisse continue du stock de la dette et du taux d'intérêt sur le marché international ainsi que de la politique de gestion active de la dette, le service de la dette extérieure (intérêts seulement) est passé de 0,7% du PIB entre 2000 et 2008 à 0,4% du PIB entre 2009 et 2017.

2.3 Charges de la compensation

Au cours de la dernière décennie, l'évolution des cours mondiaux des produits énergétiques a démontré la non-pérennité du système de compensation. Ce système est devenu très onéreux et son coût s'élevait d'une année à l'autre pour se situer à 54,4 milliards de dirhams en 2012, soit 6,4% du PIB ou l'équivalent du budget annuel alloué à l'investissement. Il a constitué ainsi une source de blocage pour l'exécution normale de la dépense publique.

A cet effet, une réforme a été lancée en 2012, initiée par un premier réajustement des prix à la pompe, suivie par la mise en œuvre d'un système d'indexation partielle et totale des prix depuis septembre 2013 pour le supercarburant, le gasoil et le fuel N2 à usage industriel et finalisée par une décompensation définitive et totale des produits pétroliers liquides avant qu'ils soient libéralisés en décembre 2015. Sur le plan budgétaire, cette décompensation, appuyée par le repli des cours mondiaux des produits énergétiques, a contribué à l'atténuation du déficit budgétaire, passant de 6,8% à 3,6% du PIB entre 2012 et 2017.

Parallèlement à ces mesures, l'Etat poursuit la prise en charge totale de la subvention du gaz butane pour stabiliser le coût de l'énergie à usage domestique. En outre et en vue de stabiliser les prix du transport public, des mesures d'accompagnement ont été déployées pour soutenir le secteur du transport.

En 2017, les charges de compensation² se sont établies à 15,3 milliards de dirhams, soit 1,4% du PIB. En comparaison avec le niveau atteint en 2012 (6,4%), ce ratio traduit une forte mobilité pour la rationalisation des dépenses publiques et le redressement de l'économie marocaine.

¹ Intérêts de la dette rapportés au stock de la dette à la fin de l'exercice précédent.

² Non compris le Fonds de Soutien des Prix.

2.4 Dépenses d'investissement

Le soutien de l'activité économique et la stimulation de la croissance ont été toujours au cœur des préoccupations des pouvoirs publics. A cet effet, le gouvernement s'est assigné comme priorité de consolider l'effort d'investissement pour accompagner les grands chantiers. Dans ce cadre, les dépenses d'investissement du Budget de l'Etat ont connu une forte accélération depuis l'année 2008, passant en moyenne de 4,1% du PIB entre 2000 et 2008 à 5,7% du PIB entre 2009 et 2017. En termes de contribution dans les dépenses totales, leur part moyenne est passée de 16,5% à 20,8% sur les mêmes périodes. Au titre de l'année 2017, elles se sont élevées à 62,4 milliards de dirhams¹, en croissance de 3% par rapport à 2016.

Cependant, l'exécution des dépenses d'investissement au fil des Lois de Finances s'est caractérisée par une accumulation des reports de crédits qui se sont élevés à 21 milliards de dirhams à fin 2012. L'analyse des crédits reportés sur l'exercice budgétaire 2012 par année d'origine, montre que 40% du report remonte à l'année 2011, 27% à l'année 2010 et le reste aux années antérieures à 2010. Les reports de l'exercice 2013 à 2014 se sont élevés à 18,1 milliards de dirhams. Cette persistance de l'importance des reports de crédits est due à la faible capacité d'exécution et d'accompagnement de la part des ordonnateurs de l'effort d'investissement opéré.

Par conséquent et dans le but de la consolidation de la bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques et de l'amélioration de la programmation et de l'exécution des crédits d'investissement, plusieurs mesures ont été entreprises. En avril 2013, il a été décidé de donner la priorité dans l'exécution des dépenses d'investissement à l'assainissement des crédits reportés en procédant au gel d'un montant de 15 milliards de dirhams des crédits d'investissement ouverts au titre de l'année 2013. Ce gel a tenu compte de la capacité de gestion des ordonnateurs et des projets prioritaires en cours de réalisation.

En outre, afin de permettre l'apurement des reports, et se conformer à la nouvelle LOF, une décision a été introduite dans la loi des Finances pour l'année 2017 stipulant l'annulation de droits de crédits de paiements au titre des dépenses d'investissement qui n'ont pas fait l'objet d'engagement à fin décembre 2016. En outre, sont annulés de droits de crédits d'investissement reportés des exercices 2013 et antérieurs sur les exercices 2014 et ultérieures afférents à des opérations de dépenses qui n'ont pas donné lieu à des ordonnancements durant la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016. Cette mesure d'annulation est étendue, également, aux opérations et engagements relatifs aux comptes d'affectation spéciale. Ces efforts ont permis de réduire le montant des reports de crédits de 2015 à 2016 à près de 16,3 milliards de dirhams.

¹ Non compris le Fonds Spécial Routier

3. Soldes

L'analyse de l'évolution des soldes de l'Etat démontre que le solde du budget général, après avoir connu des surplus en 2007 et 2008, s'est considérablement détérioré pour atteindre en 2012 un déficit record de l'ordre 57,6 milliards de dirhams. En raison notamment, de la conjoncture internationale défavorable et de la charge de compensation¹ qui s'est établie à 54,4 milliards de dirhams. Proportionnellement au PIB, le déficit budgétaire a grimpé de 2,2% en moyenne sur la période 2000-2008 à 4,5% en moyenne au cours de la période 2009-2017. Toutefois, la réforme de la caisse de compensation a permis d'alléger progressivement le déficit budgétaire pour se situer à 3,6% du PIB en 2017.

Quant au solde primaire, défini comme étant le solde du budget de l'Etat hors intérêts de la dette, il s'est creusé au cours des dernières années pour atteindre -4,4% du PIB en 2012. En effet, après avoir enregistré un excédent de +3,0% en 2008, le solde est passé en moyenne de 1,2% du PIB à -2,1% du PIB sur les périodes 2000-2008 et 2009-2017 respectivement. En 2017, le solde primaire s'est situé à -10,7 milliards de dirhams, soit -1% du PIB.

S'agissant du solde ordinaire du budget de l'Etat (hors TVA des collectivités territoriales), qui représente la couverture des dépenses ordinaires par les recettes, il continue à s'améliorer sur les quatre dernières années en passant de -16,9 milliards de dirhams en 2012 à 11,9 milliards de dirhams en 2016 et à plus de 20,6 milliards de dirhams en 2017. En pourcentage du PIB, le solde a enregistré en moyenne un excédent de 0,5% pour la période 2009-2017 contre 1,4% sur la période 2000-2008.

4. Financement et endettement

La dette publique marocaine, qui renvoie aux crédits contractés par le Trésor, les collectivités territoriales et les entreprises et établissements publics, a grimpé de 320 milliards de dirhams en 2000 à 871,7 milliards de dirhams en 2017, soit 82% du PIB et l'équivalent de 4,3 ans de recettes fiscales. En termes de structure, la dette intérieure s'accapare 61,9%, la dette garantie 20,6% et la dette extérieure directe du Trésor 17,6% en 2017.

La dette publique en pourcentage du PIB a connu une baisse remarquable depuis 1990 jusqu'à 2008 pour se situer à 54,6%. Après 2009, elle a repris un trend haussier suite à la baisse de la performance économique, la hausse des cours mondiaux des produits de base et le coût élevé des subventions aux denrées alimentaires et aux carburants.

La part de la dette extérieure (directe et garantie) dans la dette publique a été réduite tendanciellement de 53,4% en 2000 à 38,1% en 2017. Cette baisse est imputable à la réduction de la part de l'endettement

¹ Non compris le Fonds de Soutien des Prix

extérieur du Trésor, qui est passé en moyenne de 23,1% sur la période 2000-2008 à 18,7% entre 2009 et 2017, contrairement à la dette garantie qui a vu sa part dans la dette publique augmenter sur les mêmes périodes, passant de 14,5% à 18,6% respectivement.

La structure de la dette publique extérieure démontre la poursuite du recul de la dette du Trésor en faveur de la dette garantie, au profit, notamment des établissements publics dont la part dans le total de la dette extérieure est passée de 24,1% en 2001 à 53,5% en 2017. Par créancier, les statistiques démontrent, la poursuite du recul de la dette fournie par les créanciers bilatéraux en faveur des institutions internationales (principalement la Banque Mondiale). Leurs parts moyennes sont passées respectivement de 39,8% et 44,5% entre 2000-2008 à 32,8% et 48,2% entre 2009-2017.

En ce qui concerne la dette intérieure du Trésor, elle s'est chiffrée à 539,3 milliards de dirhams en 2017, soit 50,7% du PIB. L'encours de la dette intérieure du Trésor a augmenté sur ces deux dernières décennies, en passant de 41% du PIB en moyenne entre 2000-2008 à 45,5% du PIB entre 2009-2017. Cette progression résulte du recours, de plus en plus important, du Trésor au marché des adjudications, soit 95,7% des encours sur la période 2009-2017 contre 95,7% entre 2000-2008. Ceci montre que le Trésor ne recourt plus aux circuits privilégiés et se finance quasi exclusivement aux conditions du marché.

L'échéance de la dette intérieure du Trésor est dominée par les emprunts de moyen et long terme, soit plus de 80% de l'ensemble des emprunts effectués par le Trésor sur le marché intérieur, avec 5 ans et 4 mois comme durée de vie moyenne.

En final, la dette directe du Trésor (intérieure et extérieure) a continué sa progression pour atteindre 65,1% du PIB en 2017 contre 45,4% en 2008. Cette progression recouvre une hausse de la dette intérieure du Trésor et une décélération, dans une moindre mesure, de celle extérieure. Cependant, l'Etat continue à déployer des efforts en matière de réduction du déficit budgétaire afin de contenir la dette du Trésor à des niveaux acceptables.

5. Finances locales

Durant les quinze dernières années, les finances des collectivités territoriales (CT) ont pris de l'importance, tant au niveau des ressources dont elles ont disposé que des dépenses réalisées.

En effet, les recettes totales des collectivités territoriales sont passées de 13,8 milliards de dirhams en 2002 à 39 milliards de dirhams en 2017, enregistrant un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 7,2%. En pourcentage du PIB, elles se sont appréciées de 0,7 point, passant de 3% en 2002 à 3,7% en 2017.

La décomposition des recettes globales des collectivités territoriales fait apparaître une prédominance des ressources transférées par l'Etat, qui représentent une part moyenne de l'ordre de 61,4% sur la période 2002-2017. En 2017, elles ont enregistré 25,3 milliards de dirhams (65%), ce qui reflète la forte dépendance des collectivités territoriales vis-à-vis de l'administration centrale ainsi que leur niveau d'autonomie fiscale. Pour les autres ressources, à savoir les ressources gérées par les collectivités et celles gérées pour le compte des collectivités territoriales, elles se sont établies à 7,6 milliards de dirhams et 6,1 milliards de dirhams en 2017 avec une part moyenne 18,9% et 17,8% respectivement entre 2002-2017.

La prééminence des ressources transférées par l'Etat, par rapport aux autres ressources, dans les recettes globales des collectivités territoriales résulte de la part importante du produit de la TVA, qui s'est accrue de 7,4 milliards de dirhams à 18,8 milliards de dirhams entre 2002 et 2017 au taux de croissance annuel moyen de 6,4%. En 2017, la part dans le produit de la TVA a représenté 74,3% des ressources transférées par l'Etat et 48,3% dans le total des recettes des collectivités territoriales. A l'égard des autres ressources transférées, la part du produit de l'IS/IR et celle des fonds de concours ont représenté respectivement 9% et 15,3% des ressources transférées par l'Etat et 5,8% et 9,9% dans le total des recettes des collectivités territoriales.

Par nature de recettes, les recettes de la fiscalité locale représentent 83,4% des recettes totales en moyenne entre 2011 et 2017 contre 16,6% seulement pour les recettes non fiscales. En 2017, Les recettes fiscales des collectivités territoriales ont atteint 31,4 milliards de dirhams, en hausse de 4,8% par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte de la hausse de 1,3% des impôts indirects et de 13,8% des impôts directs pour se situer à 21,7 milliards de dirhams et 9,7 milliards de dirhams respectivement.

Pour ce qui est des recettes totales des collectivités territoriales par type de collectivité, les communes ont accaparé 69,2% des recettes en 2017, contre 14,1% pour les provinces et préfectures et 16,7% pour les régions.

Du côté des dépenses totales des collectivités territoriales (dépenses ordinaires et dépenses d'investissement), elles se sont élevées à 39,2 milliards de dirhams en 2017 contre 11 milliards de dirhams en 2002, avec un taux de croissance annuel moyen de 8,9%. Rapporté au PIB, elles se sont situées à 3,7% en 2017 contre 2,4% en 2002. En termes de structure, les dépenses ordinaires s'accaparent plus de 60% du total des dépenses. Cependant, leur part a baissé entre 2009-2017 en faveur des dépenses d'investissement, soit 62,1% contre 65,6% sur la période 2002-2008.

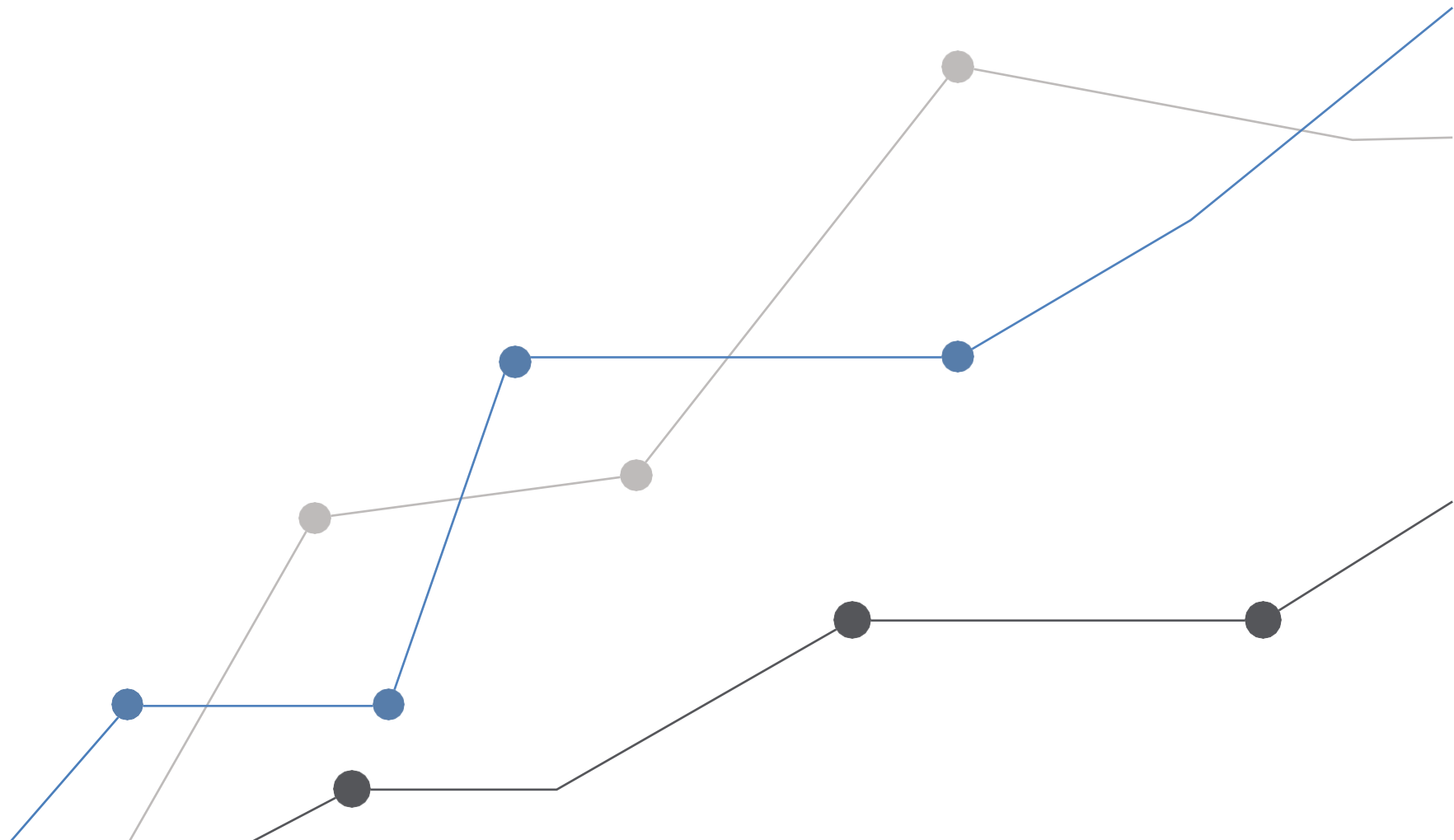
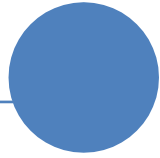
L'analyse de la structure des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales révèle l'importance des dépenses de personnel qui constituent 55,9 % des dépenses ordinaires et 35,2% des dépenses globales en moyenne sur la période 2002-2017, soit l'équivalent de 33,5% du total des recettes et 62% de la TVA transférées aux collectivités territoriales. En termes de croissance, ils ont évolué de 6,4% en moyenne sur la période 2002-2017. Pour ce qui est des autres biens et services, ils ont évolué de 10,9% en moyenne sur la même période en passant de 2,3 milliards de dirhams en 2002 à 10,8 milliards de dirhams en 2017. Les dépenses afférentes à la dette, quant à elles, ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 5,4% pour s'établir à 1027 millions de dirhams en 2017 contre 469 millions de dirhams en 2002.

Pour leur part, les dépenses d'investissement restent confinées aux services publics de base, elles ont atteint 15,5 milliards de dirhams en 2017, constituées à raison de 15,1% des acquisitions mobilières et immobilières, de 22,7% des travaux neufs et grosses réparations et de 62,2% des autres dépenses d'investissement.

En 2017, les charges totales des collectivités territoriales concernent à 67,4% les communes urbaines et rurales, à 18,8% les provinces et préfectures et à 13,9% les régions.

Indicateurs

des Finances Publiques



Finances publiques (*)

En % du PIB	Moyennes																					Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17	
Solde budgétaire hors privatisation	-2,8	-2,5	-5,0	-7,7	-4,0	-4,2	-4,0	-5,1	-2,1	0,1	0,4	-2,1	-4,6	-6,5	-7,2	-5,1	-4,9	-4,2	-4,4	-3,6	-3,1	-4,7	
Solde budgétaire hors compensation	-1,9	-1,3	-4,1	-0,8	-3,0	-2,0	-1,5	-1,8	0,5	3,1	4,8	-0,4	-1,1	0,1	-0,3	-0,5	-1,2	-2,8	-2,9	-2,1	-0,9	-0,7	
Solde ordinaire ⁽¹⁾	2,1	1,5	0,0	4,0	-0,3	0,4	0,3	-1,3	1,4	3,1	3,8	2,2	1,2	-0,6	-2,0	-0,7	0,3	0,7	1,2	1,9	1,4	0,5	
Solde primaire ⁽²⁾	2,4	2,5	-0,5	1,8	-0,2	0,5	0,3	-0,7	1,4	3,5	3,0	0,2	-2,3	-3,7	-4,4	-2,6	-2,0	-1,4	-1,7	-1,0	1,2	-2,1	
Arriérés	-0,2	-0,3	2,9	-1,8	0,2	-0,3	0,5	-1,3	0,1	0,3	-0,3	-0,3	0,9	1,2	-0,6	-0,7	-0,2	-0,5	0,5	-0,1	0,0	0,0	
Pression fiscale ⁽³⁾	18,9	18,7	19,5	18,9	18,8	18,3	18,5	20,0	20,8	23,2	25,9	22,4	22,1	22,6	23,4	21,9	21,4	20,7	20,9	21,2	20,8	21,8	
Recettes non fiscales en % du PIB	2,5	3,0	1,8	7,1	1,7	3,0	3,1	3,2	3,1	2,8	2,3	2,4	2,1	3,1	2,6	3,2	3,9	2,6	2,6	2,4	3,1	2,8	
Dépenses ordinaires en % du PIB	17,9	18,7	19,8	20,4	19,3	19,3	19,6	22,7	20,5	20,6	21,8	20,3	20,5	23,6	25,4	23,3	22,6	20,3	20,3	19,4	20,6	21,6	
Masse salariale	8,8	9,6	10,2	10,8	10,4	10,7	10,7	11,2	10,5	10,1	9,8	10,1	10,0	10,8	11,4	11,0	11,0	10,4	10,3	9,8	10,5	10,5	
Train de vie de l'Etat ⁽⁴⁾	3,6	3,8	4,2	4,3	4,6	4,6	4,5	6,7	5,0	5,1	5,2	6,2	4,9	4,7	5,2	5,2	5,5	5,7	5,6	5,5	5,0	5,4	
Intérêts de la dette	4,9	4,6	4,5	4,2	3,7	3,5	3,3	3,2	3,1	3,0	2,5	2,3	2,2	2,2	2,4	2,5	2,7	2,8	2,7	2,5	3,4	2,5	
Compensation ⁽⁵⁾	0,6	0,8	0,9	1,1	0,5	0,6	1,1	1,7	2,0	2,4	4,3	1,7	3,4	5,9	6,4	4,6	3,5	1,4	1,4	1,4	1,8	3,2	
Dépenses d'investissement en % du PIB ⁽⁶⁾	4,5	3,7	4,3	4,6	4,1	3,7	3,7	3,4	3,7	4,1	5,0	5,8	5,6	5,8	5,8	5,1	5,5	5,6	6,0	5,9	4,1	5,7	

Source : Calcul de la DEPF

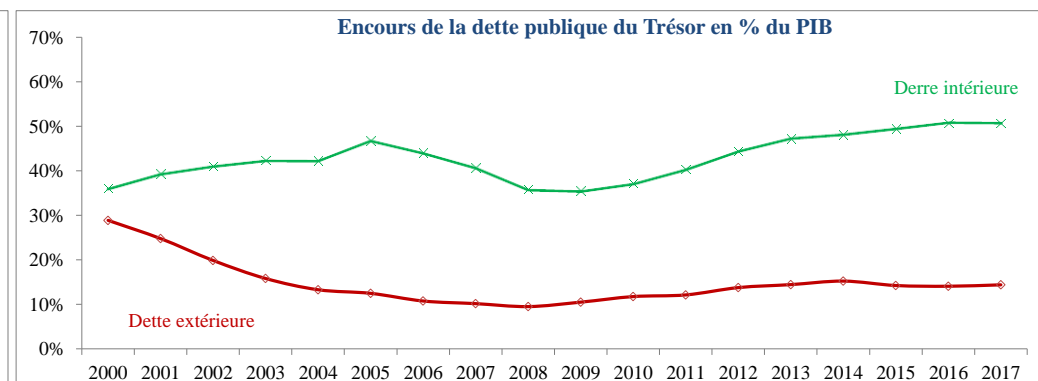
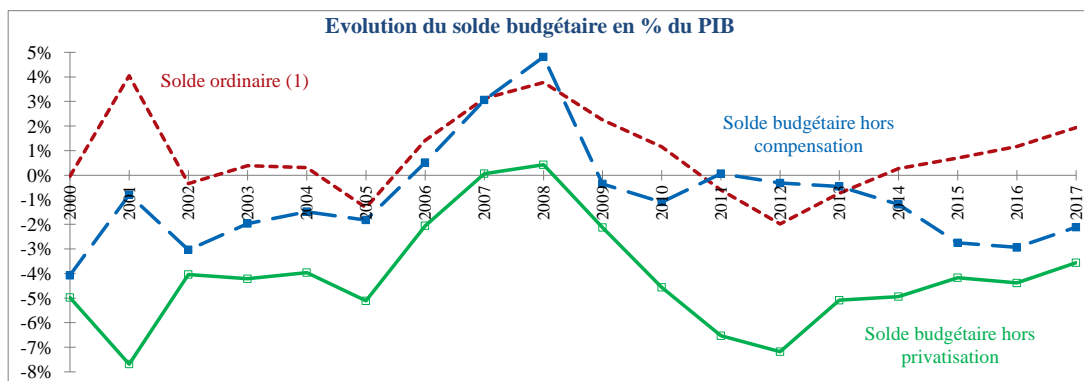
(*) Non compris la TVA des collectivités territoriales sauf indication contraire.

⁽¹⁾ Non compris le Fonds de Soutien des Prix et le Fonds Spécial Routier⁽²⁾ C'est le déficit budgétaire compte non tenu des intérêts de la dette⁽³⁾ Recettes fiscales (y.c TVA des collectivités locales) en % du PI; ⁽⁴⁾ Dépenses de biens et services autre que la masse salariale en % du PIB⁽⁵⁾ Non compris le Fonds de Soutien des Prix.⁽⁶⁾ Non compris le Fonds Spécial Routier.

Endettement

	Moyennes																					Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17	
Encours de la dette extérieure totale/PIB (a)	64,5	49,0	41,4	36,6	30,6	25,3	21,8	21,0	19,2	18,8	18,6	20,3	22,2	23,1	25,1	26,1	30,0	30,5	30,8	31,3	24,8	26,7	
Encours de la dette extérieure directe du Trésor/PIB (b)	45,3	34,1	28,9	24,8	19,9	15,8	13,3	12,5	10,8	10,2	9,5	10,5	11,8	12,1	13,8	14,5	15,2	14,3	14,1	14,4	15,0	13,5	
Dette garantie par l'Etat/PIB	19,2	14,9	12,5	11,8	10,7	9,4	8,5	8,5	8,4	8,7	9,1	9,8	10,4	10,9	11,3	11,7	14,8	16,2	16,7	16,9	9,7	13,3	
Encours de la dette intérieure du Trésor/PIB (c)	24,6	31,8	36,1	39,4	41,1	42,4	42,3	46,8	44,0	40,7	35,9	35,6	37,2	40,4	44,4	47,3	48,1	49,4	50,8	50,7	41,0	45,5	
Encours total de la dette publique en % du PIB (a+c)	70,2	65,8	77,5	75,9	71,7	67,6	64,1	67,7	63,2	59,6	54,6	55,9	59,4	63,5	69,5	73,4	78,2	79,9	81,6	82,0	66,9	71,5	
Taux d'endettement direct du Trésor (%) = (b+c)	69,8	65,8	65,0	64,2	61,0	58,2	55,6	59,3	54,8	50,9	45,4	46,1	49,0	52,5	58,2	61,8	63,4	63,7	64,9	65,1	56,0	58,9	

Source : Calcul de la DEPF



Charges et ressources du Trésor ⁽¹⁾

En millions DH	Moyennes																			Moyennes		
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17
Recettes ordinaires ⁽²⁾	57439	76446	81434	109055	88343	98334	105155	118410	132448	153604	183545	168978	170255	188809	198334	203103	211791	207790	214854	226344	118925	198918
Recettes fiscales	50236	65178	74031	77245	80481	83396	88728	100603	113579	135204	167276	150853	154005	163586	176068	174187	176158	182254	188958	200535	102283	174067
Recettes fiscales (y.c TVA des CT)	54429	70704	80474	84234	87666	91199	97562	110385	125305	150123	185651	167376	173563	184981	198504	196765	198186	204645	211608	224914	112511	195616
Recettes non fiscales	7202	11268	7403	31810	7862	14938	16427	17807	18870	18400	16269	18125	16250	25223	22266	28916	35633	25536	25896	25809	16643	24851
Dépenses totales ^{(2) (3)}	64550	84755	99410	111414	109172	115027	123323	144283	146076	159727	192037	195681	205409	240924	264244	255497	260515	256489	263605	268200	133385	245618
Dépenses ordinaires ⁽²⁾	51523	70820	81622	91018	89913	96392	103507	125726	123900	133406	156492	152139	161140	193735	215192	209632	209295	200820	202968	205761	111331	194520
Biens et services	35627	50479	59296	67372	70150	76145	80234	99140	93245	98824	107355	122131	117251	127144	140656	145600	152259	159552	161773	163353	83529	143302
Intérêts de la dette publique	14115	17335	18620	18754	17411	17351	17586	17441	18652	19261	18231	17326	17574	18240	20097	22502	24788	27291	27098	27078	18145	22444
Compensation ⁽⁵⁾	1781	3006	3706	4892	2352	2896	5687	9145	12003	15321	30906	12682	26315	48351	54439	41530	32248	13977	14097	15330	9656	28774
Investissement ⁽⁶⁾	13027	13935	17788	20396	19259	18635	19816	18557	22176	26321	35545	43542	44269	47189	49052	45865	51220	55669	60637	62439	22055	51098
Solde du budget ordinaire	5916	5626	-188	18037	-1570	1942	1648	-7316	8548	20198	27053	16839	9115	-4926	-16858	-6529	2496	6970	11886	20583	7595	4397
Solde net des comptes spéciaux		2598	-647	2092	2782	1995	2429	4529	3584	9602	11562	10803	-610	3668	7893	6009	5396	7181	4300	4911	4214	5506
Solde budgétaire	-7112	-7789	-20525	-10880	-18167	-14698	-15739	-21344	-10044	3479	3070	-15900	-35764	-48271	-57560	-45689	-43644	-41168	-43896	-37843	-11650	-41082
Solde primaire	7003	9546	-1905	7874	-756	2653	1847	-3903	8608	22740	21301	1426	-18190	-30031	-37463	-23187	-18857	-13878	-16798	-10765	6496	-18638
Solde budgétaire hors privatisation	-7951	-9638	-20543	-34277	-18788	-21005	-20947	-28243	-12422	426	3068	-15900	-35799	-53590	-60852	-45689	-45690	-41211	-44466	-37843	-16970	-42338
Variation des arriérés	-653	-989	12059	-7958	886	-1258	2708	-7184	422	2053	-1992	-2563	6886	9851	-4786	-6350	-2091	-5073	5151	-866	-29	18
Besoin de financement	-7765	-8778	-8466	-18838	-17281	-15956	-13031	-28528	-9622	5532	1078	-18463	-28878	-38420	-62346	-52039	-45735	-46241	-38745	-38709	-11679	-41064
Financement interne	5753	13342	14785	28699	28480	24702	19448	29985	9821	-9129	-12160	5641	13041	31141	47097	37030	36442	45923	35937	35363	14959	31957
Financement externe	2012	-4565	-6319	-9861	-11199	-8746	-6417	-1457	-199	3597	11082	12822	15837	7279	15249	15009	9293	318	2809	3346	-3280	9107
Transferts aux collectivités territoriales ⁽⁴⁾	4192	5525	6443	6989	7185	7803	8834	9782	11726	14919	18375	16523	19558	21396	22436	22578	22028	22391	22649	24379	10229	21549

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures.

⁽¹⁾ Non compris TVA des collectivités territoriales sauf indication contraire.⁽²⁾ Non compris les recettes et les dépenses au titre des Comptes Spéciaux du Trésor. Toutefois, ces recettes et dépenses ont été intégrées comme solde au niveau de la rubrique "Solde net des comptes spéciaux du Trésor".⁽³⁾ Non compris le solde net des comptes spéciaux du Trésor.⁽⁴⁾ Le transfert aux collectivités territoriales est estimé à 30% du montant total de la TVA.⁽⁵⁾ Non compris le Fonds de Soutien des Prix.⁽⁶⁾ Non compris le Fonds Spécial Routier.

Charges et ressources du Trésor en % du PIB ⁽¹⁾

En %	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17
Recettes ordinaires ⁽²⁾	19,9	20,2	19,7	24,5	19,0	19,7	19,9	21,4	21,9	23,7	25,6	22,6	21,7	23,0	23,4	22,6	22,9	21,0	21,2	21,3	22,0	22,1
Recettes fiscales	17,4	17,2	17,9	17,3	17,3	16,7	16,8	18,2	18,8	20,9	23,3	20,2	19,6	19,9	20,8	19,4	19,0	18,4	18,6	18,9	18,9	19,4
Pression fiscale ⁽⁵⁾	18,9	18,7	19,5	18,9	18,8	18,3	18,5	20,0	20,8	23,2	25,9	22,4	22,1	22,6	23,4	21,9	21,4	20,7	20,9	21,2	20,8	21,8
Recettes non fiscales	2,5	3,0	1,8	7,1	1,7	3,0	3,1	3,2	3,1	2,8	2,3	2,4	2,1	3,1	2,6	3,2	3,9	2,6	2,6	2,4	3,1	2,8
Dépenses totales ⁽²⁾⁽³⁾	22,4	22,4	24,1	25,0	23,5	23,1	23,3	26,1	24,2	24,7	26,8	26,1	26,2	29,4	31,2	28,5	28,2	26,0	26,0	25,2	24,6	27,3
Dépenses ordinaires ⁽²⁾	17,9	18,7	19,8	20,4	19,3	19,3	19,6	22,7	20,5	20,6	21,8	20,3	20,5	23,6	25,4	23,3	22,6	20,3	20,0	19,4	20,6	21,6
Biens et services	12,4	13,3	14,4	15,1	15,1	15,3	15,2	17,9	15,4	15,3	15,0	16,3	14,9	15,5	16,6	16,2	16,5	16,1	16,0	15,4	15,4	15,9
Intérêts de la dette publique	4,9	4,6	4,5	4,2	3,7	3,5	3,3	3,2	3,1	3,0	2,5	2,3	2,2	2,2	2,4	2,5	2,7	2,8	2,7	2,5	3,4	2,5
Compensation ⁽⁶⁾	0,6	0,8	0,9	1,1	0,5	0,6	1,1	1,7	2,0	2,4	4,3	1,7	3,4	5,9	6,4	4,6	3,5	1,4	1,4	1,4	1,8	3,2
Dépenses d'investissement ⁽⁷⁾	4,5	3,7	4,3	4,6	4,1	3,7	3,7	3,4	3,7	4,1	5,0	5,8	5,6	5,8	5,8	5,1	5,5	5,6	6,0	5,9	4,1	5,7
Solde du budget ordinaire	2,1	1,5	0,0	4,0	-0,3	0,4	0,3	-1,3	1,4	3,1	3,8	2,2	1,2	-0,6	-2,0	-0,7	0,3	0,7	1,2	1,9	1,4	0,5
Solde net des comptes spéciaux	0,0	0,7	-0,2	0,5	0,6	0,4	0,5	0,8	0,6	1,5	1,6	1,4	-0,1	0,4	0,9	0,7	0,6	0,7	0,4	0,5	0,8	0,6
Solde du budget général	-2,5	-2,1	-5,0	-2,4	-3,9	-2,9	-3,0	-3,9	-1,7	0,5	0,4	-2,1	-4,6	-5,9	-6,8	-5,1	-4,7	-4,2	-4,3	-3,6	-2,2	-4,5
Solde primaire	2,4	2,5	-0,5	1,8	-0,2	0,5	0,3	-0,7	1,4	3,5	3,0	0,2	-2,3	-3,7	-4,4	-2,6	-2,0	-1,4	-1,7	-1,0	1,2	-2,1
Solde budgétaire hors privatisation	-2,8	-2,5	-5,0	-7,7	-4,0	-4,2	-4,0	-5,1	-2,1	0,1	0,4	-2,1	-4,6	-6,5	-7,2	-5,1	-4,9	-4,2	-4,4	-3,6	-3,1	-4,7
Variation des arriérés	-0,2	-0,3	2,9	-1,8	0,2	-0,3	0,5	-1,3	0,1	0,3	-0,3	-0,3	0,9	1,2	-0,6	-0,7	-0,2	-0,5	0,5	-0,1	0,0	0,0
Besoin de financement	-2,7	-2,3	-2,1	-4,2	-3,7	-3,2	-2,5	-5,2	-1,6	0,9	0,2	-2,5	-3,7	-4,7	-7,4	-5,8	-4,9	-4,7	-3,8	-3,6	-2,2	-4,6
Financement interne	2,0	3,5	3,6	6,4	6,1	5,0	3,7	5,4	1,6	-1,4	-1,7	0,8	1,7	3,8	5,6	4,1	3,9	4,6	3,5	3,3	2,8	3,6
Financement externe	0,7	-1,2	-1,5	-2,2	-2,4	-1,8	-1,2	-0,3	0,0	0,6	1,5	1,7	2,0	0,9	1,8	1,7	1,0	0,0	0,3	0,3	-0,6	1,0
Transferts aux collectivités territoriales ⁽⁴⁾	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,3	2,6	2,2	2,5	2,6	2,6	2,5	2,4	2,3	2,2	2,3	1,9	2,4

Source : DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures et du Haut Commissariat au Plan.

⁽¹⁾ Non compris TVA des collectivités territoriales sauf indication contraire.

⁽²⁾ Non compris les recettes et les dépenses au titre des Comptes Spéciaux du Trésor. Toutefois, ces recettes et ces dépenses ont été intégrées comme solde au niveau de la rubrique "Solde net des comptes spéciaux du Trésor".

⁽³⁾ Non compris le solde net des comptes spéciaux du Trésor.

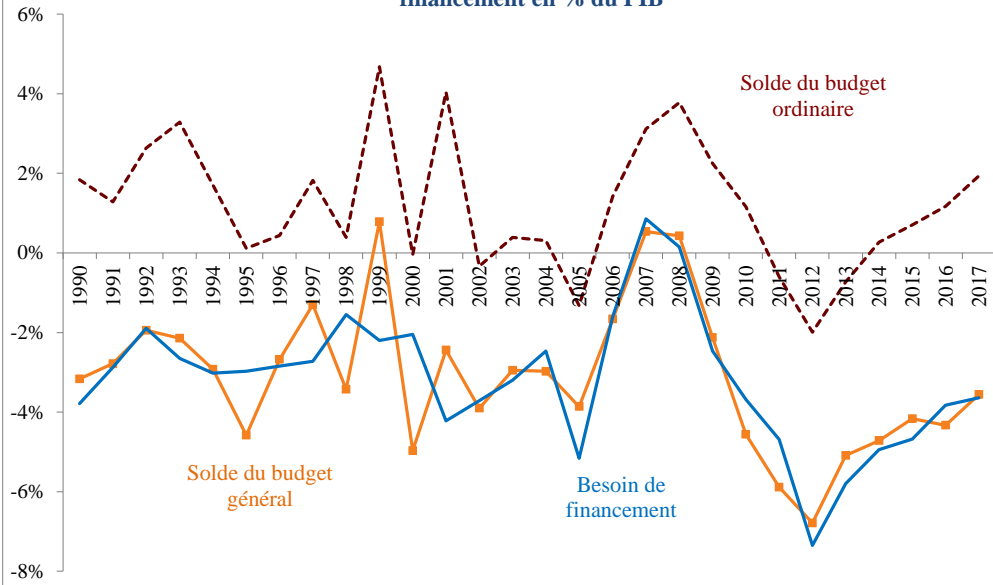
⁽⁴⁾ Le transfert aux collectivités territoriales est estimé à 30% du montant total de la TVA.

⁽⁵⁾ Recettes fiscales (y.c TVA des CT) en % du PIB.

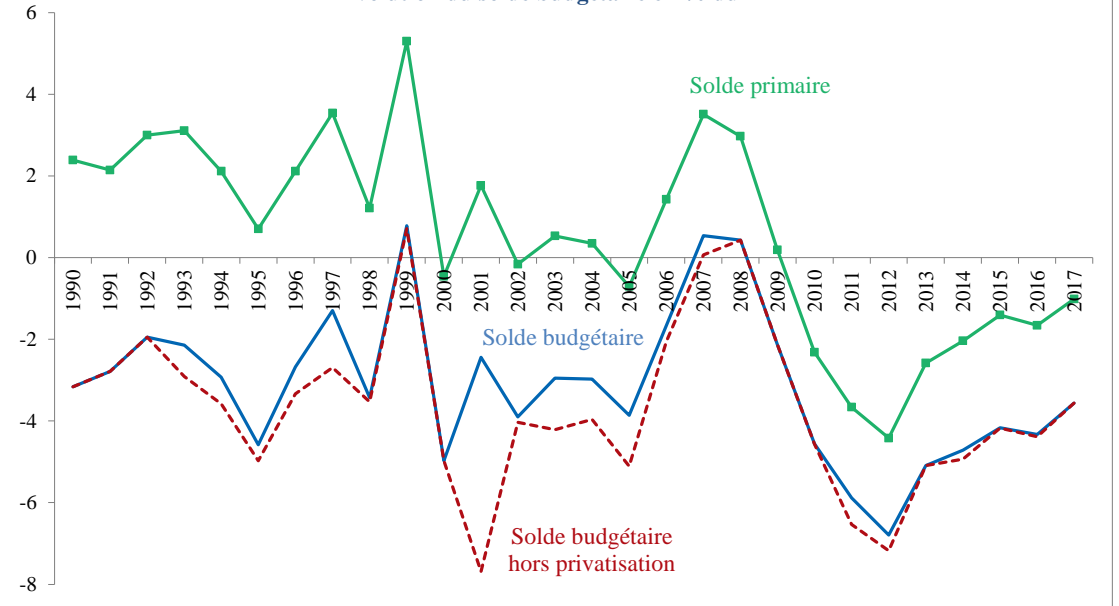
⁽⁶⁾ Non compris le Fonds de Soutien des Prix.

⁽⁷⁾ Non compris le Fonds Spécial Routier.

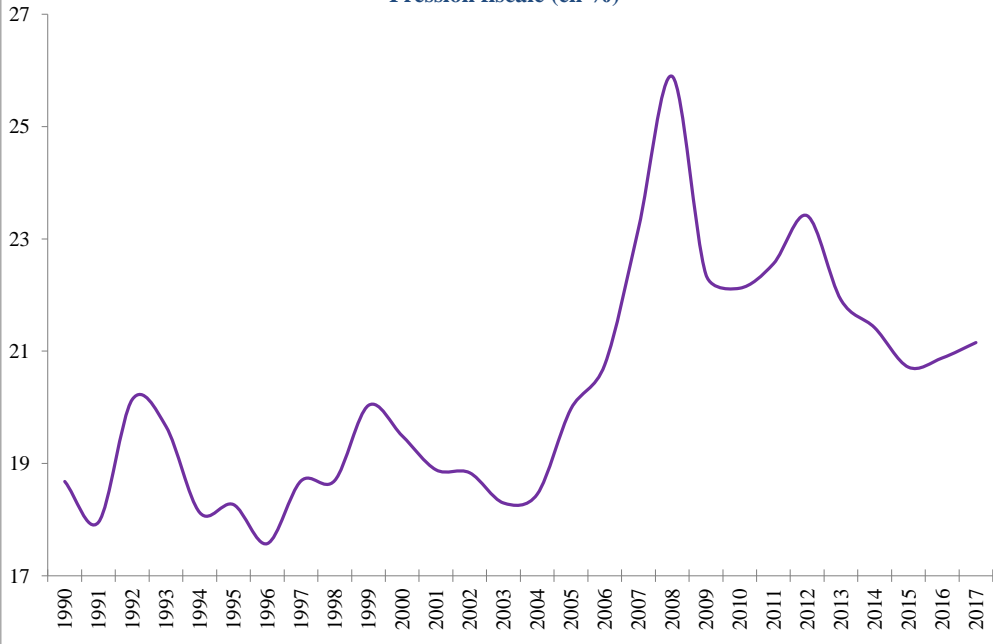
Evolution du solde du budget général, du solde ordinaire et du besoin de financement en % du PIB



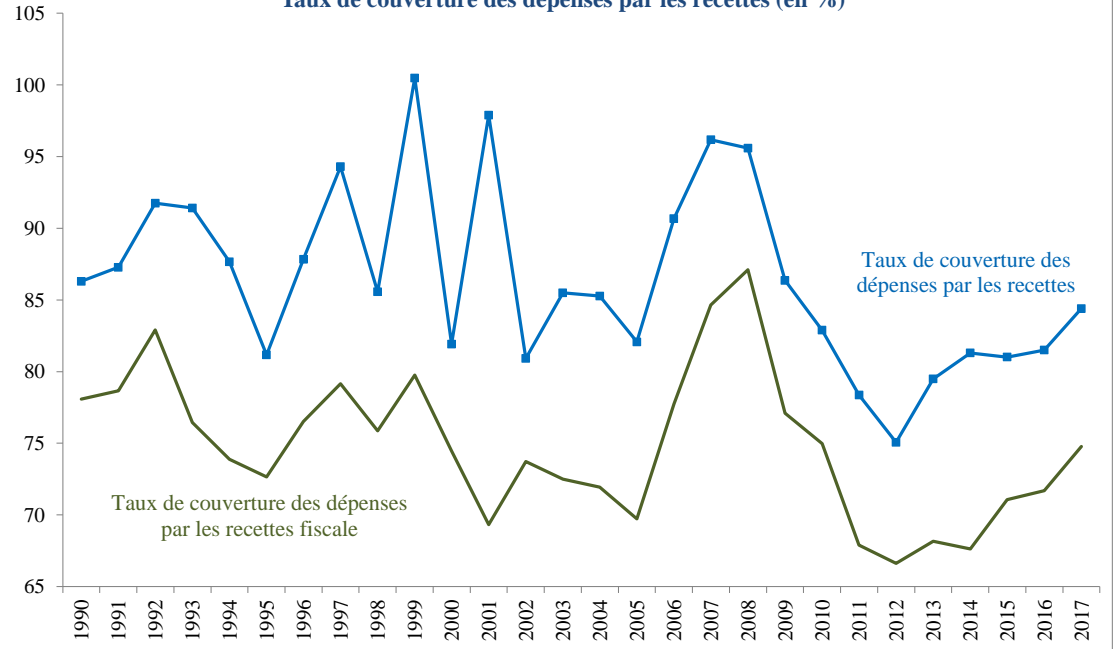
Evolution du solde budgétaire en % du PIB



Pression fiscale (en %)



Taux de couverture des dépenses par les recettes (en %)

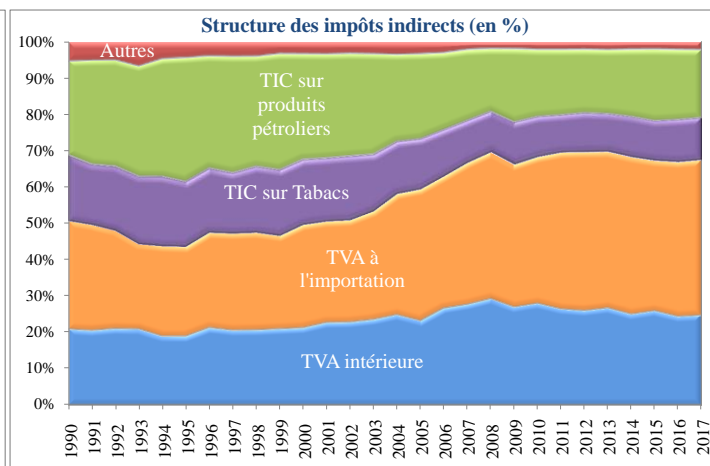
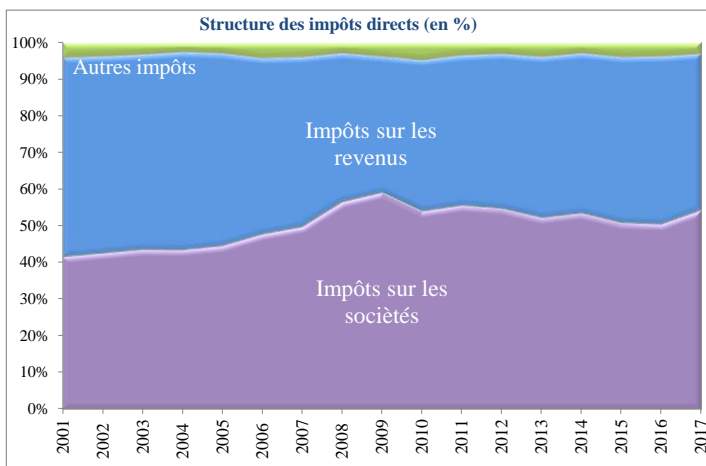
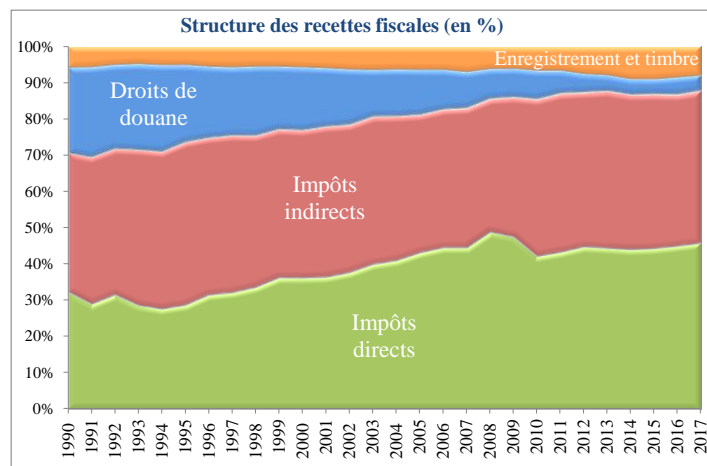


Structure des recettes fiscales

En %	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	90-94	95-99																			00-08	09-17
Impôts directs	29,8	32,8	36,3	36,5	37,7	40,0	41,0	43,2	44,6	44,6	48,9	47,6	42,2	43,3	44,8	44,4	44,0	44,4	45,0	45,9	42,5	44,6
IS+IBP	11,9	11,8	13,7	15,2	16,0	17,4	17,8	19,3	21,3	22,2	27,7	28,1	22,8	24,1	24,5	23,2	23,5	22,5	22,7	24,9	20,1	24,0
IR+PTS	12,2	14,7	16,2	19,9	20,3	21,3	22,2	22,7	21,5	20,7	19,9	17,7	17,5	17,8	19,0	19,6	19,3	20,1	20,7	19,6	20,6	19,1
Patente (taxe professionnelle)	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,1
Taxe urbaine (taxe d'habitation)	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Majorations	0,1	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,4	0,7	1,4	1,4	1,1	1,5	1,7	1,3	1,1	1,1	1,0	1,5	1,5	1,2	0,9	1,3
Autres impôts directs	5,1	5,3	5,4	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,1
Impôts indirects	41,4	42,9	40,8	41,7	40,8	40,8	39,9	38,1	38,2	38,6	36,8	38,6	43,4	43,9	42,7	43,4	42,7	42,6	41,8	42,0	39,1	42,4
T.V.A (1)	19,5	20,0	20,3	21,1	20,8	21,8	23,2	22,7	24,1	25,7	25,6	25,6	29,6	30,5	29,7	30,2	29,2	28,7	28,0	28,4	23,3	28,9
Intérieure	8,5	8,8	8,7	9,5	9,4	9,7	10,0	8,9	10,2	10,7	10,8	10,4	12,2	11,6	11,1	11,6	10,7	11,1	10,2	10,4	9,9	11,0
Importation	11,0	11,2	11,6	11,6	11,5	12,2	13,3	13,8	13,9	15,0	14,8	15,1	17,5	18,9	18,6	18,6	18,4	17,6	17,7	17,9	13,4	17,9
T.I.C	21,9	22,9	20,5	20,6	20,0	19,0	16,7	15,5	14,1	12,8	11,2	13,0	13,7	13,4	12,9	13,1	13,5	13,9	13,8	13,7	15,8	13,5
Tabacs	7,5	7,6	7,4	7,3	7,2	6,4	5,8	5,3	4,9	4,5	4,2	4,6	4,9	4,6	4,6	4,6	4,8	4,7	4,9	4,9	5,6	4,7
Pétrole	12,3	13,7	11,9	12,0	11,6	11,3	9,6	8,9	8,1	7,5	6,4	7,8	8,0	7,9	7,5	7,6	7,9	8,4	8,1	7,8	9,2	7,9
Autres	2,1	1,6	1,3	1,3	1,2	1,3	1,3	1,2	1,1	0,8	0,6	0,7	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9	1,1	0,8
Droits de douane	23,6	19,0	17,3	16,0	15,2	12,8	12,9	12,3	10,9	9,9	8,2	7,8	7,9	6,3	5,1	4,4	4,4	4,2	4,8	4,3	12,1	5,4
Enregistrement et timbre	5,2	5,4	5,6	5,9	6,2	6,4	6,2	6,3	6,3	6,9	6,1	6,0	6,5	6,5	7,4	7,8	8,8	8,8	8,4	7,8	6,3	7,6
Recettes fiscales	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Recettes fiscales/Recettes ordinaires	87,5	84,3	90,9	70,8	91,1	84,8	84,4	85,0	85,8	88,0	91,1	89,3	90,5	86,6	88,8	85,8	83,2	87,7	87,9	88,6	86,0	87,5
Impôts indirects/Impôts directs	138,6	130,8	112,6	114,3	108,2	102,1	97,3	88,3	85,7	86,5	75,2	81,1	102,7	101,3	95,2	97,6	97,0	96,0	92,8	91,6	92,0	94,9

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures.

(1) Non compris TVA des Collectivités territoriales



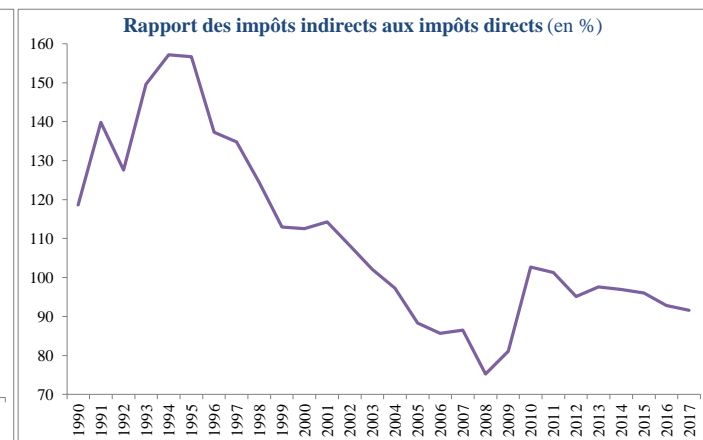
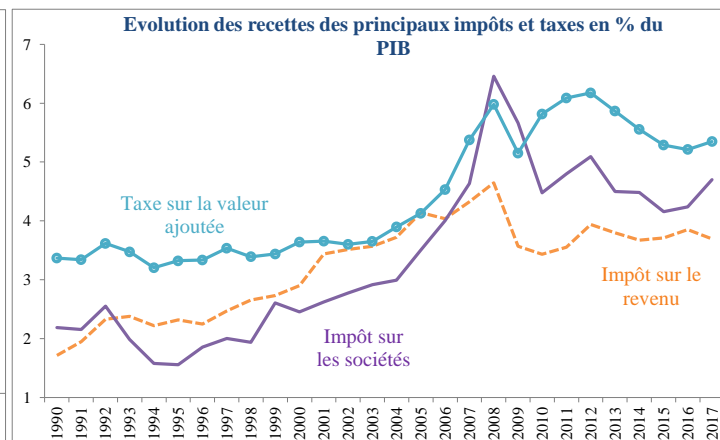
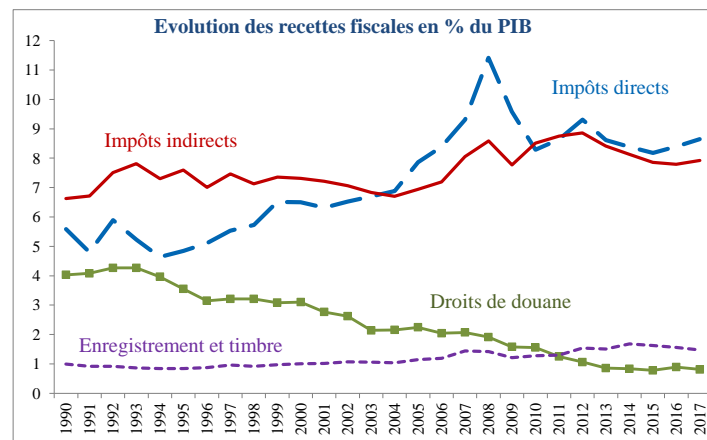
Recettes fiscales en % du PIB

En %	Moyennes																					Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17	
Impôts directs	5,2	5,6	6,5	6,3	6,5	6,7	6,9	7,9	8,4	9,3	11,4	9,6	8,3	8,6	9,3	8,6	8,4	8,2	8,4	8,7	8,0	8,6	
IS+IBP	2,1	2,0	2,5	2,6	2,8	2,9	3,0	3,5	4,0	4,6	6,5	5,7	4,5	4,8	5,1	4,5	4,5	4,2	4,2	4,7	3,8	4,6	
IR+PTS	2,1	2,5	2,9	3,4	3,5	3,6	3,7	4,1	4,0	4,3	4,6	3,6	3,4	3,6	3,9	3,8	3,7	3,7	3,9	3,7	3,9	3,7	
Patente (taxe professionnelle)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	
Taxe urbaine (taxe d'habitation)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Majorations	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	
Autres impôts directs	0,9	0,9	1,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	
Impôts indirects	7,2	7,3	7,3	7,2	7,1	6,8	6,7	6,9	7,2	8,1	8,6	7,8	8,5	8,8	8,9	8,4	8,1	7,9	7,8	7,9	7,4	8,2	
T.V.A. ⁽¹⁾	3,4	3,4	3,6	3,7	3,6	3,7	3,9	4,1	4,5	5,4	6,0	5,2	5,8	6,1	6,2	5,9	5,6	5,3	5,2	5,3	4,4	5,6	
Intérieure	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7	1,6	1,9	2,2	2,5	2,1	2,4	2,3	2,3	2,3	2,0	2,0	1,9	2,0	1,9	2,1	
Importation	1,9	1,9	2,1	2,0	2,0	2,0	2,2	2,5	2,6	3,1	3,5	3,0	3,4	3,8	3,9	3,6	3,5	3,2	3,3	3,4	2,5	3,5	
T.I.C	3,8	3,9	3,7	3,6	3,5	3,2	2,8	2,8	2,7	2,7	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,5	2,6	2,6	2,6	2,6	3,0	2,6	
Tabacs	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,1	0,9	
Pétrole	2,1	2,3	2,1	2,1	2,0	1,9	1,6	1,6	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	
Autres	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	
Droits de douane	4,1	3,2	3,1	2,8	2,6	2,1	2,2	2,2	2,0	2,1	1,9	1,6	1,6	1,3	1,1	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	2,3	1,0	
Enregistrement et timbre	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	1,2	1,2	1,4	1,4	1,2	1,3	1,3	1,5	1,5	1,7	1,6	1,6	1,5	1,2	1,5	
Recettes fiscales	17,4	17,0	17,9	17,3	17,3	16,7	16,8	18,2	18,8	20,9	23,3	20,2	19,6	19,9	20,8	19,4	19,0	18,4	18,6	18,9	18,9	19,4	
Transferts aux collectivités territoriales	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,3	2,6	2,2	2,5	2,6	2,6	2,5	2,4	2,3	2,2	2,3	1,9	2,4	
Pression fiscale ⁽²⁾	18,9	18,5	19,5	18,9	18,8	18,3	18,5	20,0	20,8	23,2	25,9	22,4	22,1	22,6	23,4	21,9	21,4	20,7	20,9	21,2	20,8	21,8	

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures et de la Direction de la Statistique.

⁽¹⁾ Non compris TVA des Collectivités territoriales

⁽²⁾ Recettes fiscales (y.c TVA des CT) en % du PIB.



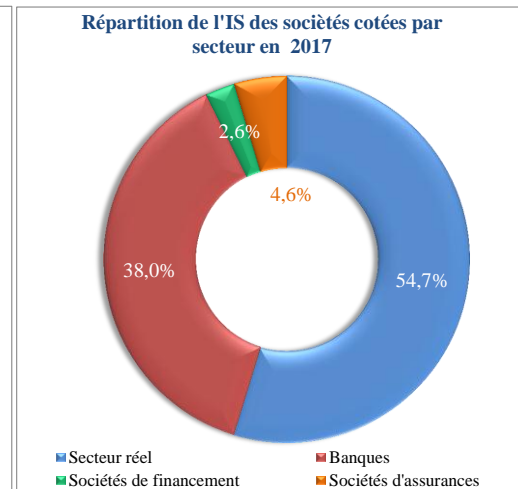
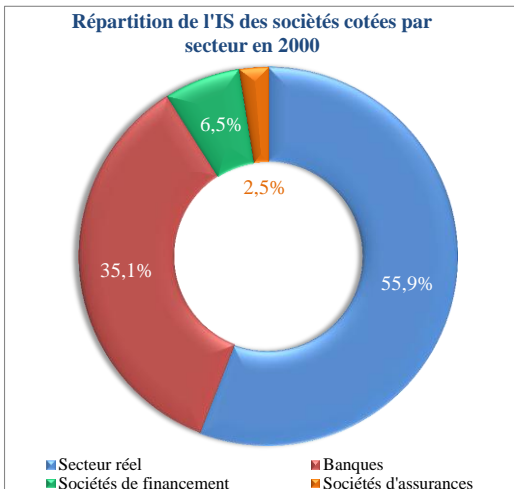
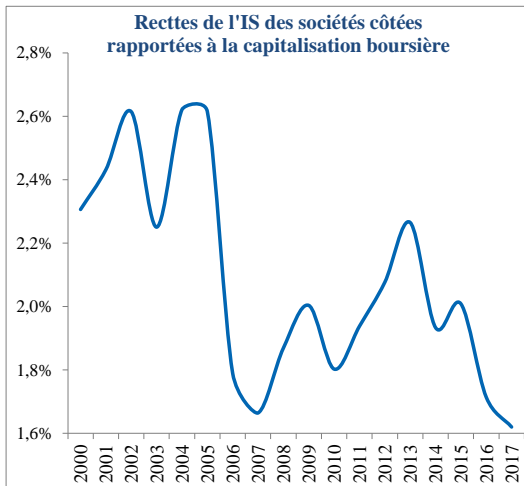
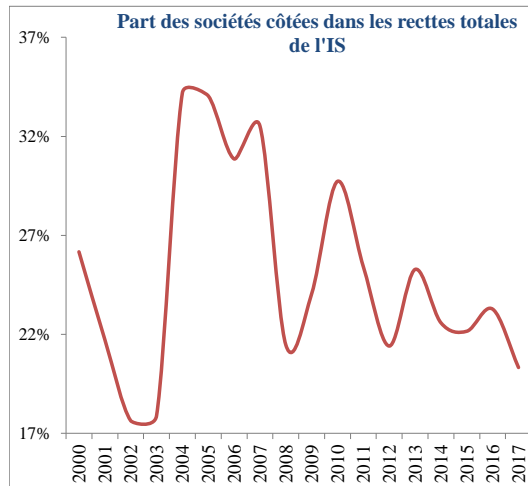
Recettes de l'IS des sociétés cotées en bourse de Casablanca

(En millions DH)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			00-08	09-17
Secteur réel	1481	1381	1392	1759	4225	4718	5278	6904	6800	6646	6630	6063	5320	6285	4674	4840	5000	5005	3771	5607
Banques	930	1023	763	704	1031	1705	1980	2226	2509	2792	2936	3051	3155	3217	3761	3277	3291	3475	1430	3217
Sociétés de financement	172	107	88	98	125	139	166	297	330	261	292	293	286	234	238	261	253	237	169	262
Sociétés d'assurances	66	35	36	37	32	36	39	333	301	483	567	570	468	465	362	327	515	425	102	465
Total de l'IS des sociétés cotées	2649	2545	2279	2599	5412	6598	7463	9760	9940	10196	10439	10005	9247	10218	9368	9105	9999	10158	5472	9859
Taux de variation (%)		-3,9	-10,5	14,1	108,2	21,9	13,1	30,8	1,8	2,6	2,4	-4,2	-7,6	10,5	-8,3	-2,8	9,8	1,6	18,0	-0,05
Recettes de l'IS	10124	11708	12917	14534	15828	19378	24182	30013	46290	42395	35114	39370	43187	40417	41480	41091	42962	49971	20553	41776
Taux de variation (%)		15,6	10,3	12,5	8,9	22,4	24,8	24,1	54,2	-8,4	-17,2	12,1	9,7	-6,4	2,6	-0,9	4,6	16,3	20,9	2,1

Source : Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC).

Contribution des sociétés cotées aux recettes totales de l'IS

(En %)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			00-08	09-17
Secteur réel	14,6	11,8	10,8	12,1	26,7	24,3	21,8	23,0	14,7	15,7	18,9	15,4	12,3	15,6	11,3	11,8	11,6	10,0	18,3	13,4
Banques	9,2	8,7	5,9	4,8	6,5	8,8	8,2	7,4	5,4	6,6	8,4	7,7	7,3	8,0	9,1	8,0	7,7	7,0	7,0	7,7
Sociétés de financement	1,7	0,9	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,8	0,6
Sociétés d'assurances	0,7	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	1,1	0,7	1,1	1,6	1,4	1,1	1,2	0,9	0,8	1,2	0,9	0,5	1,1
Total de l'IS des sociétés cotées	26,2	21,7	17,6	17,9	34,2	34,0	30,9	32,5	21,5	24,0	29,7	25,4	21,4	25,3	22,6	22,2	23,3	20,3	26,6	23,6
Recettes de l'IS des sociétés cotées en % de la capitalisation boursière	2,3	2,4	2,6	2,3	2,6	2,6	1,8	1,7	1,9	2,0	1,8	1,9	2,1	2,3	1,9	2,0	1,7	1,6	2,0	1,9



Taxe sur la valeur ajoutée par produit ⁽¹⁾

(En millions DH)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	Variation annuelle moyenne
												2007-17	2007-17
Produits du secteur primaire	203	247	247	263	341	403	421	433	483	438	403	353	7,1
Pêche, aquaculture	203	247	247	263	341	403	421	433	483	438	403	353	7,1
Produits du secteur secondaire	34809	44158	38157	46447	51925	54695	54658	54433	54145	53845	57825	49554	5,2
Industrie d'extraction	361	436	441	451	485	486	485	495	510	445	462	460	2,5
Industrie manufacturières	17042	21866	19321	21530	22685	23650	24343	24567	24957	25817	27002	22980	4,7
Industries alimentaires et tabac	4633	6147	5520	6126	6589	7038	7208	7392	7574	7495	8038	6705	5,7
Industries textile et du cuir	2642	3196	2757	2946	3053	3313	3333	3349	3568	3750	3904	3256	4,0
Industrie chimique et parachimique	1523	1853	1835	2054	2117	2153	2230	2243	2316	2336	2431	2099	4,8
Industrie mécanique, métallurgique et électrique	5673	7588	6150	6993	7135	7373	7621	7498	7366	8007	8307	7246	3,9
Autres industries manufacturières hors raffinage	2571	3082	3059	3411	3791	3773	3951	4085	4133	4229	4322	3673	5,3
Produits énergétiques	5650	7521	6267	9136	12297	12972	11799	11438	10521	9983	11681	9933	7,5
Raffinage de pétrole et autres produits d'énergie	3858	5194	3998	6436	9375	9813	8529	7953	6628	5892	7218	6809	6,5
Production et distribution d'électricité et d'eau	1792	2327	2269	2700	2922	3159	3270	3485	3893	4091	4463	3125	9,6
Bâtiment et travaux publics	11756	14335	12128	15330	16458	17587	18031	17933	18157	17600	18680	16181	4,7
Produits du secteur tertiaire	14664	16862	16675	18735	19214	19630	20052	20128	20643	21299	23036	19176	4,6
Commerce et réparation	972	1212	1241	1460	1306	1499	1543	1637	1726	1770	1847	1474	6,6
Hôtels et restaurants	2115	2358	2007	2403	2287	2374	2506	2540	2462	2578	3066	2427	3,8
Transports	2982	3154	3141	3756	3742	3971	4461	4740	4790	5061	5540	4122	6,4
Postes et télécommunications	3942	4853	4780	5724	5984	5666	5252	4948	5095	5134	5414	5163	3,2
Activités financières et assurances	629	695	731	868	932	995	1018	1053	1128	1189	1237	952	7,0
Immobilier, location et services aux entreprises	1967	2170	2250	2479	2879	2946	2948	2808	2943	3033	3159	2689	4,9
Education, santé et action sociale	1403	1722	1775	1170	1188	1250	1336	1336	1394	1397	1499	1406	0,7
Autres services non financiers	654	698	750	875	896	929	988	1066	1105	1137	1274	943	6,9
Total	49076	60569	54329	64570	70584	73799	74143	74994	75271	75582	81264	68562	5,2

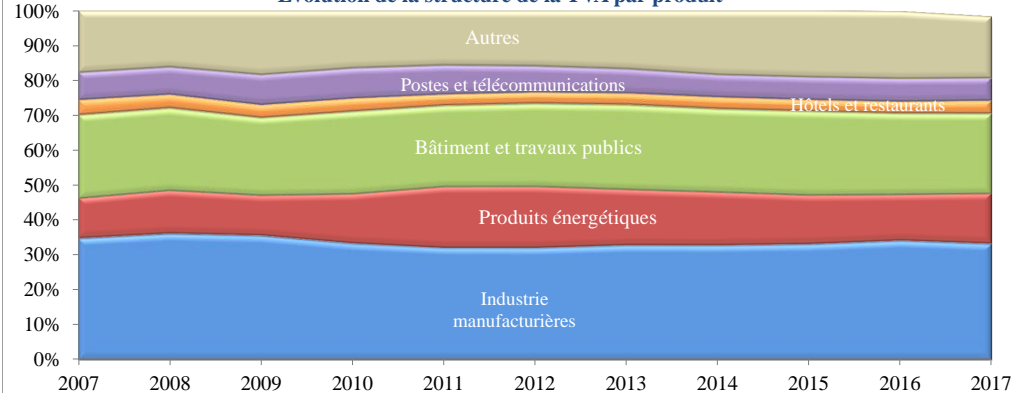
Source : Haut Commissariat au Plan, Tableaux ressources et emplois

(1) Y compris TVA des Collectivités territoriales

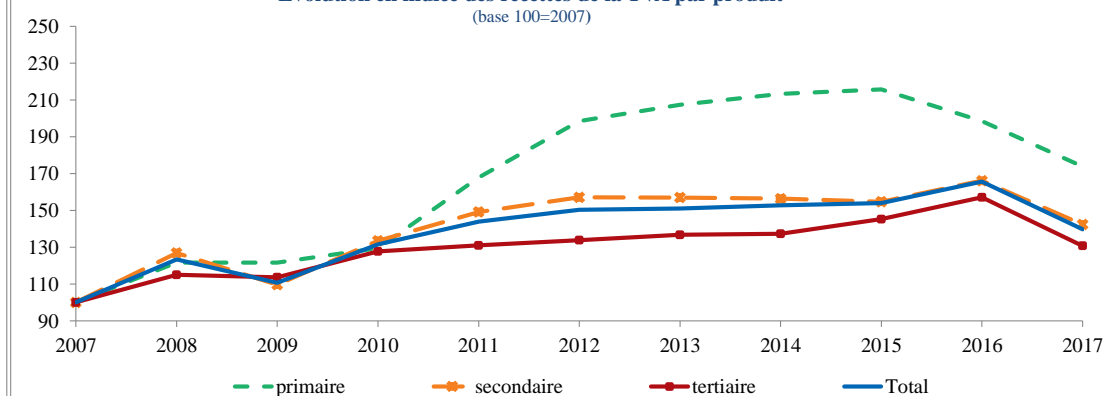
Structure de la taxe sur la valeur ajoutée par produit

En %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Structure moyenne	Contribution moyenne (en nombre de points)
	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17	2007-17
Produits du secteur primaire	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,04
Pêche, aquaculture	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,04
Produits du secteur secondaire	70,9	72,9	70,2	71,9	73,6	74,1	73,7	72,6	71,9	71,2	71,2	72,3	3,76
Industrie d'extraction	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,02
Industrie manufacturières	34,7	36,1	35,6	33,3	32,1	32,0	32,8	32,8	33,2	34,2	33,2	33,5	1,58
Industries alimentaires et tabac	9,4	10,1	10,2	9,5	9,3	9,5	9,7	9,9	10,1	9,9	9,9	9,8	0,55
Industries textile et du cuir	5,4	5,3	5,1	4,6	4,3	4,5	4,5	4,5	4,7	5,0	4,8	4,7	0,19
Industrie chimique et parachimique	3,1	3,1	3,4	3,2	3,0	2,9	3,0	3,0	3,1	3,1	3,0	3,1	0,15
Industrie mécanique, métallurgique et électrique	11,6	12,5	11,3	10,8	10,1	10,0	10,3	10,0	9,8	10,6	10,2	10,6	0,41
Autres industries manufacturières hors raffinage	5,2	5,1	5,6	5,3	5,4	5,1	5,3	5,4	5,5	5,6	5,3	5,4	0,29
Produits énergétiques	11,5	12,4	11,5	14,1	17,4	17,6	15,9	15,3	14,0	13,2	14,4	14,5	1,09
Raffinage de pétrole et autres produits d'énergie	7,9	8,6	7,4	10,0	13,3	13,3	11,5	10,6	8,8	7,8	8,9	9,9	0,64
Production et distribution d'électricité et d'eau	3,7	3,8	4,2	4,2	4,1	4,3	4,4	4,6	5,2	5,4	5,5	4,6	0,44
Bâtiment et travaux publics	24,0	23,7	22,3	23,7	23,3	23,8	24,3	23,9	24,1	23,3	23,0	23,6	1,12
Produits du secteur tertiaire	29,9	27,8	30,7	29,0	27,2	26,6	27,0	26,8	27,4	28,2	28,3	28,0	1,29
Commerce et réparation	2,0	2,0	2,3	2,3	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3	2,3	2,3	2,1	0,14
Hôtels et restaurants	4,3	3,9	3,7	3,7	3,2	3,2	3,4	3,4	3,3	3,4	3,8	3,5	0,13
Transports	6,1	5,2	5,8	5,8	5,3	5,4	6,0	6,3	6,4	6,7	6,8	6,0	0,38
Postes et télécommunications	8,0	8,0	8,8	8,9	8,5	7,7	7,1	6,6	6,8	6,8	6,7	7,5	0,24
Activités financières et assurances	1,3	1,1	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,5	1,4	0,10
Immobilier, location et services aux entreprises													
Education, santé et action sociale	2,9	2,8	3,3	1,8	1,7	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	1,8	2,1	0,01
Autres services non financiers	1,3	1,2	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,4	1,5	1,5	1,6	1,4	0,09
Total	100	101	101	101	101	101	101	100	100	100	100	100,8	5,09

Evolution de la structure de la TVA par produit



Evolution en indice des recettes de la TVA par produit



Structure des recettes non fiscales

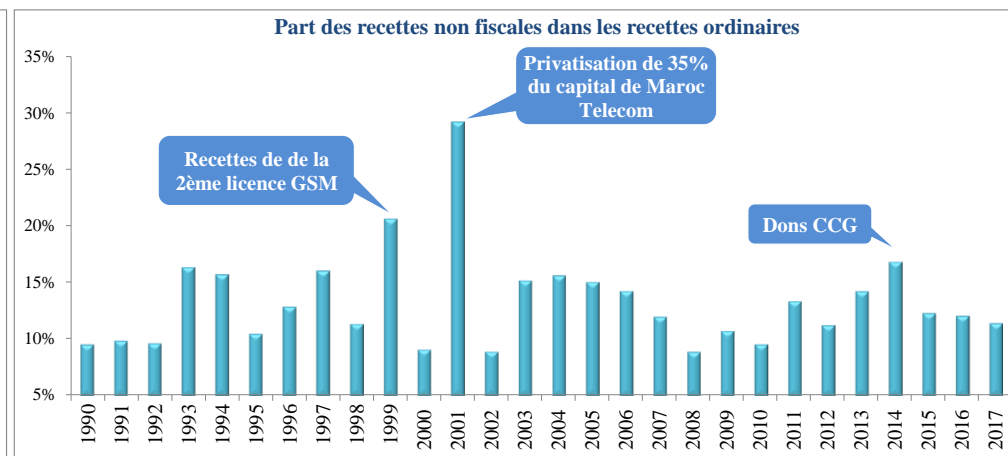
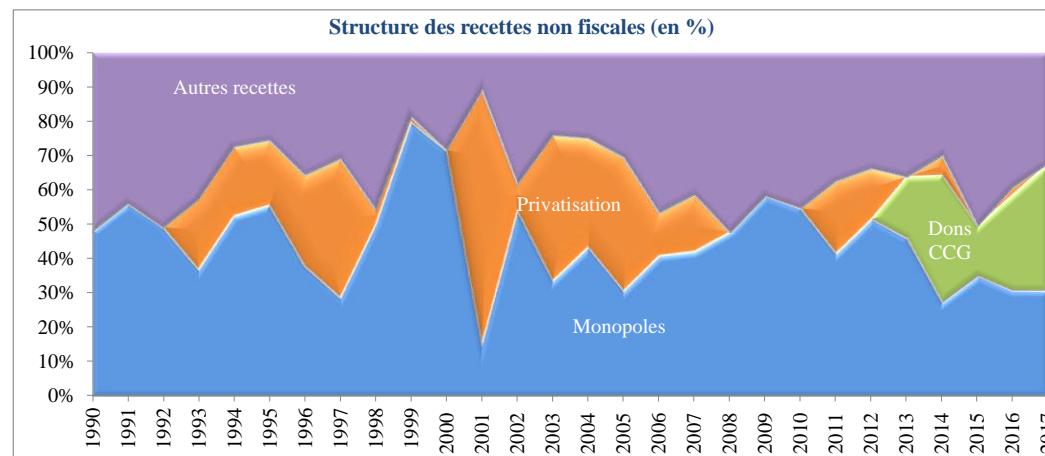
En %	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1990-94	1995-99																			00-08	09-17
Monopoles	47,5	54,6	71,4	15,4	54,0	33,7	43,4	30,8	41,0	42,2	47,8	58,4	54,7	41,6	51,6	46,1	27,4	35,1	30,8	30,8	37,0	40,0
Autres recettes	40,9	29,0	28,3	11,0	38,1	24,1	24,9	30,4	46,4	41,2	52,2	41,6	45,1	37,3	33,6	53,9	66,8	64,8	67,0	69,2	31,1	54,9
Privatisation	11,7	16,4	0,2	73,6	7,9	42,2	31,7	38,7	12,6	16,6	0,0	0,0	0,2	21,1	14,8	0,0	5,7	0,2	2,2	0,0	32,0	5,1
Recettes non fiscales/Recettes ordinaires	12,5	14,7	9,1	29,2	8,9	15,2	15,6	15,0	14,2	12,0	8,9	10,7	9,5	13,4	11,2	14,2	16,8	12,3	12,1	11,4	14,0	12,5

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Recettes non fiscales en % du PIB

En %	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1990-94	1995-99																			00-08	09-17
Monopoles	1,2	1,6	1,3	1,1	0,9	1,0	1,3	1,0	1,3	1,2	1,1	1,4	1,1	1,3	1,4	1,5	1,1	0,9	0,8	0,7	1,1	1,1
Autres recettes	1,0	0,9	0,5	0,8	0,6	0,7	0,8	1,0	1,5	1,2	1,2	1,0	0,9	1,1	0,9	1,7	2,6	1,7	1,7	1,7	1,0	1,5
Privatisation	0,3	0,5	0,0	5,2	0,1	1,3	1,0	1,2	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,6	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	1,0	0,1
Recettes non fiscales	2,5	3,0	1,8	7,1	1,7	3,0	3,1	3,2	3,1	2,8	2,3	2,4	2,1	3,1	2,6	3,2	3,9	2,6	2,6	2,4	3,1	2,8
Recettes non fiscales hors privatisation	2,2	2,5	1,8	1,9	1,6	1,7	2,1	2,0	2,7	2,4	2,3	2,4	2,1	2,4	2,2	3,2	3,6	2,6	2,5	2,4	2,1	2,6

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures et de la Direction de la Statistique



Structure des dépenses totales

En %	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17
Dépenses ordinaires	79,8	83,6	82,1	81,7	82,4	83,8	83,9	87,1	84,8	83,5	81,5	77,7	78,4	80,4	81,4	82,0	80,3	78,3	77,0	76,7	83,5	79,2
Biens et Services	55,2	59,6	59,6	60,5	64,3	66,2	65,1	68,7	63,8	61,9	55,9	62,4	57,1	52,8	53,2	57,0	58,4	62,2	61,4	60,9	62,6	58,3
Personnel	39,3	42,8	42,2	43,1	44,5	46,3	45,9	42,9	43,2	41,1	36,6	38,6	38,3	36,9	36,6	38,8	39,0	40,1	39,8	39,0	42,4	38,6
Autres	15,9	16,7	17,4	17,4	19,8	19,9	19,2	25,8	20,6	20,8	19,3	23,8	18,7	15,8	16,6	18,2	19,5	22,1	21,6	21,9	20,2	19,8
Dettes publiques	21,9	20,5	18,7	16,8	15,9	15,1	14,3	12,1	12,8	12,1	9,5	8,9	8,6	7,6	7,6	8,8	9,5	10,6	10,3	10,1	13,6	9,1
Intérieure	9,5	11,7	12,4	11,5	12,1	12,3	12,2	10,4	11,1	10,4	8,0	7,4	7,4	6,3	6,3	7,3	8,1	9,1	8,8	8,7	10,9	7,7
Extérieure	12,3	8,7	6,3	5,3	3,9	2,8	2,0	1,7	1,7	1,7	1,5	1,5	1,1	1,3	1,3	1,5	1,4	1,6	1,4	1,4	2,7	1,4
Compensation ⁽¹⁾	2,8	3,5	3,7	4,4	2,2	2,5	4,6	6,3	8,2	9,6	16,1	6,5	12,8	20,1	20,6	16,3	12,4	5,4	5,3	5,7	7,2	11,7
Investissement ⁽¹⁾	20,2	16,4	17,9	18,3	17,6	16,2	16,1	12,9	15,2	16,5	18,5	22,3	21,6	19,6	18,6	18,0	19,7	21,7	23,0	23,3	16,5	20,8

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures

⁽¹⁾ Non compris le Fonds de Soutien des Prix.

⁽²⁾ Non compris le Fonds Spécial Routier.

Dépenses totales en % du PIB

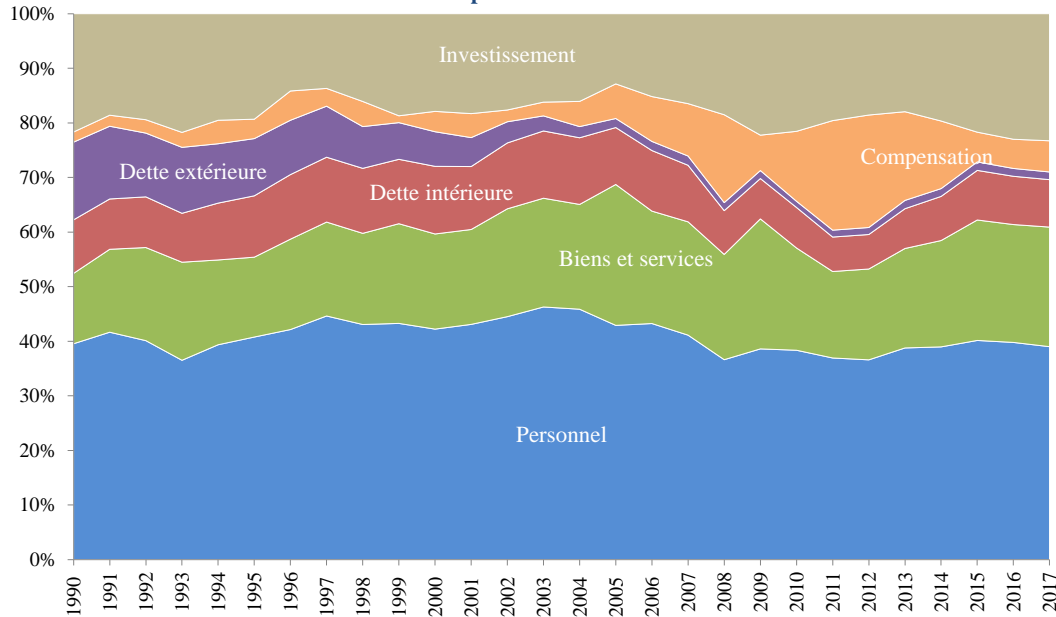
En % du PIB	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17
Dépenses ordinaires	17,9	18,7	19,8	20,4	19,3	19,3	19,6	22,7	20,5	20,6	21,8	20,3	20,5	23,6	25,4	23,3	22,6	20,3	20,0	19,4	20,6	21,6
Biens et Services	12,4	13,3	14,4	15,1	15,1	15,3	15,2	17,9	15,4	15,3	15,0	16,3	14,9	15,5	16,6	16,2	16,5	16,1	16,0	15,4	15,4	15,9
Personnel	8,8	9,6	10,2	10,8	10,4	10,7	10,7	11,2	10,5	10,1	9,8	10,1	10,0	10,8	11,4	11,0	11,0	10,4	10,3	9,8	10,5	10,5
Autres	3,6	3,8	4,2	4,3	4,6	4,6	4,5	6,7	5,0	5,1	5,2	6,2	4,9	4,7	5,2	5,2	5,5	5,7	5,6	5,5	5,0	5,4
Dettes publiques	4,9	4,6	4,5	4,2	3,7	3,5	3,3	3,2	3,1	3,0	2,5	2,3	2,2	2,2	2,4	2,5	2,7	2,8	2,7	2,5	3,4	2,5
Intérieure	2,1	2,6	3,0	2,9	2,8	2,8	2,8	2,7	2,7	2,6	2,1	1,9	1,9	1,9	2,0	2,1	2,3	2,4	2,3	2,2	2,7	2,1
Extérieure	2,8	2,0	1,5	1,3	0,9	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,7	0,4
Compensation ⁽¹⁾	0,6	0,8	0,9	1,1	0,5	0,6	1,1	1,7	2,0	2,4	4,3	1,7	3,4	5,9	6,4	4,6	3,5	1,4	1,4	1,4	1,8	3,2
Investissement ⁽¹⁾	4,5	3,7	4,3	4,6	4,1	3,7	3,7	3,4	3,7	4,1	5,0	5,8	5,6	5,8	5,8	5,1	5,5	5,6	6,0	5,9	4,1	5,7
Dépenses totales du Trésor	22,4	22,4	24,1	25,0	23,5	23,1	23,3	26,1	24,2	24,7	26,8	26,1	26,2	29,4	31,2	28,5	28,2	26,0	26,0	25,2	24,6	27,3

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures

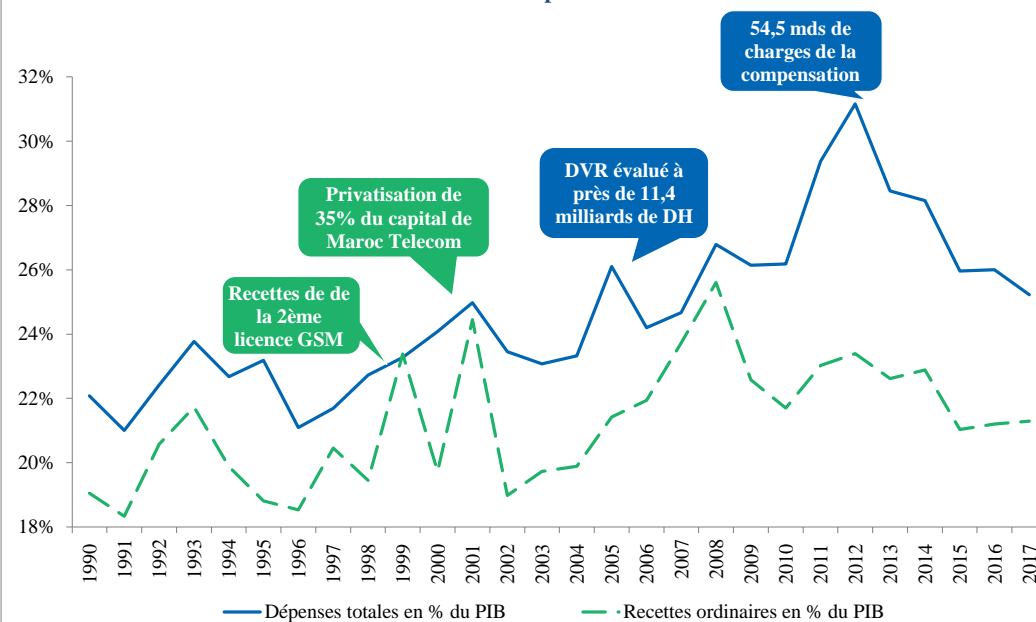
⁽¹⁾ Non compris le Fonds de Soutien des Prix.

⁽²⁾ Non compris le Fonds Spécial Routier.

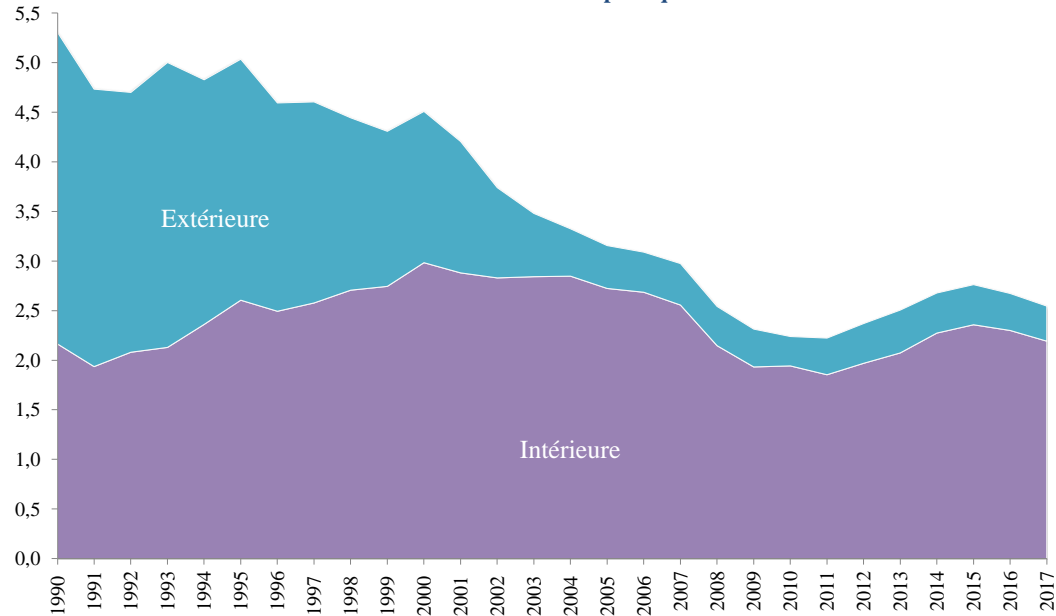
Structure des dépenses totales du Trésor



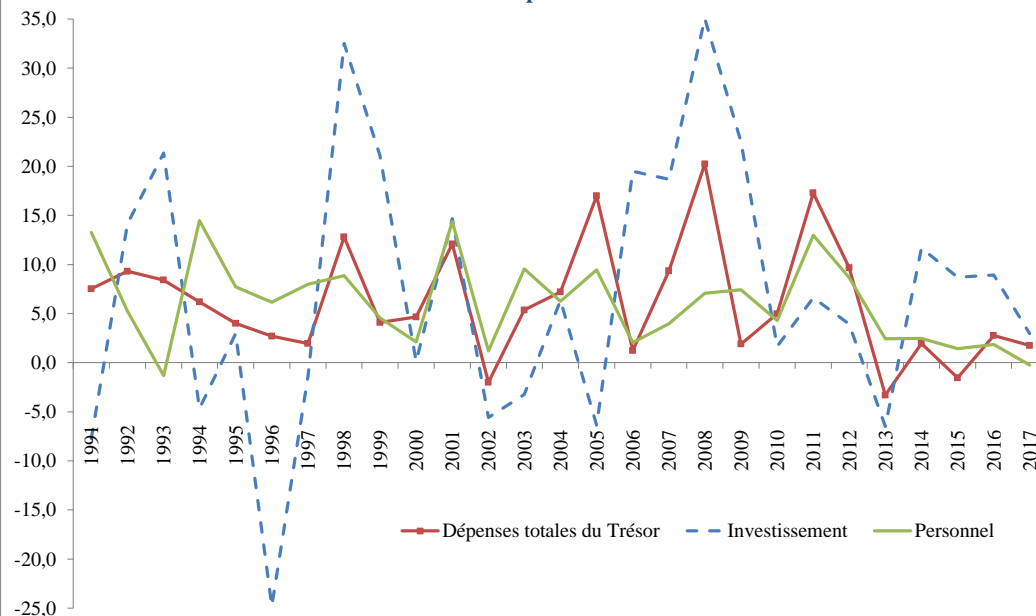
Evolution des recettes ordinaires et des dépenses totales du Trésor en % du PIB



Evolution des intérêts de la dette publique en % du PIB



Taux de croissance des dépenses totales du Trésor



Dettes publiques totales

En %	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1990-94	1995-99																			2000-08	2009-17
Encours de la dette publique totale (en milliard dh)	256,5	304,5	320,0	338,7	333,6	337,2	338,9	374,4	381,7	385,9	391,1	418,7	466,1	520,5	589,5	659,5	723,6	789,4	827,1	871,7	355,7	651,8
Croissance en %	4,9	1,7	1,9	5,8	-1,5	1,1	0,5	10,5	2,0	1,1	1,4	7,1	11,3	11,7	13,3	11,9	9,7	9,1	4,8	5,4	2,5	9,6
Structure (En %)																						
Dette extérieure directe du Trésor (%)	51,2	42,3	37,1	32,7	27,7	23,4	20,8	18,4	17,0	17,1	17,5	18,8	19,8	19,1	19,8	19,7	19,5	17,8	17,3	17,6	23,1	18,7
Dette garantie (%)	21,2	18,2	16,3	15,5	14,9	14,0	13,3	12,5	13,3	14,5	16,7	17,6	17,5	17,2	16,3	15,9	18,9	20,3	20,5	20,6	14,5	18,6
Dette intérieure (%)	27,6	39,5	46,6	51,8	57,3	62,6	66,0	69,0	69,6	68,4	65,9	63,6	62,7	63,7	63,9	64,4	61,6	61,9	62,2	61,8	62,4	62,7
Taux d'endettement direct du Trésor ⁽¹⁾	70,2	65,8	64,9	64,2	61,0	58,2	55,6	59,3	54,8	50,9	45,4	46,1	49,0	52,5	58,2	61,8	63,4	63,7	64,9	65,1	56,1	59,0
Dettes publiques totales en % du PIB	89,1	80,5	77,5	75,9	71,7	67,6	64,1	67,7	63,2	59,6	54,6	55,9	59,4	63,5	69,5	73,4	78,2	79,9	81,6	82,0	65,7	72,5

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures et du HCP

⁽¹⁾ Dettes intérieure et extérieure du Trésor (hors dette garantie) en % du PIB

Structure de la dette extérieure publique et de la dette garantie

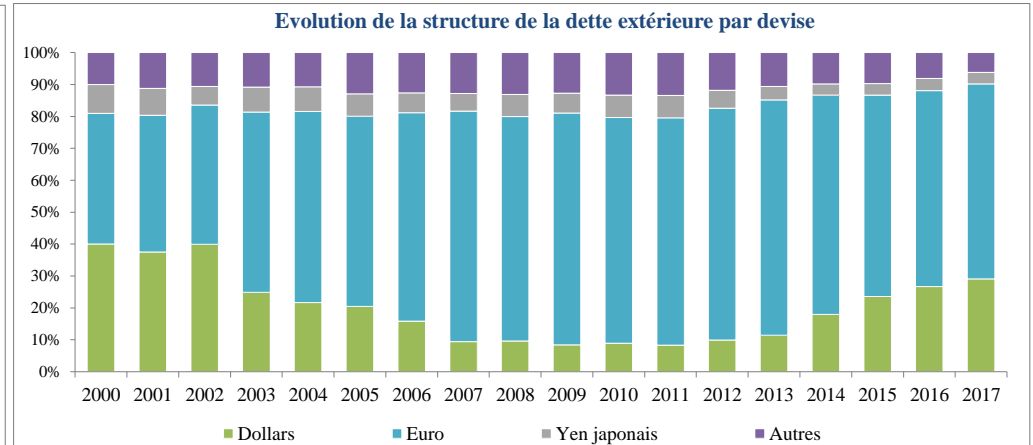
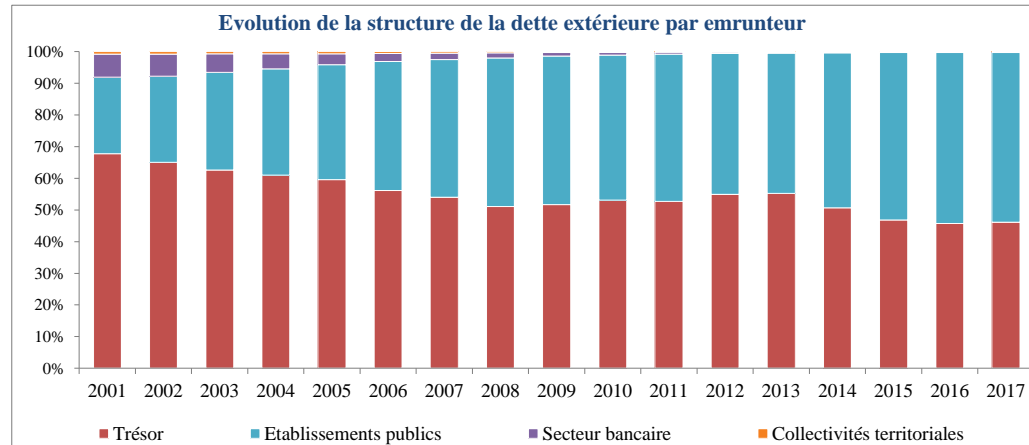
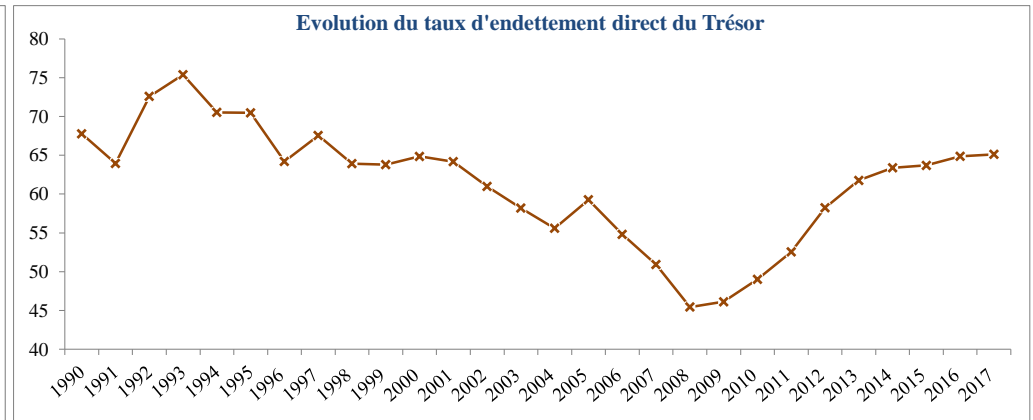
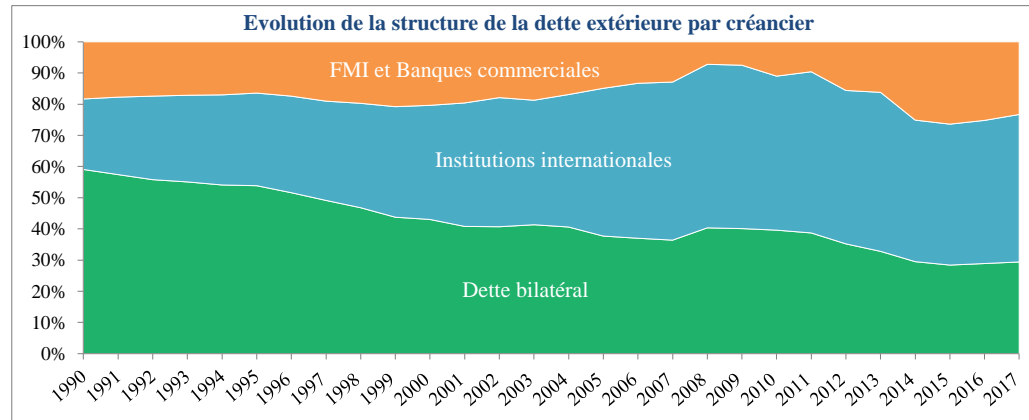
En %	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1990-94	1995-99																			00-08	09-17
Par créancier :																						
- Bilatéral	55,2	49,3	43,0	40,8	40,7	41,5	40,6	37,7	37,0	36,4	40,3	40,1	39,6	38,7	35,2	32,8	29,5	28,4	28,9	29,4	39,8	32,8
- MFI et Banques commerciales	17,2	18,5	20,4	19,6	17,9	18,8	16,9	14,9	13,3	12,9	7,2	7,5	11,0	9,6	15,6	16,2	25,1	26,4	25,2	23,3	15,7	19,0
- Institutions internationales	25,8	32,1	36,6	39,6	41,4	40,1	42,5	47,4	49,7	50,7	52,4	52,4	49,4	51,7	49,2	51,0	45,4	45,2	45,9	47,3	44,5	48,2
Par emprunteur :																						
Trésor	70,2	69,6	69,8	67,8	65,0	62,6	61,0	59,6	56,1	54,0	51,1	51,7	53,1	52,7	54,9	55,3	50,7	46,8	45,7	46,1	60,7	50,4
Dette garantie	29,8	30,4	30,2	32,2	35,0	37,4	39,0	40,4	43,9	46,0	48,9	48,3	46,9	47,3	45,1	44,7	49,3	53,2	54,3	53,9	39,3	49,6
Etablissements publics				24,1	27,2	30,8	33,5	36,3	40,8	43,5	46,9	46,9	45,8	46,5	44,5	44,3	48,9	52,9	54,0	53,5	35,4	48,6
Secteur bancaire				7,3	7,0	5,9	4,8	3,4	2,5	2,0	1,6	1,1	0,8	0,6	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	4,3	0,5
Collectivités territoriales				0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,2
Par devise :																						
Dollars			40,0	37,5	39,9	24,9	21,7	20,5	15,8	9,4	9,6	8,4	8,9	8,3	9,9	11,4	17,9	23,6	26,7	29,1	24,4	16,0
Euro			41,0	42,9	43,7	56,5	59,9	59,6	65,4	72,3	70,4	72,7	70,8	71,3	72,7	73,8	68,8	63,1	61,4	61,1	56,9	68,4
Yen japonais			9,0	8,4	5,8	7,8	7,7	7,0	6,2	5,5	6,9	6,2	7,0	7,0	5,6	4,2	3,5	3,6	3,8	3,6	7,1	4,9
Autres			10,0	11,2	10,6	10,8	10,7	12,9	12,6	12,8	13,1	12,7	13,3	13,4	11,8	10,6	9,8	9,7	8,1	6,2	11,6	10,6
Par taux d'intérêt :																						
Fixe				57,1	58,5	64,2	67,4	68,2	70,7	75,3	72,4	73,1	78,0	77,5	77,1	74,2	76,0	76,3	74,3	74,1	66,7	75,6
Variable				42,9	41,5	35,8	32,6	31,8	29,3	24,7	27,6	26,9	21,6	22,5	22,9	25,8	24,0	23,7	25,7	25,9	33,3	24,3

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Dettes extérieures publiques et dette garantie en % du PIB

En %	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1990-94	1995-99																			00-08	09-17
Encours de la dette extérieure totale	64,5	49,0	41,4	36,6	30,6	25,3	21,8	21,0	19,2	18,8	18,6	20,3	22,2	23,1	25,1	26,1	30,0	30,5	30,8	31,3	24,8	26,7
Créditeurs :																						
- Bilatéral	35,6	24,1	17,8	14,9	12,4	10,5	8,9	7,9	7,1	6,9	7,5	8,2	8,8	8,9	8,8	8,6	8,9	8,7	8,9	9,2	9,9	8,8
- MFI et Banques commerciales	11,1	9,1	8,4	7,2	5,5	4,8	3,7	3,1	2,6	2,4	1,3	1,5	2,4	2,2	3,9	4,2	7,5	8,0	7,8	7,3	3,9	5,1
- Institutions internationales	16,6	15,7	15,2	14,5	12,7	10,1	9,3	9,9	9,5	9,6	9,8	10,7	10,9	11,9	12,3	13,3	13,6	13,8	14,2	14,8	11,0	12,9
Débiteurs :																						
Trésor	45,3	34,1	28,9	24,8	19,9	15,8	13,3	12,5	10,8	10,2	9,5	10,5	11,8	12,1	13,8	14,5	15,2	14,3	14,1	14,4	15,0	13,5
Dette garantie	19,2	14,9	12,5	11,8	10,7	9,4	8,5	8,5	8,4	8,7	9,1	9,8	10,4	10,9	11,3	11,7	14,8	16,2	16,7	16,9	9,7	13,3

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures et du HCP



Dettes intérieure du Trésor

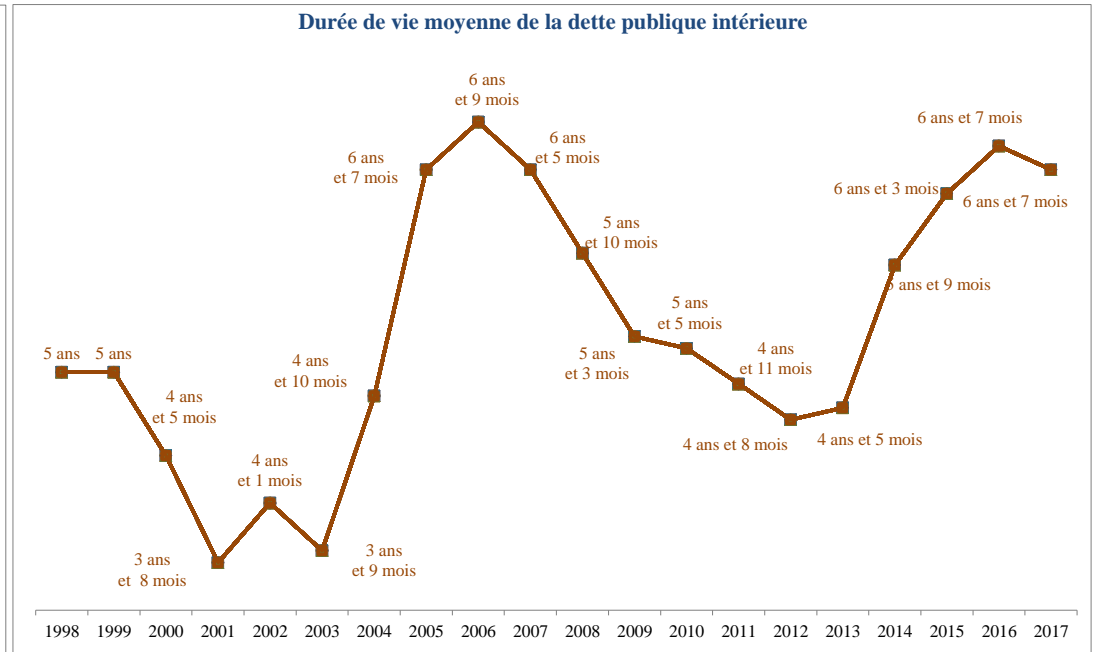
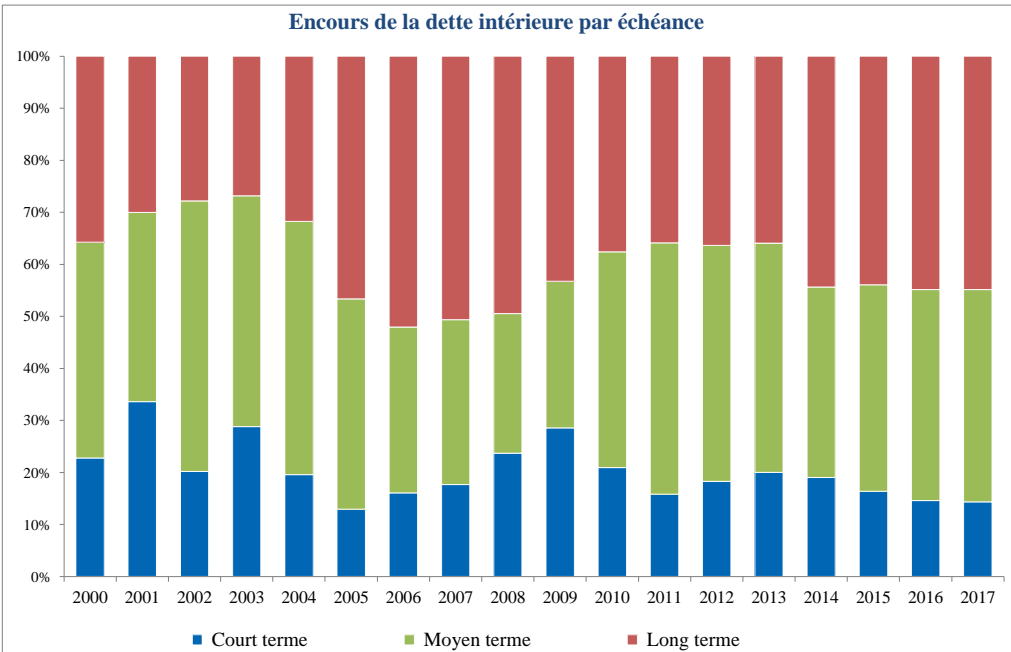
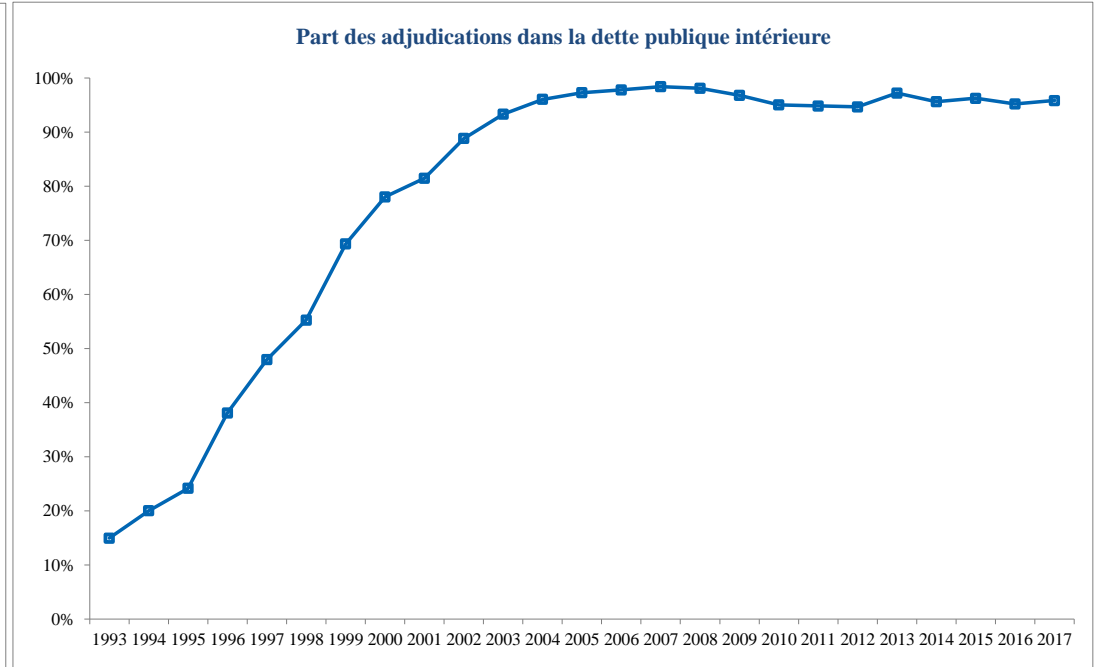
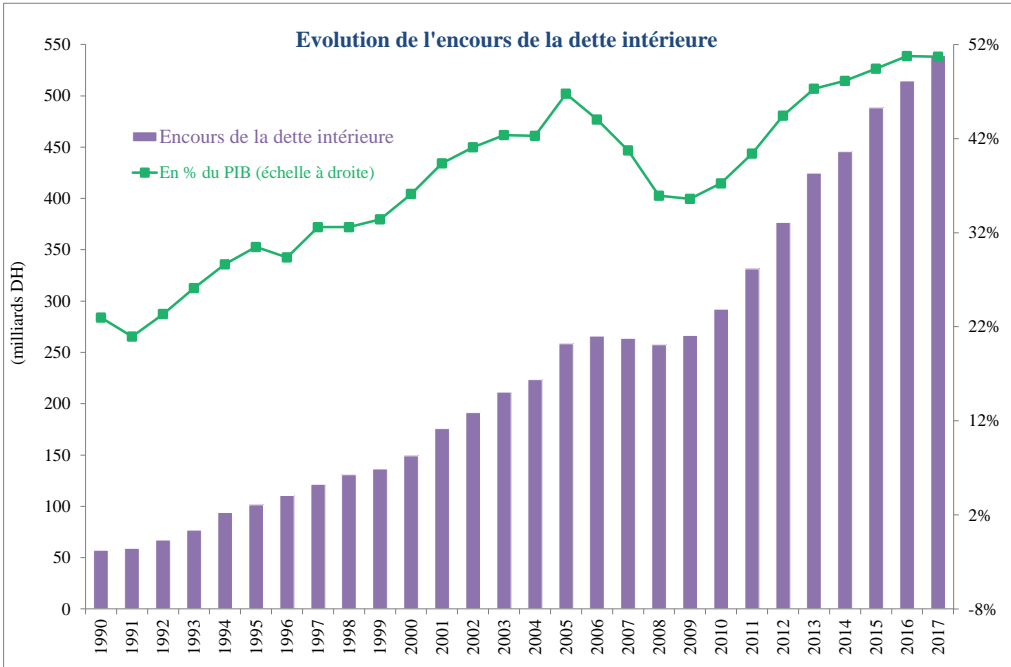
	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1990-94	1995-99																			00-08	2009-17
Encours de la dette intérieure (En millions DH)	70792	120164	149121	175611	191256	211197	223616	258488	265777	263833	257547	266439	292252	331342	376805	424754	445479	488396	514679	539135	221827	408809
En % du PIB	24,6	31,8	36,1	39,4	41,1	42,4	42,3	46,8	44,0	40,7	35,9	35,6	37,2	40,4	44,4	47,3	48,1	49,4	50,8	50,7	41,0	45,5
Charges en intérêts (En millions DH)			12035	13017	13722	14211	14879	14980	16362	16494	15561	14598	15409	15535	17336	19418	22011	24047	23971	24121	14585	19605
En % des recettes courantes			14,8	11,9	15,5	14,5	14,1	12,7	12,4	10,7	8,5	8,6	9,1	8,2	8,7	9,6	10,4	11,6	11,2	10,7	12,3	9,9
Durée de vie moyenne (En %)			4A 5M	3 A 8M	4 A 1 M	3 A 9 M	4A 10 M	6 A 5 M	6 A 9 M	6 A 5 M	5 A 10 M	5 A 3 M	5 A 2 M	4 A 11 M	4 A 8M	4 A 5 M	5 A 9 M	6 A 3 M	6 A 7 M	6 A 5 M	5 ans et 1 mois	5 ans et 6 mois
Coût moyen apparent			8,3%	8,2%	7,2%	6,8%	6,4%	6,2%	5,9%	5,8%	5,4%	5,1%	5,2%	4,8%	4,7%	4,7%	4,6%	4,8%	4,6%	4,5%	6,7%	4,8%
TMP à l'émission			6,0%	5,6%	5,0%	4,4%	4,3%	4,7%	4,1%	3,4%	3,7%	3,6%	3,7%	3,8%	4,1%	4,5%	4,3%	3,1%	2,8%	2,8%	4,6%	3,6%

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures et du HCP

Structure de la dette intérieure du Trésor

(en %)	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1990-94	1995-99																			00-08	2009-17
Encours de la dette intérieure par proüits																						
Adjudications	17,7	48,6	78,0	81,5	88,8	93,3	96,1	97,3	97,8	98,4	98,1	96,8	95,1	94,8	94,7	97,2	95,6	96,3	95,2	95,8	93,4	95,7
Autres	82,3	51,4	22,0	18,5	11,2	6,7	3,9	2,7	2,2	1,6	1,9	3,2	4,9	5,2	5,3	2,8	4,4	3,7	4,8	4,2	6,6	4,3
Encours de la dette intérieure par échéance																						
Court terme			22,8	33,6	20,2	28,8	19,6	13,0	16,1	17,7	23,7	28,6	20,9	15,9	18,3	20,0	19,0	16,4	14,6	14,4	21,1	18,0
Moyen terme			41,5	36,3	52,0	44,4	48,6	40,4	31,8	31,7	26,8	28,2	41,5	48,3	45,3	44,0	36,6	39,7	40,5	40,8	38,5	40,8
Long terme			35,8	30,0	27,8	26,8	31,8	46,6	52,0	50,6	49,4	43,2	37,6	35,9	36,4	35,9	44,4	43,9	44,8	44,9	40,4	41,3
Charges de la dette intérieure																						
Charges en principal			76,5	78,7	85,2	79,3	82,4	76,9	68,9	74,1	78,7	83,0	84,6	82,1	81,9	86,1	81,8	81,6	79,6	78,2	78,6	82,1
Adjudications			35,8	50,3	52,8	57,2	68,0	66,2	57,6	66,3	73,3	78,9	81,0	77,5	81,1	85,1	80,3	80,0	77,7	75,8	59,4	79,9
Autres			40,8	28,4	32,4	22,1	14,4	10,6	11,3	7,7	5,4	4,0	3,7	4,9	0,9	1,0	1,5	1,6	1,9	2,5	19,2	2,3
Charges en intérêts			23,5	21,3	14,8	20,7	17,6	23,1	31,1	25,9	21,3	17,0	15,4	17,9	18,1	13,9	18,2	18,4	20,4	21,8	21,4	17,9
Adjudications			14,4	15,4	11,0	16,5	14,9	20,7	28,2	23,9	19,1	15,1	13,5	15,8	15,7	12,1	15,8	16,5	18,4	19,5	17,7	15,8
Autres			9,1	5,9	3,7	4,1	2,7	2,4	2,9	2,0	2,2	1,9	1,8	2,2	2,4	1,8	2,4	2,0	2,0	2,3	3,7	2,1

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures et du HCP



Effectif et masse salariale annuelle servie pour certains fonctionnaires de l'Etat

	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1990-94	1995-99																			2000-07	08-16
Effectif global ⁽¹⁾	370738	422707	442504	448554	455023	467910	472677	421424	439263	444327	442263	452946	492545	500990	510426	462724	468898	458821	448352		448960	470885
Taux de féminité (En %)	31,1	32,3	33,3	33,9	34,4	34,8	35,2	35,5	34,1	36,4	36,4	36,8	34,8	35,5	35,6	38,7	39,0	39,2	39,3		34,7	37,2
Masse salariale brute (en millions DH) (1)	15061	21993	26555	29107	30327	34031	37087	37935	41984	43127	45813	47509	51455	59279	61880	60588	62867	63171	62889		35019	57272
Salaire brut annuel moyen (en DH) (1)	40521	51899	60011	64891	66649	72730	78461	90015	95578	97062	103587	104889	104467	118324	121232	130937	134074	137682	140267		78175	121718
Variation en %	5,5	6,2	1,4	8,1	2,7	9,1	7,9	14,7	6,2	1,6	6,7	1,3	-0,4	13,3	2,5	8,0	2,4	2,7	1,9		7,1	3,9
SMIG annuel (en DH)	15472	19379	20916	21915	21915	21915	23013	24111	24111	24111	24710	25933	26557	27885	29877	30551	31312	32835	33596	33596	22751	29251
Variation en %	8,5	2,9	5,0	4,8	0,0	0,0	5,0	4,8	0,0	0,0	2,5	4,9	2,4	5,0	7,1	2,3	2,5	4,9	2,3	0,0	2,1	3,9
Taux d'inflation	6,2	2,7	1,9	0,6	2,8	1,2	1,5	1,0	3,3	2,5	3,7	1,0	0,9	0,9	1,3	1,9	0,4	1,6	1,6	0,7	1,8	1,2

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Trésorerie Générale du Royaume

⁽¹⁾ Ne concernent que les fonctionnaires mandatés par la D.D.P. Toutefois ils ne concernent pas les départements de la défense nationale (F.A.R), la gendarmerie royale, la garde royale, les forces auxiliaires, la direction générale de la sûreté nationale et la direction de la surveillance du territoire.

Structure de l'effectif du personnel de l'Etat selon les tranches de salaire annuel brut ⁽¹⁾

(en %)	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Moyennes		
	1990-94	1995-99																		2000-07	08-16	
Classes en milliers dh																						
]- , 10]	0,5	0,6	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	1,1	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5		0,8	0,6
]10 , 25]	21,4	11,3	6,5	5,4	4,7	4,6	1,1	1,1	1,5	1,5	0,0	0,1	8,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		3,3	1,0
]25 , 40]	48,0	31,4	25,2	23,8	24,4	14,6	15,5	13,1	12,9	12,7	11,8	10,5	28,3	2,2	2,9	0,2	4,0	0,1	0,1		17,8	6,7
]40 , 55]	14,9	30,2	32,3	28,0	26,7	29,7	26,6	19,4	19,3	17,3	13,0	12,5	28,8	13,4	12,6	9,9	16,4	8,5	8,3		25,0	13,8
]55 , 100]	10,9	18,2	22,9	26,3	27,0	32,6	37,8	41,8	41,5	40,4	42,0	42,9	15,2	43,5	41,7	40,6	37,5	39,0	37,9		33,7	37,7
]100 , 160]	3,4	6,0	8,2	10,1	10,6	11,3	10,0	11,0	12,1	14,0	15,3	15,4	6,8	10,7	11,3	12,1	23,4	12,1	12,7		10,9	13,2
]160 , +]	0,9	2,4	4,1	5,5	6,0	6,4	8,3	12,4	11,9	13,4	17,2	17,9	11,7	29,7	30,9	36,6	18,2	39,7	40,5		8,5	26,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données publiées par la Trésorerie Générale du Royaume dans les annuaires statistiques du HCP

⁽¹⁾ Ne concernent que les fonctionnaires mandatés par la P.P.R. Toutefois ils ne concernent pas les départements de la défense nationale (F.A.R), la gendarmerie royale, la garde royale, les forces auxiliaires, la direction générale de la sûreté nationale et la direction de la surveillance du territoire.

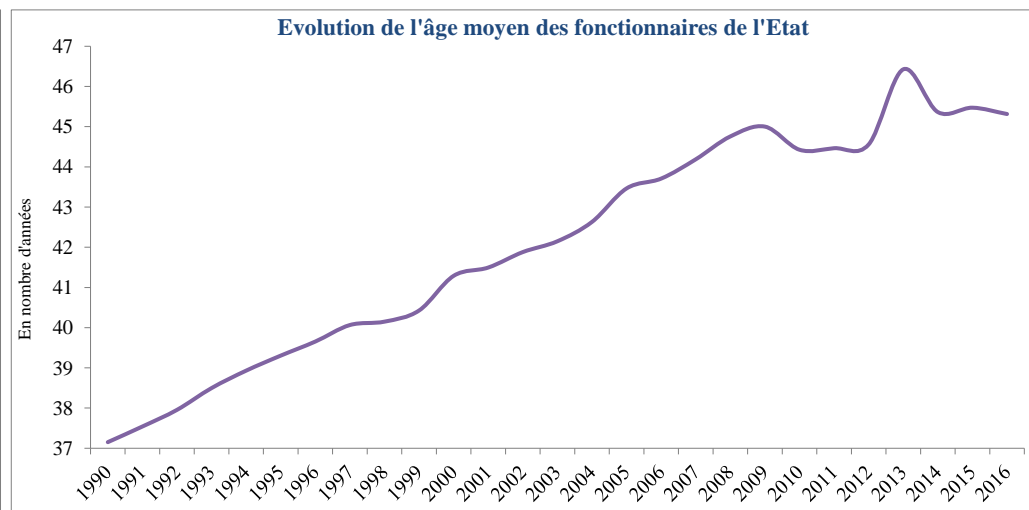
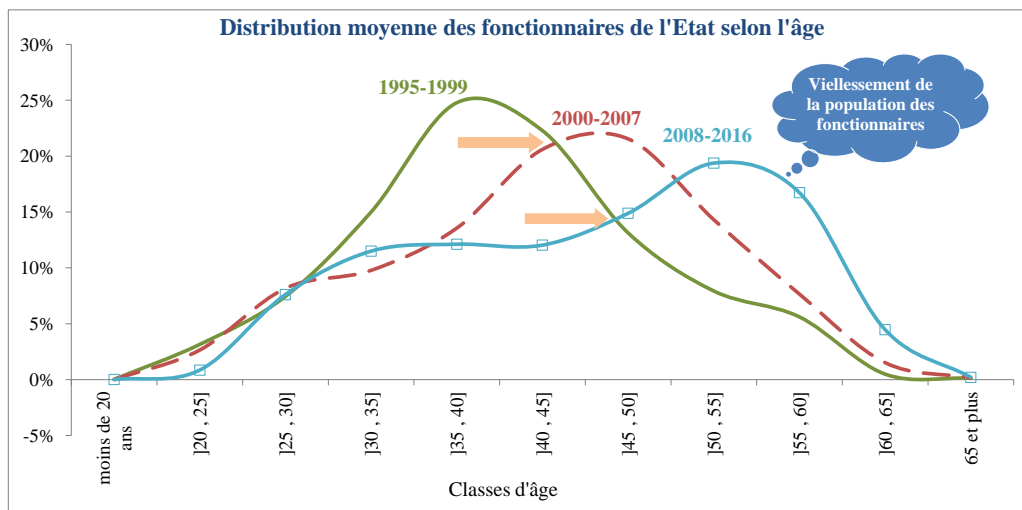
Structure du personnel de l'Etat selon l'âge ⁽¹⁾

(en %)	Moyennes																			Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2000-07	2008-16
moins de 20 ans	0,04	0,03	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01
]20 , 25]	1,4	3,2	3,3	3,6	3,7	3,7	3,0	1,5	1,3	0,9	0,6	0,6	1,7	1,6	1,5	0,1	0,5	0,4	0,4	2,6	0,9
]25 , 30]	11,1	7,4	7,7	8,1	8,3	8,5	8,4	8,4	8,3	7,7	6,9	6,7	8,1	8,6	9,0	6,1	8,0	7,5	7,2	8,2	7,6
]30 , 35]	26,5	15,0	10,1	9,5	9,1	9,2	9,3	10,1	10,4	10,7	10,7	11,0	11,6	12,0	11,9	10,9	11,6	11,6	12,1	9,8	11,5
]35 , 40]	25,0	24,8	19,0	16,8	14,7	13,2	12,1	10,9	10,9	10,9	11,0	11,2	11,4	11,7	12,0	12,4	12,6	13,2	13,7	13,6	12,1
]40 , 45]	15,0	22,3	25,2	24,7	23,8	22,1	20,6	17,6	15,9	14,5	13,4	12,6	11,6	11,3	11,3	11,6	11,7	12,3	12,9	20,6	12,0
]45 , 50]	9,3	13,1	17,5	19,3	20,6	21,8	22,9	24,3	23,7	22,5	21,2	19,1	16,6	14,9	13,6	12,3	12,3	12,1	12,2	21,5	14,9
]50 , 55]	6,8	7,9	9,4	10,2	11,7	13,0	14,8	16,9	18,5	20,3	21,8	22,5	21,5	20,8	19,7	18,1	17,7	16,6	15,4	14,3	19,4
]55 , 60]	4,1	5,6	6,5	6,9	6,9	7,2	7,5	7,6	8,6	10,0	11,8	13,1	14,0	15,3	16,7	20,6	19,8	20,0	19,2	7,7	16,7
]60 , 65]	0,6	0,5	1,2	0,8	1,2	1,2	1,2	2,6	2,1	2,1	2,4	2,8	2,9	3,4	4,0	7,5	5,3	5,8	6,4	1,5	4,5
65 et plus	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Age moyen du personnel de l'Etat	38,0	39,9	41,3	41,5	41,9	42,1	42,6	43,5	43,7	44,2	44,8	45,0	44,4	44,5	44,6	46,4	45,4	45,5	45,3	42,6	45,1
Age médian du personnel de l'Etat ⁽²⁾	36,7	39,3	41,6	42,0	42,4	42,8	43,3	45,2	45,5	45,9	46,4	46,6	46,3	46,3	46,2	47,9	46,8	46,6	46,2	43,6	46,6

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Trésorerie Générale du Royaume

⁽¹⁾ Ne concernent que les fonctionnaires mandatés par la P.P.R. Toutefois ils ne concernent pas les départements de la défense nationale (F.A.R), la gendarmerie royale, la garde royale, les forces auxiliaires, la direction générale de la sûreté nationale et la direction de la surveillance du territoire.

⁽²⁾ C'est l'âge qui divise la population en deux groupes à peu près égaux. 50% des fonctionnaires ont un âge inférieur à l'âge médian et 50% qui restent ont un âge supérieur à l'âge médian.



Emissions de la Trésorerie Générale

(en milliards DH)	Moyennes																				Moyennes	
	1990-94	1995-99	S2/00	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17
Budget général de fonctionnement	37,9	52,8	32,5	74,2	72,1	78,8	82,3	113,4	105,1	112,9	140,9	143,8	136,9	226,9	196,8	196,5	193,8	180,9	176,4	187,7	93,8	182,2
Variation en %	9,6	3,1	20,1	14,1	-2,8	9,3	4,4	37,9	-7,3	7,4	24,8	2,1	-4,8	65,7	-13,3	-0,2	-1,4	-6,7	-2,5	6,4	11,2	3,4
En % du PIB	13,2	15,1	15,7	16,6	15,5	15,8	15,6	20,5	17,4	17,4	19,7	19,2	17,4	27,7	23,2	21,9	20,9	18,3	17,4	17,7	17,3	20,3
Budget général d'investissement	13,1	16,1	11,7	26,3	18,7	17,7	20,0	18,7	22,0	26,4	36,6	44,2	53,8	44,3	47,4	42,7	47,9	54,1	61,7	63,6	23,3	51,1
Variation en %	4,6	7,8	2,5	12,5	-29,0	-5,3	12,9	-6,4	17,5	19,9	39,0	20,8	21,6	-17,6	6,8	-9,9	12,1	13,0	14,1	3,0	5,4	4,6
En % du PIB	4,5	4,6	5,7	5,9	4,0	3,5	3,8	3,4	3,6	4,1	5,1	5,9	6,9	5,4	5,6	4,8	5,2	5,5	6,1	6,0	4,3	5,7
Ensemble du budget général	51,0	68,9	44,2	100,5	90,7	96,5	102,2	132,1	127,1	139,3	177,5	188,1	190,7	271,2	244,1	239,1	241,7	235,0	238,1	251,3	117,1	233,3
Variation en %	8,2	4,3	14,8	13,7	-9,7	6,3	6,0	29,2	-3,8	9,6	27,5	5,9	1,4	42,2	-10,0	-2,1	1,1	-2,8	1,3	5,5	9,7	3,7
En % du PIB	17,7	19,7	21,4	22,5	19,5	19,3	19,3	23,9	21,1	21,5	24,8	25,1	24,3	33,1	28,8	26,6	26,1	23,8	23,5	23,6	21,6	26,0

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Trésorerie Générale du Royaume

* Prévisions

Structure des dépenses de fonctionnement par principaux département

(en %)	Moyennes																				Moyennes	
	1990-94	1995-99	S2/00	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17
Education Nationale et Enseignement Supérieur	31,4	29,6	30,1	30,8	32,0	33,8	33,5	32,3	31,4	30,5	25,5	27,2	29,6	18,2	23,7	24,3	26,0	27,8	29,0	26,6	30,8	25,4
Administration de la Défense Nationale	23,6	21,4	19,9	19,7	20,8	20,1	18,7	14,0	15,4	15,3	13,9	15,0	15,8	9,3	13,6	13,9	14,3	15,4	16,2	15,6	16,9	14,1
Intérieur	10,6	10,0	8,7	8,6	9,8	10,0	9,8	9,0	8,6	8,9	7,6	8,7	9,8	7,3	8,9	8,8	9,5	11,0	12,9	11,2	8,9	9,7
Economie et Finances (1)	12,2	17,0	18,4	18,5	14,0	13,8	14,1	23,4	25,1	25,5	36,4	31,5	21,0	53,5	38,2	36,2	32,6	25,3	19,9	23,8	22,7	32,3
Santé	5,3	5,4	6,0	5,5	5,7	5,8	6,2	5,5	5,3	5,6	5,0	5,5	6,0	3,6	5,2	5,4	5,8	6,2	6,6	6,2	5,6	5,5
Agriculture	3,0	2,7	2,6	2,8	3,0	2,6	2,6	2,8	1,9	1,9	1,3	1,3	1,6	0,9	1,2	1,2	1,3	1,5	1,6	1,7	2,3	1,3
Cour Royale	4,0	3,4	3,1	3,4	2,6	2,6	2,9	1,9	2,5	2,5	1,7	1,7	1,8	0,8	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	1,3	2,5	1,3
Justice	2,0	2,3	2,2	2,2	2,3	2,2	2,5	2,1	2,0	2,2	1,7	1,5	1,9	1,3	1,7	1,7	1,8	2,1	2,2	2,2	2,1	1,8
Equipement	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	0,7	0,6	0,5	0,5	0,6	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,9	0,5
Affaires Etrangères	1,7	2,0	2,1	1,9	2,1	1,9	1,8	1,4	1,7	1,5	1,0	1,3	1,4	0,7	0,6	1,1	0,7	1,1	1,5	1,3	1,6	1,1
Culture	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres départements	4,4	4,9	5,5	5,4	6,4	5,9	6,3	6,1	5,3	5,3	5,1	5,7	10,4	3,9	5,3	5,4	6,0	7,5	8,0	9,3	5,6	6,6

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Trésorerie Générale du Royaume

(1) Les charges communes incluses

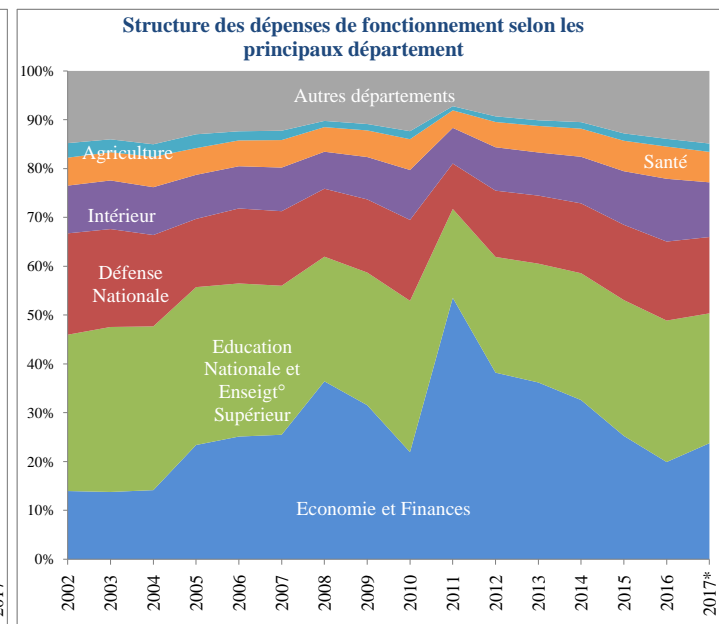
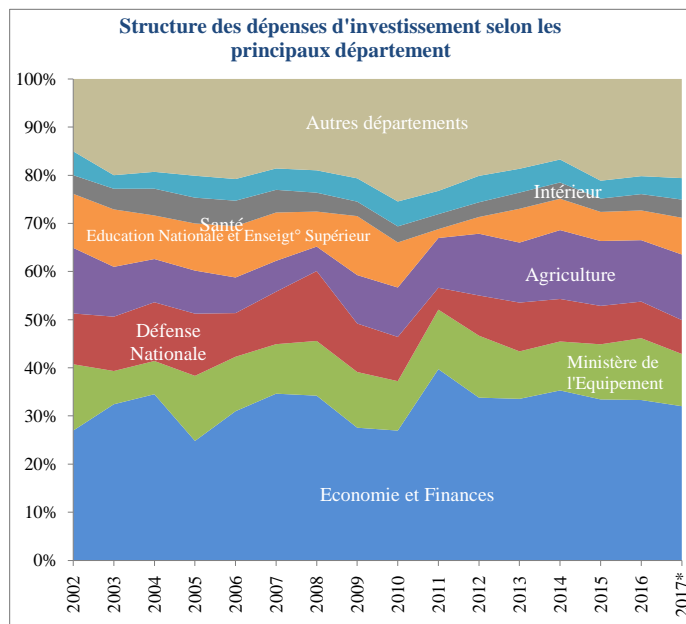
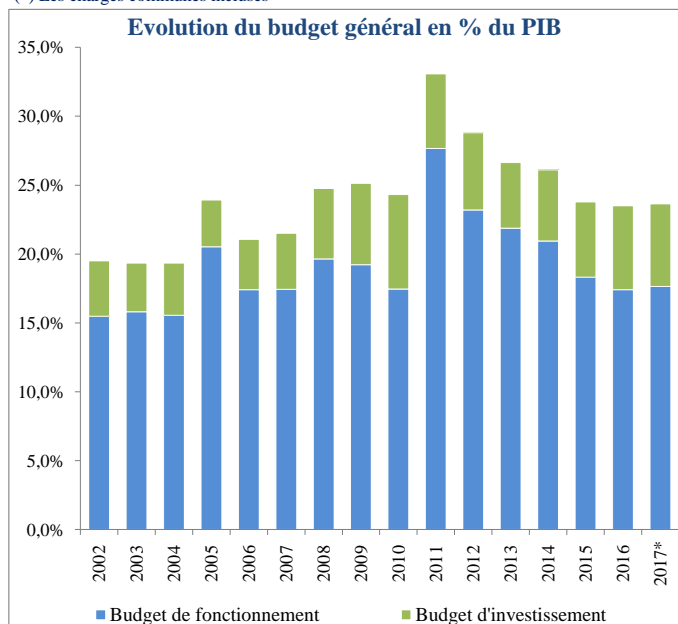
* Prévisions

Structure des dépenses d'investissement selon les principaux départements

(en %)	Moyennes																				Moyennes	
	1990-94	1995-99	S2/00	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-08	09-17
Economie et Finances (*)	20,0	33,2	24,8	50,9	27,0	32,4	34,5	24,8	31,0	34,6	34,2	27,6	27,0	39,7	33,8	33,6	35,3	33,4	33,3	32,0	33,4	32,8
Administration de la Défense Nationale	13,3	10,1	12,6	7,8	10,6	11,3	12,2	12,9	9,1	10,9	14,5	10,1	9,2	4,5	8,4	10,1	8,8	8,0	7,6	7,0	11,4	8,1
Ministère de l'Equipeement	18,6	13,0	12,2	9,2	13,8	6,9	6,9	13,5	11,3	10,3	11,4	11,6	10,3	12,4	12,9	9,9	10,2	11,4	12,8	10,9	10,6	11,4
Agriculture	13,3	10,0	8,5	7,7	13,6	10,4	9,0	8,9	7,4	6,4	5,1	10,1	10,3	10,3	12,8	12,5	14,3	13,5	12,8	13,6	8,1	12,3
Education Nationale	9,0	7,8	8,7	7,7	11,2	11,9	9,1	9,8	10,7	10,0	7,3	12,3	9,4	1,8	3,5	7,0	6,5	6,0	6,2	7,6	9,3	6,7
Intérieur	4,8	4,5	4,0	3,6	5,0	2,8	3,5	4,6	4,5	4,4	4,6	4,8	5,2	4,8	5,5	5,0	4,8	3,7	3,7	4,5	4,2	4,6
Santé	2,7	3,2	3,5	2,8	3,9	4,3	5,6	5,4	5,3	4,7	3,9	3,0	3,3	3,1	3,1	3,4	3,4	2,8	3,4	3,8	4,3	3,3
Cour Royale	1,4	1,4	0,9	0,8	0,9	1,0	0,9	0,9	0,8	0,7	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,8	0,3
Justice	1,0	0,9	0,6	0,5	1,2	1,0	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,3	0,6	0,4	0,5	0,8	0,5
Affaires Etrangères	0,5	0,4	0,5	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,0	0,6	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3
Culture	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,6	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,3	0,4
Autres départements	15,2	15,4	23,5	8,5	12,1	17,3	17,1	17,7	18,8	16,5	17,4	19,0	24,0	22,0	18,9	17,3	15,8	19,6	18,7	18,9	16,5	19,4

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Trésorerie Générale du Royaume

(*) Les charges communes incluses



Prévisions de la loi de finances des charges et ressources du Trésor ⁽¹⁾

En millions DH	S2/00	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moyennes	
																				00-08	09-18
Recettes ordinaires ⁽²⁾	49882	105845	99848	101386	103365	109925	117916	127936	146125	177587	165913	172272	190261	207282	204718	213113	218856	223257	233513	112456,7	200677
Recettes fiscales	35298	76620	78978	81666	83242	88739	98403	111276	131232	159759	148585	158107	170700	179414	180173	184735	191695	200964	211376	91195	178551
Impôts directs	11630	27965	28899	31170	33230	37170	41034	48827	59002	73992	66969	68636	73414	77546	77167	81750	85505	89382	97059	36728	79142
IS	4150	10062	11492	12581	12858	15775	18560	25580	29350	42700	39300	39245	41543	42538	39710	42780	44255	45555	51169	16062	42880
IR	5200	13069	16540	17554	19337	20422	20908	21640	27570	28960	25267	26790	28959	32947	35137	36540	38614	40855	41748	18604	33582
Droits de douane	5970	12770	12859	12041	10240	10089	10888	10981	11215	11830	10546	11225	9913	9099	7721	7272	7902	8931	9688	11447	9413
Impôts indirects	16034	31465	32564	33407	34442	35977	40427	44190	52085	62662	60965	67678	75623	78932	80630	80843	81009	84591	87108	37403	76004
TVA	7442	15240	16346	17854	19099	20933	24867	28026	34955	44306	41541	46886	53457	56168	57195	56197	55509	57985	59816	21356	52906
TIC	8592	16225	16218	15553	15343	15044	15560	16164	17130	18356	19424	20792	22166	22764	23435	24646	25500	26607	27291	16047	23098
Enregistrement et Timbre	1665	4420	4656	5048	5330	5503	6054	7278	8930	11275	10105	10568	11750	13837	14655	14870	17280	18059	17521	5617	13992
Recettes non fiscales	14584	29225	20870	19720	20123	21186	19513	16660	14893	17828	17328	14165	19561	27868	24545	28378	27161	22293	22137	21262	22127
Monopoles	10208	5250	5613	4561	5676	5869	7830	6913	6901	10015	9340	10227	11380	12563	10841	9517	8330	9067	9821	7670	10110
Autres recettes	1526	2675	2757	2659	2447	3317	6733	5247	4992	4814	3988	3938	4981	15305	13704	18861	18830	13226	12316	3764	10996
Privatisation	2850	21300	12500	12500	12000	12000	4950	4500	3000	3000	4000		3200							9828	3400
Dépenses totales ^{(2) (3)}	54499	112710	111807	114662	117004	125769	135021	146033	168059	201003	199381	209836	236877	254926	257179	260068	261474	262226	272787	126674	241576
Dépenses ordinaires ⁽²⁾	42988	94110	94492	96106	98822	107986	115711	123960	137898	164786	155435	163939	193085	209655	215638	213034	210844	209349	215226	106118	195099
Biens et Services	31817	69200	72728	75038	79457	86267	88942	96134	104294	117973	123910	128989	141315	148262	156703	164374	167809	167825	174995	81744	149216
Personnel	21927	48940	51163	52341	55357	60762	59569	62781	66960	75570	80533	86036	93508	98000	103700	105509	106776	106701	108854	55747	96519
Autres biens et services	9890	20260	21565	22697	24100	25505	29373	33353	37334	42403	43377	42953	47807	50262	53003	58865	61033	61124	66141	25996	52697
Dettes publiques	9371	19210	19059	17855	17775	17429	18769	19536	19214	18913	18525	18950	20244	22392	23935	26560	28285	27474	27112	18621	23239
Dettes intérieures	6229	13018	13538	13700	14548	14777	16000	16783	16300	15450	15604	15496	17356	18772	20587	22776	24299	23764	23470	14569	19758
Dettes extérieures	3142	6192	5521	4155	3227	2652	2769	2753	2914	3463	2921	3454	2888	3620	3347	3784	3985	3710	3642	4052	3481
Compensation ⁽⁵⁾	1800	5700	2705	3213	1590	4290	8000	8290	14390	27900	13000	16000	31525	39000	35000	22100	14750	14050	13119	5753	22644
Solde du budget ordinaire	6894	11735	5356	5280	4543	1939	2205	3976	8227	12801	10478	8333	-2824	-2373	-10919	79	8012	13908	18287	6339	5578
Investissement ⁽⁶⁾	11511	18600	17315	18556	18182	17783	19310	22073	30161	36217	43946	45897	43792	45271	41541	47034	50630	52878	57561	20556	46477
Solde du budget général	-5117	-11801	-11959	-13276	-13639	-14844	-16105	-16097	-19934	-21416	-31468	-29564	-43616	-43644	-46561	-41955	-36618	-32969	-33274	-14210	-36109
Variation des arrières						-11080	-2240	-5130	-5610	-5000		-5640	-17000	10000	-7984					-4812	-5125
Besoin de financement	-5117	-11801	-11959	-13276	-13639	-25924	-18345	-21227	-25544	-26416	-31468	-35204	-60616	-33644	-54545	-41955	-36618	-32969	-33274	-16883	-38671
Transferts aux collectivités territoriales ⁽⁴⁾	3189	6531	7005	7652	8185	8971	10657	12011	14981	18988	17803	20094	22910	24072	24512	24084	23789	24851	25635	9152,6	22674

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

⁽¹⁾ Non compris TVA des collectivités territoriales sauf indication contraire.⁽²⁾ Non compris les recettes et les dépenses au titre des Comptes Spéciaux du Trésor. Toutefois, ces recettes et dépenses ont été intégrées comme solde au niveau de la rubrique "Solde net des comptes spéciaux du Trésor".⁽³⁾ Non compris le solde net des comptes spéciaux du Trésor.⁽⁴⁾ Le transfert aux collectivités territoriales est estimé à 30% du montant total de la TVA.⁽⁵⁾ Non compris le Fonds de Soutien des Prix⁽⁶⁾ Non compris le Fonds Spécial Routier

Taux de réalisation des prévisions de la loi de finances des charges et ressources du Trésor ⁽¹⁾

(en %)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
																		2001-08	09-17
Recettes ordinaires ⁽²⁾	103,0	88,5	97,0	101,7	107,7	112,3	120,1	125,6	95,2	102,6	109,6	104,2	98,0	103,5	97,5	98,2	101,4	107,0	101,1
Recettes fiscales	100,8	101,9	102,1	106,6	113,4	115,4	121,5	127,5	94,4	103,6	103,5	103,1	97,1	97,8	98,7	98,6	99,8	111,1	99,6
Impôts directs	100,7	105,1	107,0	109,5	116,9	123,4	123,5	138,7	96,9	97,1	103,2	107,5	99,8	100,6	98,9	99,5	102,9	115,6	100,7
IS	116,2	112,4	115,5	123,1	122,8	130,3	117,3	157,7	99,3	89,3	100,3	104,0	95,0	104,5	96,1	97,1	109,7	124,4	99,5
IR	117,4	98,9	101,3	101,8	112,0	116,6	129,4	120,8	92,3	106,6	108,7	115,4	103,4	96,7	100,4	101,1	96,2	112,3	102,3
Droits de douane	96,7	95,1	88,6	111,4	123,0	113,4	122,2	122,2	100,0	116,1	91,6	90,8	84,4	100,2	106,1	114,8	96,4	109,1	100,1
Impôts indirects	102,3	100,9	102,0	102,8	106,7	107,4	118,0	118,2	92,9	109,5	106,1	99,3	95,7	93,3	96,0	97,5	99,6	107,3	98,9
TVA	107,0	102,6	102,0	107,9	109,0	110,0	124,2	122,7	87,0	109,9	106,5	97,9	93,8	89,9	93,0	95,2	98,1	110,7	96,8
TIC	97,9	99,3	102,0	96,5	103,3	103,1	107,3	109,1	106,9	108,8	105,1	102,6	100,5	101,8	102,9	102,5	102,9	102,3	103,8
Enregistrement et Timbre	102,9	107,4	104,9	103,1	115,6	118,8	128,2	113,9	80,7	98,9	100,9	111,1	98,0	106,3	108,2	91,6	86,8	111,9	98,1
Recettes non fiscales	108,8	37,7	75,8	81,6	84,1	96,7	110,4	109,2	101,7	93,8	178,1	113,8	103,8	145,2	90,0	95,3	115,8	88,0	115,3
Monopoles	93,4	75,6	110,5	125,7	93,5	98,7	112,2	112,8	105,7	95,1	102,7	101,0	106,0	90,2	94,1	95,8	87,8	102,8	97,6
Autres recettes	131,2	108,7	135,1	166,9	163,4	130,2	144,6	170,0	156,6	183,9	238,7	150,2	101,9	173,7	87,7	92,1	135,0	143,8	146,6
Privatisation	109,8	5,0	50,5	43,4	57,5	48,0	67,8	0,1		0,9		102,9						47,8	51,9
Dépenses totales ⁽²⁾⁽³⁾	98,9	97,6	100,3	105,4	114,7	108,2	109,4	114,3	97,4	103,0	114,8	111,6	100,2	101,3	98,6	100,8	102,3	106,1	103,3
Dépenses ordinaires ⁽²⁾	96,7	95,2	100,3	104,7	116,4	107,1	107,6	113,5	92,3	103,7	118,2	111,4	100,0	97,1	94,3	96,3	98,3	105,2	101,3
Biens et Services	97,4	96,5	101,5	101,0	114,9	104,8	102,8	102,9	103,5	94,6	98,6	99,5	98,2	97,2	97,1	96,4	97,3	102,7	98,0
Personnel	98,1	95,0	101,7	102,2	101,9	106,0	104,6	105,0	99,9	97,8	103,4	103,4	101,1	97,9	97,6	98,2	98,0	101,8	99,7
Autres biens et services	95,6	100,0	101,0	98,2	146,0	102,4	99,4	99,2	109,9	88,7	88,9	92,0	92,6	95,8	96,1	93,3	96,1	105,2	94,8
Dettes publiques	97,6	91,4	97,2	98,9	100,1	99,4	98,6	94,9	91,6	94,9	96,3	99,3	100,5	103,6	102,8	95,8	98,6	97,3	98,1
Dettes intérieures	98,7	97,3	103,4	103,5	101,9	101,3	98,6	94,4	93,6	97,7	98,1	96,2	99,2	102,3	102,3	96,0	98,1	99,9	98,2
Dettes extérieures	95,4	76,7	76,6	78,3	90,1	88,1	98,4	97,5	82,7	79,7	87,9	117,6	107,2	111,6	105,3	94,9	101,7	87,6	98,7
Compensation ⁽⁵⁾	85,8	87,0	90,1	357,7	213,2	150,0	184,8	214,8	45,5	202,4	302,2	172,7	106,5	92,1	63,2	95,6	109,1	172,9	132,1
Investissement ⁽⁶⁾	109,7	111,2	100,4	109,0	104,4	114,8	119,2	117,9	120,2	100,7	102,8	112,0	101,3	123,3	118,4	119,8	118,1	110,8	113,0
Transferts aux collectivités territoriales ⁽⁴⁾	107,0	102,6	102,0	107,9	109,0	110,0	124,2	122,7	87,0	109,9	106,5	97,9	93,8	89,9	93,0	95,2	98,1	110,7	96,8

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures

⁽¹⁾ Non compris TVA des collectivités territoriales sauf indication contraire.

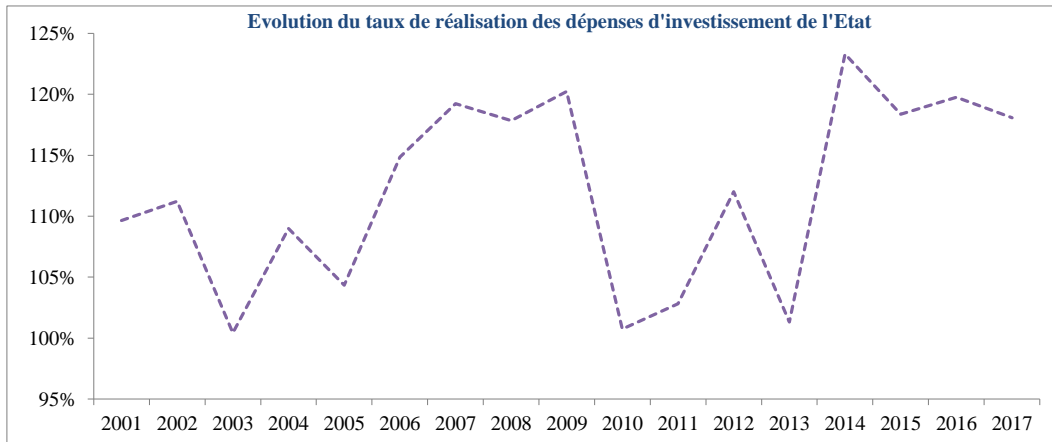
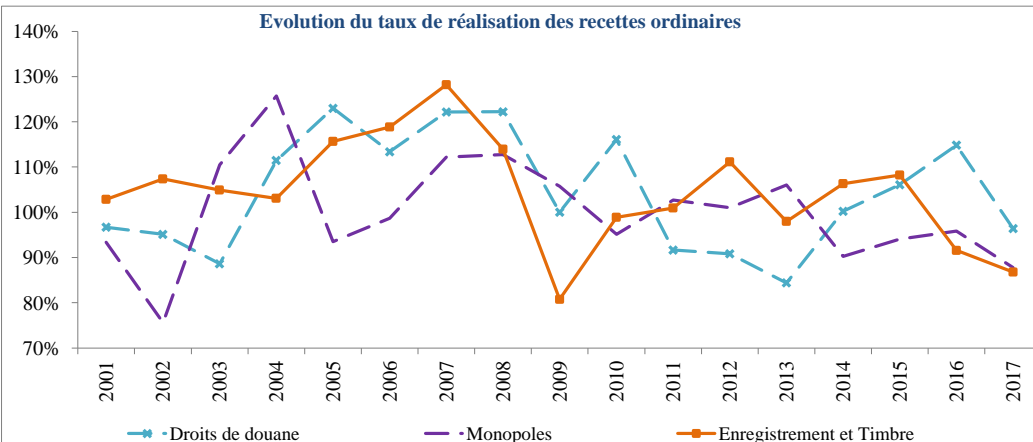
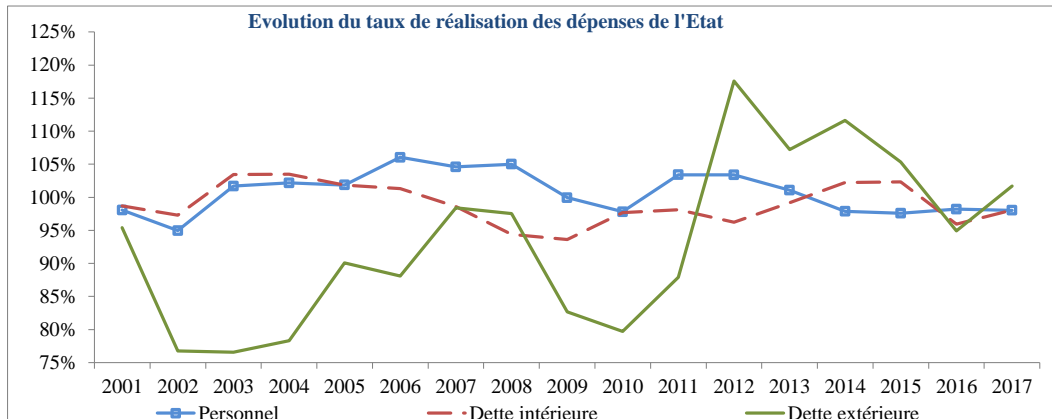
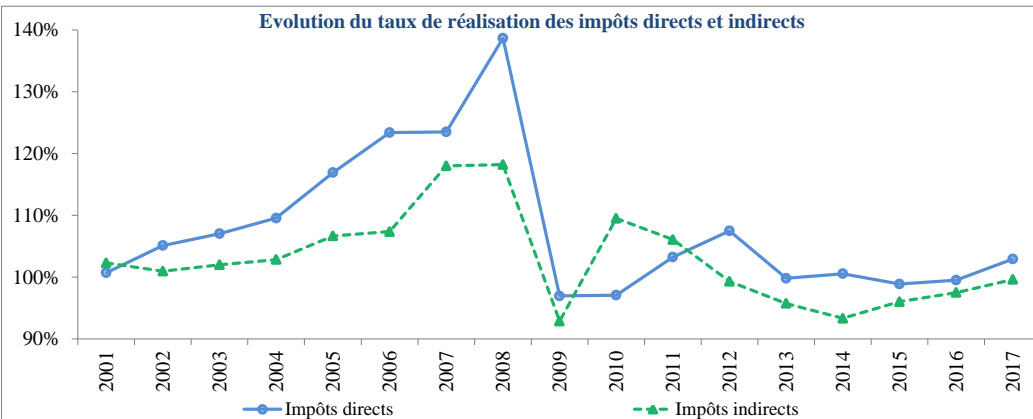
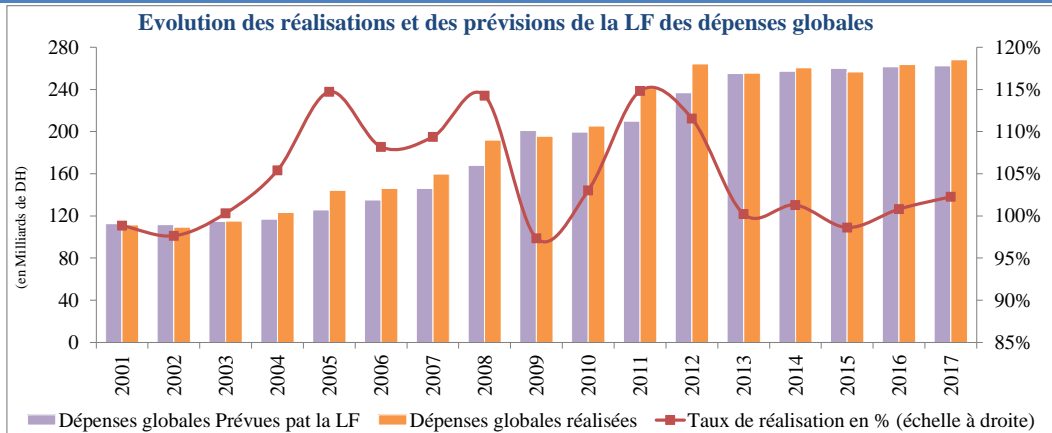
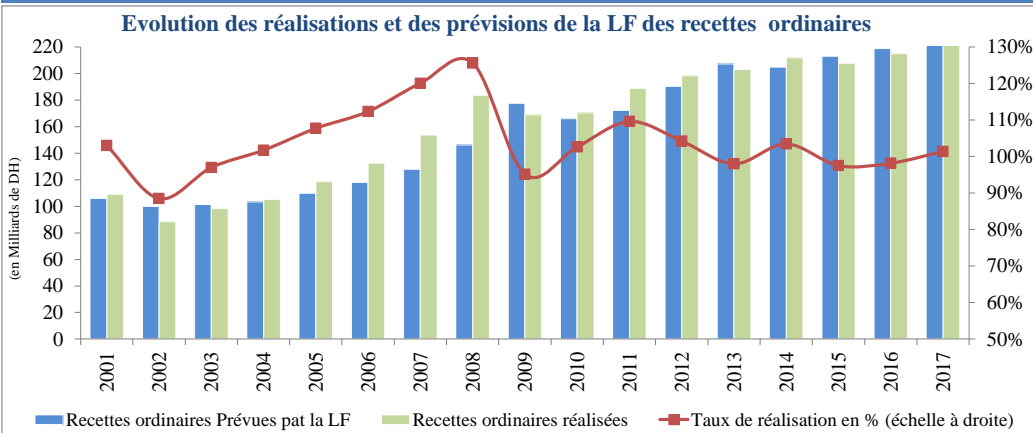
⁽²⁾ Non compris les recettes et les dépenses au titre des CST. Toutefois, ces recettes et dépenses ont été intégrées comme solde au niveau de la rubrique "Solde net des CST".

⁽³⁾ Non compris le solde net des comptes spéciaux du Trésor.

⁽⁴⁾ Le transfert aux collectivités territoriales est estimé à 30% du montant total de la TVA.

⁽⁵⁾ Non compris le Fonds de Soutien des Prix

⁽⁶⁾ Non compris le Fonds Spécial Routier



Nombre des mesures dérogatoires par type d'impôt

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	Structure moyenne	
														2006-08	2009-18
Taxe sur la Valeur Ajoutée	138	135	136	130	129	129	127	127	116	112	115	84	85	33,9	30,5
Impôt sur les sociétés	85	87	86	85	85	90	92	95	94	93	93	60	62	21,4	22,4
Impôt sur le Revenu	74	75	71	73	73	80	83	86	88	89	92	81	82	18,2	21,9
Droits d'Enregistrement et de Timbre	99	103	89	95	87	90	90	94	94	95	97	56	56	24,1	22,6
Taxes Intérieures de Consommation	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	1,7	1,8
Droits de douane	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	0,6	0,8
Total	405	409	392	393	384	399	402	412	402	399	407	291	295	100	100

Source : Direction Générale des impôts

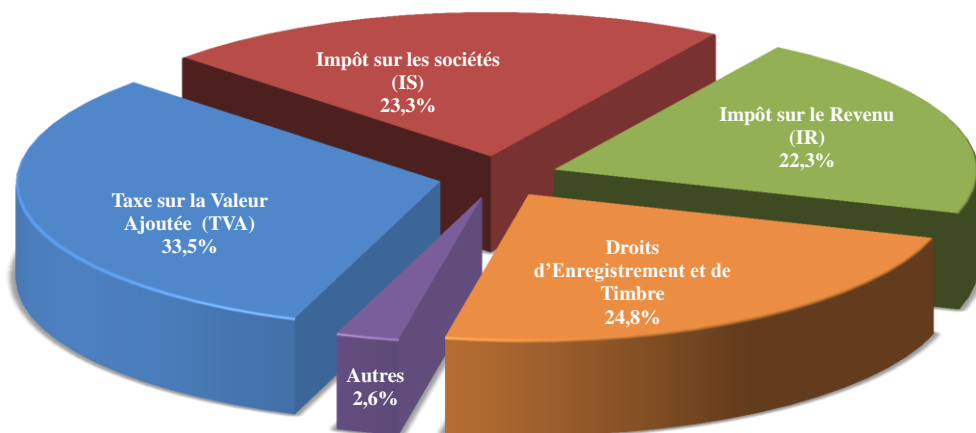
* Refonte en 2018 de la méthode d'estimation des dépenses fiscales

Evolution des dépenses fiscales évaluées par type d'impôt

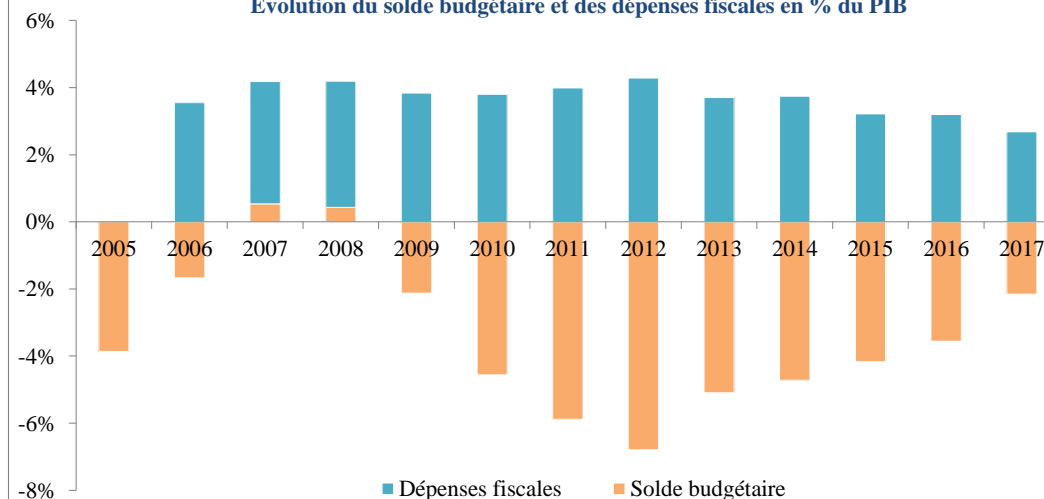
(en millions DH)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	Moyennes	
														2006-08	2009-18
Total des dépenses fiscales	21456	23612	26944	28734	29801	32722	36310	33284	34645	31749	32423	28551	29270	24004	31749
Taxe sur la Valeur Ajoutée	11122	11088	13768	14272	13758	13821	14374	14012	14254	14392	15161	14336	15496	11993	14388
Impôt sur les Sociétés	3921	4600	3529	4822	6016	7122	9843	7115	8415	5750	5150	4757	4662	4017	6365
Impôt sur le Revenu	2522	2745	3856	3439	4216	3951	3981	4104	3964	4056	4165	4590	4563	3041	4103
Droits d'Enregistrement et de Timbre	1887	2998	3246	3470	3891	5537	5676	5353	5242	5413	5747	3401	3665	2710	4740
Taxes Intérieures de Consommation	1276	1314	1361	1472	1285	1359	1407	1327	1355	1269	1304	153	87	1317	1102
Droits de douane	728	867	1184	1258	636	933	1029	1374	1415	869	895	1314	796	926	1052

Source : Direction Générale des impôts

Structure moyenne des mesures dérogatoires par type d'impôt 2017-2018



Evolution du solde budgétaire et des dépenses fiscales en % du PIB



Structure des dépenses fiscales par type d'impôt

Structure (en %)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	Moyennes	
															2005-08	2009-18
Dépenses fiscales (en millions DH)	15458	21456	23612	26944	28734	29801	32722	36310	33284	34645	31749	32423	28551	29270	21868	31749
Structure par type d'impôt																
Taxe sur la Valeur Ajoutée	53,7	51,8	47,0	51,1	49,7	46,2	42,2	39,6	42,1	41,1	45,3	46,8	50,2	52,9	50,6	45,3
Impôt sur les Sociétés	24,2	18,3	19,5	13,1	16,8	20,2	21,8	27,1	21,4	24,3	18,1	15,9	16,7	15,9	18,1	20,0
Impôt sur le Revenu	5,6	11,8	11,6	14,3	12,0	14,1	12,1	11,0	12,3	11,4	12,8	12,8	16,1	15,6	11,4	12,9
Droits d'Enregistrement et de Timbre	6,9	8,8	12,7	12,0	12,1	13,1	16,9	15,6	16,1	15,1	17,0	17,7	11,9	12,5	10,5	14,9
Taxes Intérieures de Consommation	5,3	5,9	5,6	5,1	5,1	4,3	4,2	3,9	4,0	3,9	4,0	4,0	0,5	0,3	5,5	3,5
Droits de douane	4,3	3,4	3,7	4,4	4,4	2,1	2,9	2,8	4,1	4,1	2,7	2,8	4,6	2,7	3,9	3,3

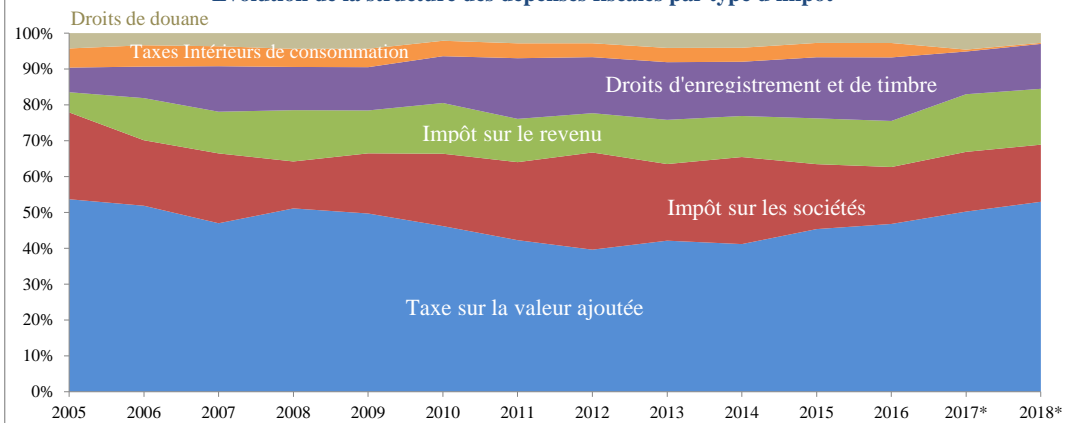
Source : Direction Générale des impôts

* Refonte en 2018 de la méthode d'estimation des dépenses fiscales

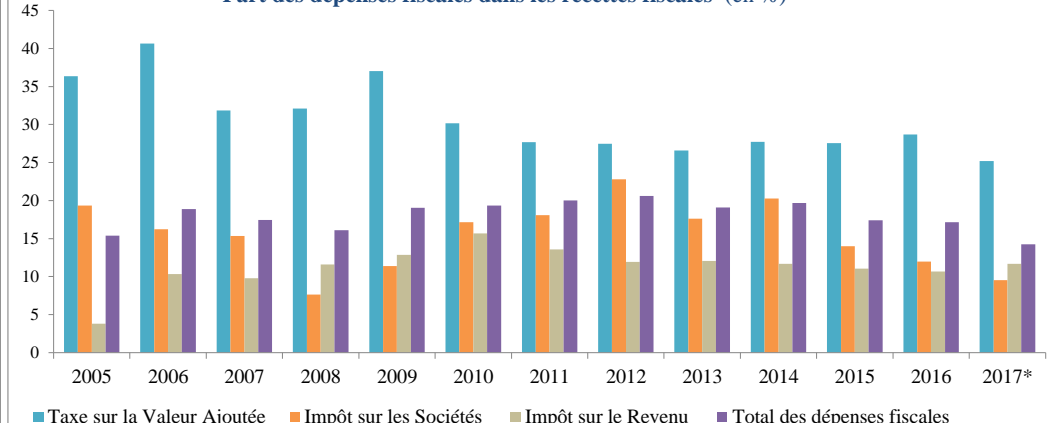
Part des dépenses fiscales dans les recettes fiscales

Part dans les recettes (en %)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	Moyennes	
														2005-07	2009-18
Dépenses fiscales (en millions DH)	15,4	18,9	17,5	16,1	19,0	19,4	20,0	20,6	19,1	19,7	17,4	17,2	14,2	17,3	18,7
Structure par type d'impôt															
Taxe sur la Valeur Ajoutée	36,3	40,6	31,9	32,1	37,0	30,1	27,7	27,5	26,6	27,7	27,5	28,7	25,2	35,9	29,1
Impôt sur les Sociétés	19,3	16,2	15,3	7,6	11,4	17,1	18,1	22,8	17,6	20,3	14,0	12,0	9,5	16,7	15,5
Impôt sur le Revenu	3,8	10,3	9,8	11,6	12,9	15,7	13,6	11,9	12,0	11,7	11,1	10,7	11,7	8,2	12,2
Droits d'Enregistrement et de Timbre	16,7	26,2	32,1	31,9	38,1	38,9	51,9	43,5	39,5	33,6	33,6	36,3	21,7	26,0	38,2
Taxes Intérieures de Consommation	5,3	8,0	7,6	7,3	7,5	6,1	6,2	6,2	5,8	5,7	5,0	5,0	0,6	7,0	6,0
Droits de douane	5,3	5,9	6,5	8,6	10,6	5,2	9,1	11,4	17,9	18,3	11,3	9,9	15,3	5,9	10,7

Evolution de la structure des dépenses fiscales par type d'impôt



Part des dépenses fiscales dans les recettes fiscales (en %)



Répartition du nombre des bénéficiaires des dépenses fiscales par nature

Structure (en %)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	Moyennes	
															2005-08	2009-18
Entreprises	51,0	40,5	41,0	43,6	43,0	43,2	43,6	44,3	44,7	44,7	44,1	43,7	51,2	51,9	43,7	45,1
Dont : Promoteurs Immobiliers	4,5	3,7	3,7	3,3	3,8	3,9	4,0	4,5	4,4	4,4	4,3	4,2	5,5	5,4	3,8	4,4
Agriculteurs (1)	8,6	5,9	5,9	6,1	6,1	6,0	5,8	5,7	5,6	5,6	4,5	4,9	5,8	6,1	6,5	5,6
Exportateurs	3,3	3,7	3,9	3,6	3,1	3,1	3,3	3,2	3,2	3,2	2,8	2,7	3,1	3,4	3,6	3,1
Pêcheurs	2,4	2,0	2,0	1,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	1,5	1,5	2,1	2,0	2,0	1,7
Etablissement. de l'Enseignement	2,7	2,2	3,2	3,3	3,6	3,6	3,5	3,5	3,4	3,4	3,3	3,2	3,8	3,7	2,8	3,5
Ménages	22,6	27,2	27,6	27,3	26,7	26,8	27,3	26,6	26,9	26,9	26,1	26,0	31,3	30,5	26,3	27,3
Dont : Salariés	4,5	5,4	5,4	5,1	5,1	4,7	4,8	4,7	4,6	4,6	4,5	4,4	5,5	5,4	5,1	4,8
Petits fabricants-prestataires	2,4	2,5	2,4	2,6	2,5	2,6	2,5	2,5	2,4	2,4	2,0	2,0	2,7	2,7	2,5	2,4
Auteurs-Artistes	2,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2	2,1	1,7	1,7	1,4
Services Publics	14,8	15,1	13,9	14,3	15,0	14,3	14,0	13,9	13,6	13,6	14,0	14,0	6,9	6,8	14,5	12,9
Etat	6,5	6,9	6,8	6,9	7,1	7,0	7,0	7,0	6,8	6,8	7,0	7,1	3,1	3,1	6,8	6,4
Agences de développement	5,6	5,9	5,1	5,4	5,9	5,2	5,0	5,0	4,9	4,9	5,0	4,9	2,4	2,4	5,5	4,7
Etablissements publics	2,7	2,2	2,0	2,3	2,0	2,1	2,0	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	1,4	1,4	2,3	1,9
Autres	11,0	17,3	17,6	14,8	15,3	15,6	15,0	15,2	14,8	14,8	15,8	16,2	10,7	10,8	15,3	14,6

* Refonte en 2018 de la méthode d'estimation des dépenses fiscales

Structure des dépenses fiscales selon la nature des bénéficiaires

Structure (en %)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	Moyennes	
															2005-08	2009-18
Entreprises	62,5	60,3	57,9	52,5	54,0	57,4	60,5	60,5	57,3	59,6	54,6	52,1	50,3	47,4	57,6	55,6
Dont : Promoteurs Immobiliers	12,9	10,2	10,2	10,4	8,5	8,7	9,4	8,1	7,7	8,3	7,2	7,1	3,2	2,6	10,8	7,2
Agriculteurs ⁽¹⁾	8,7	10,1	10,5	12,0	12,2	12,2	12,2	10,6	10,6	9,2	9,9	9,4	6,9	7,5	10,5	10,1
Exportateurs	4,8	3,7	3,8	6,7	8,2	8,1	9,2	12,1	10,9	7,4	7,6	7,5	8,8	8,9	4,8	8,9
Pêcheurs	4,8	3,6	3,6	3,1	4,1	3,7	3,0	2,8	3,2	2,7	2,5	2,5	0,8	0,5	3,7	2,6
Etablissement. de l'Enseignement	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,2	0,2
Ménages	29,8	22,4	27,2	34,9	34,7	31,2	28,5	25,8	30,2	27,9	30,3	31,1	45,8	48,4	28,8	32,9
Dont : Salariés	3,5	2,6	2,5	4,5	4,4	5,2	5,2	4,9	4,1	3,8	5,5	5,5	7,9	8,9	3,3	5,5
Petits fabricants-prestataires	0,7	0,5	0,9	0,9	1,0	1,4	1,6	1,5	1,8	1,6	1,8	1,8	0,9	0,9	0,8	1,4
Auteurs-Artistes	0,3	0,2	1,0	1,1	0,9	0,7	0,6	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,7	0,5
Services Publics	6,0	17,0	14,5	11,7	10,8	10,8	10,6	13,2	11,5	11,7	14,0	15,7	1,8	2,7	12,7	10,5
Etat	1,5	15,5	13,9	11,5	10,6	9,9	9,4	9,5	10,7	10,9	12,7	13,1	1,2	2,3	11,4	9,2
Agences de développement	1,0	0,6	0,1	0,1	0,1	0,7	0,7	2,9	0,5	0,8	1,1	0,4	0,5	0,3	0,4	0,8
Etablissements publics	3,6	0,8	0,6	0,1	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,0	0,3	2,2	0,0	0,1	1,0	0,5
Autres	1,6	0,4	0,4	0,9	0,5	0,7	0,5	0,5	0,9	0,8	1,2	1,1	2,1	1,5	0,8	1,0

Source : Direction Générale des impôts

⁽¹⁾ Il s'agit des dépenses fiscales relatives aux intrants.

Répartition des dépenses fiscales par secteur

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	Structure moyenne	
															2005-08	2009-18
Activités immobilières	20,3	17,3	16,8	16,8	14,2	14,9	16,6	17,4	17,7	19,3	21,4	23,6	20,3	19,6	17,5	18,5
Secteur énergétique													16,9	18,6		17,8
Services Publics	2,5	11,3	9,6	7,3	7,3	6,9	6,0	6,2	7,6	7,7	9,3	9,7	0,0	1,1	8,1	6,3
Agriculture, pêche	9,0	10,7	12,5	12,9	13,2	13,5	13,2	11,5	11,7	9,9	10,3	9,8	8,3	8,9	11,6	11,1
Industries alimentaires	11,2	9,3	8,1	8,7	8,2	7,8	8,2	7,8	8,6	8,3	8,3	8,6	5,6	5,4	9,1	7,7
Transport	4,5	5,7	5,3	3,8	4,4	4,1	4,3	3,4	4,2	4,2	4,5	4,6	4,9	4,4	4,8	4,3
Sécurité-Prévoyance	2,1	5,2	7,6	9,4	9,4	12,0	8,6	8,1	8,8	8,2	10,1	10,4	14,7	16,4	6,6	10,5
Exportations	4,2	3,5	3,8	6,7	8,2	8,1	9,2	12,1	10,7	7,4	7,6	7,5	8,8	8,9	4,7	8,9
Santé-Social	3,3	2,5	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	4,8	5,3	5,0	5,5	5,5	2,5	1,8	3,4	4,4
Régions	2,4	2,7	3,4	3,2	3,0	3,7	2,8	4,6	1,5	1,7	2,0	0,9	0,7	0,5	3,0	2,2
Secteur financier	5,5	2,0	2,0	1,6	3,5	4,4	4,6	4,7	4,5	4,4	6,1	6,6	7,0	5,8	2,5	5,1
Tourisme	0,0	1,1	1,1	1,8	1,5	1,4	1,9	1,2	1,1	1,0	0,5	0,5	0,6	0,6	1,1	1,0
Edition et imprimerie	1,4	1,1	1,7	1,6	1,5	1,2	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	1,5	0,7
Autres secteurs	5,5	1,8	3,8	5,6	5,9	5,9	3,6	3,6	4,7	4,7	4,4	4,6	6,8	5,1	4,2	4,9
Mesures profitant à tous les secteurs	20,0	19,1	14,0	6,1	6,6	8,3	10,9	11,3	10,5	15,1	6,7	4,4	4,9	2,3	13,9	8,3

Source : Direction Générale des impôts

* Refonte en 2018 de la méthode d'estimation des dépenses fiscales

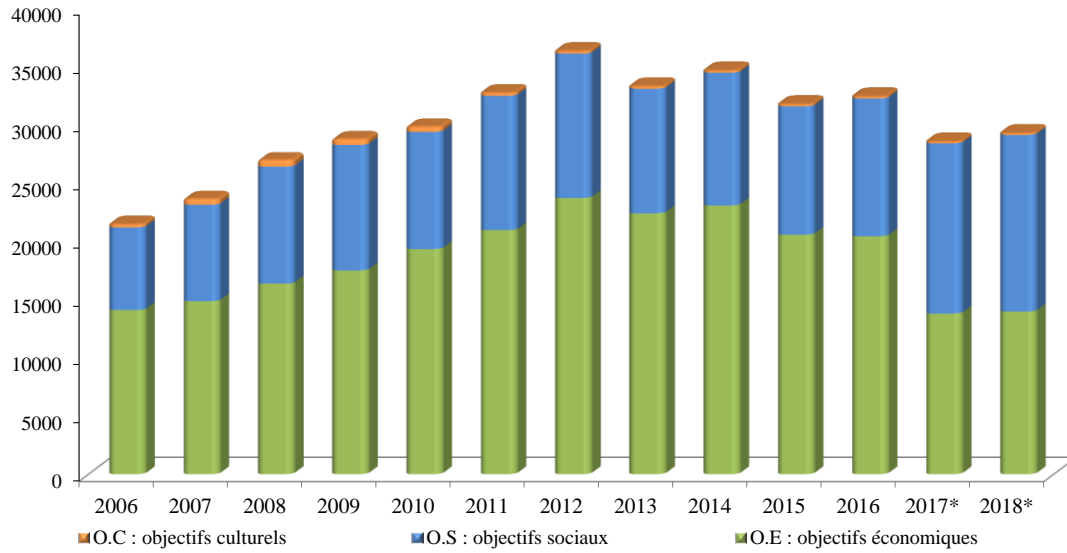
Dépenses fiscales évaluées par objectif.

(en millions de Dhs)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	Structure moyenne	
														2006-08	2009-18
O.E : objectifs économiques	14079	14852	16346	17490	19320	20941	23693	22390	23057	20549	20425	13787	13957	62,9	61,6
Taxe sur la Valeur Ajoutée	6024	5457	6527	6914	7398	7274	7603	7570	7454	7635	8042	4286	4985	25,0	21,8
Impôt sur les sociétés	3527	4071	3022	3611	4833	6092	7776	6142	7223	4704	3877	3849	4039	14,7	16,4
Impôt sur le Revenu	1432	1829	2677	2647	3286	2678	2646	2771	2663	2541	2587	1394	1492	8,2	7,8
Droits d'Enregistrement et de Timbre	1118	1334	1606	1617	1893	2606	3233	3219	2960	3545	3734	2792	2562	5,6	8,9
Taxes Intérieures de Consommation	1276	1314	1362	1472	1285	1359	1407	1327	1355	1269	1304	153	87	5,5	3,5
Droits de douane	702	847	1152	1229	625	932	1028	1361	1402	855	881	1313	792	3,8	3,3
O.S : objectifs sociaux	7103	8262	10029	10755	10047	11514	12377	10683	11385	11015	11808	14603	15154	35,3	37,6
Taxe sur la Valeur Ajoutée	4824	5133	6675	6870	5926	6279	6530	6231	6597	6574	6930	9889	10353	23,1	22,7
Impôt sur les sociétés	455	529	506	1211	1183	1030	2067	973	1192	1046	1273	908	623	2,1	3,6
Impôt sur le Revenu	394	1169	567	792	930	1273	1335	1333	1301	1514	1578	3196	3071	3,0	5,1
Droits d'Enregistrement et de Timbre	1404	1411	2249	1853	1998	2931	2444	2134	2282	1868	2013	609	1103	7,0	6,1
Droits de douane	26	20	32	29	10	1	1	12	13	13	14	1	4	0,1	0,0
O.C : objectifs culturels	274	498	569	489	434	268	241	211	203	184	189	161	158	1,9	0,8
Taxe sur la Valeur Ajoutée	274	498	569	489	434	268	241	211	203	184	189	161	158	1,7	0,8

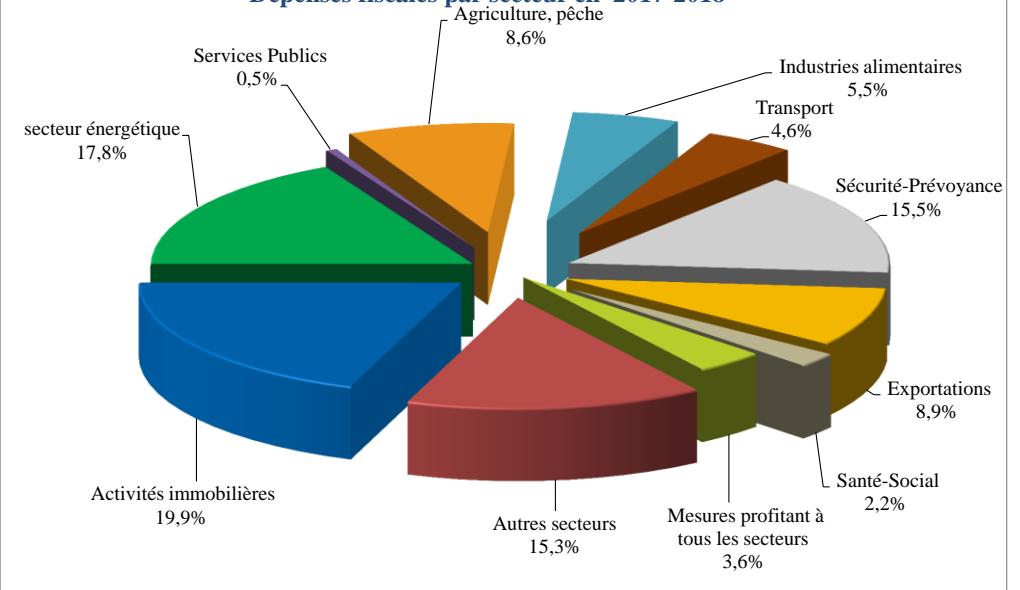
Source : Direction Générale des impôts

* Refonte en 2018 de la méthode d'estimation des dépenses fiscales

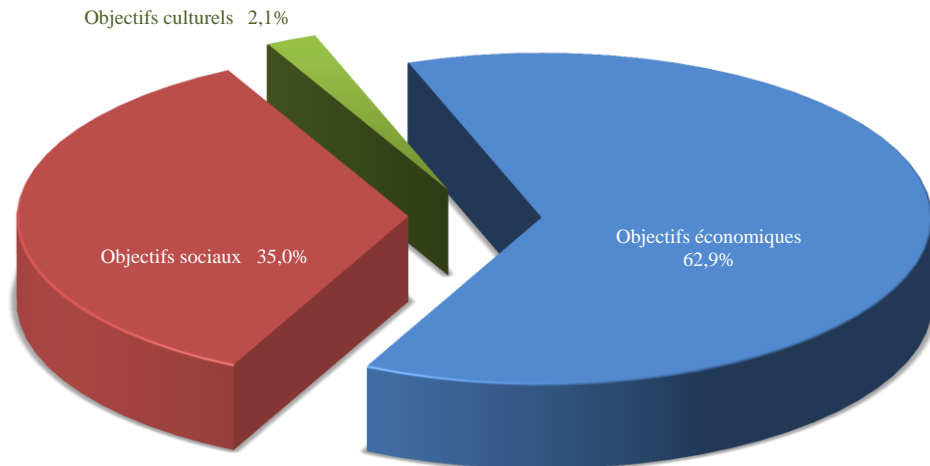
Evolution des dépenses fiscales par objectif
(en millions de dirhams)



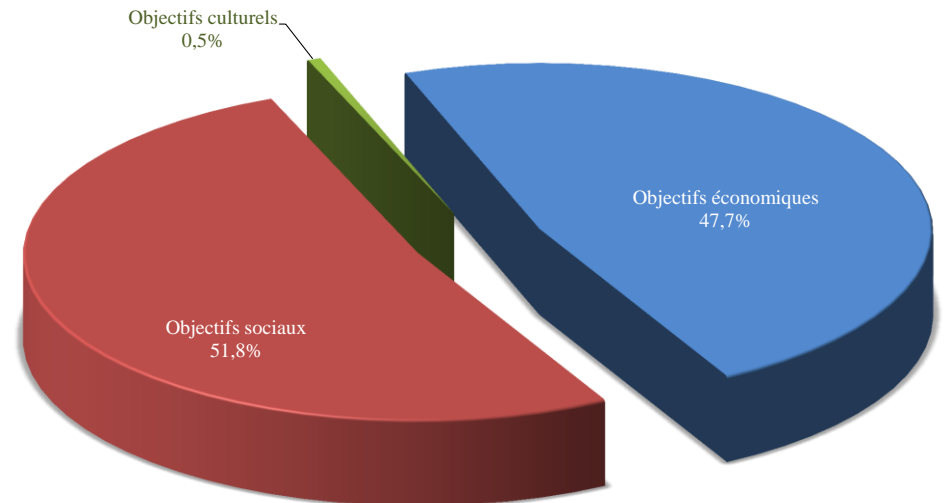
Dépenses fiscales par secteur en 2017-2018



Dépenses fiscales évaluées par objectif en 2007



Dépenses fiscales évaluées par objectif en 2018



Situation des charges et ressources des collectivités territoriales

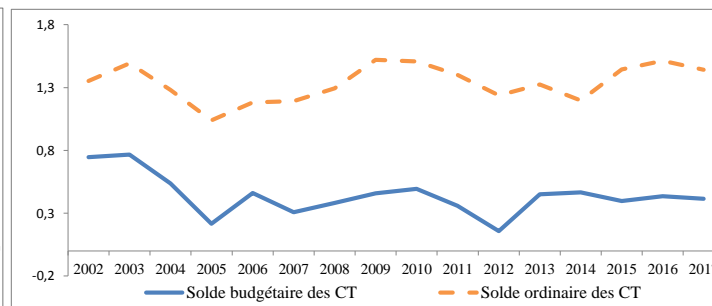
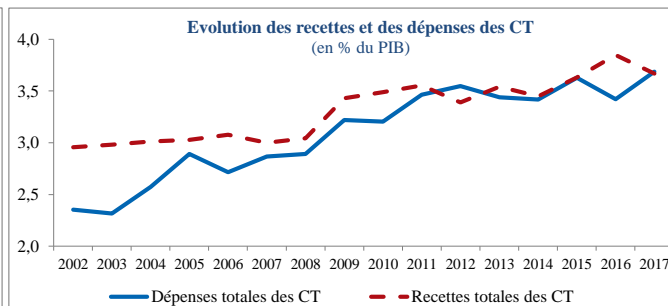
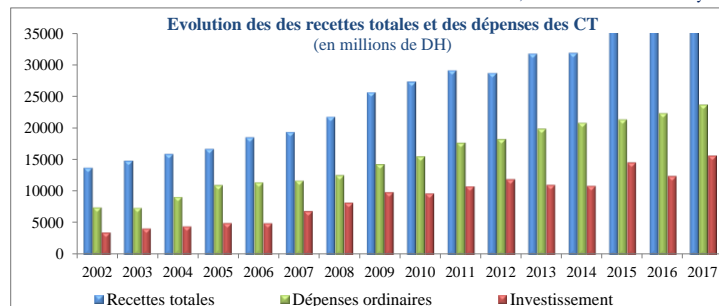
en millions DH	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
																	02-08	09-17
Recettes totales	13757	14861	15924	16738	18572	19427	21829	25678	27370	29149	28742	31796	31911	35883	37152	39011	17301	31855
Ressources gérées par les collectivités	2809	2602	2888	3491	4248	4256	5242	5081	5755	5819	6282	6986	6901	7118	7457	7569	3382	6439
Dont: Taxes locales et redevances diverses	905	615	598	850	1468	1829	2262	2648	3140	3055	3392	3903	3554	3493	4379	4332	1044	3544
Ressources gérées pour le compte des CT	3151	3402	3737	3845	3937	4090	3938	4058	4668	4622	4690	5929	4918	5447	5952	6100	3694	5154
Dont: Taxe sur les services communaux	1469	1616	1857	1935	2036	2070	2058	2271	2677	2640	2649	3327	2685	2937	3298	3309	1830	2866
Ressources transférées :	7796	8857	9299	9402	10388	11080	12649	16539	16947	18708	17770	18881	20093	23061	23743	25342	9470	20120
Dont: Part dans le produit de la TVA	7441	8460	8830	8768	9205	10213	11679	15291	15774	17342	15872	16902	17800	19300	18704	18830	8819	17313
Dépenses ordinaires	7464	7417	9145	10996	11443	11701	12559	14293	15527	17663	18249	19900	20837	21350	22347	23672	9694	19315
Biens et services :	6994	6977	8651	10445	10957	11218	12092	13804	14895	16949	17462	19055	19936	20404	21253	22645	9207	18489
Dont: Personnel	4686	4686	5791	6793	7058	7036	7296	8288	8629	10020	10328	10951	11018	11124	11160	11803	6008	10369
Autres biens et services	2308	2291	2860	3652	3899	4182	4796	5516	6266	6929	7134	8104	8919	9280	10093	10842	3199	8120
Intérêts de la dette	469	440	493	551	486	483	467	489	632	714	787	845	901	946	1094	1027	487	826
Solde du budget ordinaire	6293	7444	6779	5742	7129	7725	9270	11385	11843	11486	10493	11896	11074	14276	14805	15339	6852	12511
Investissement	3488	4127	4467	4980	4943	6856	8176	9812	9611	10739	11835	10970	10790	14483	12332	15545	4810	11791
Solde des budgets annexes	63	-16	1	14	0	71	15	27	-5	28	38	30	10	18	8	6	22	18
Solde des comptes spéciaux	608	517	528	414	592	1054	1620	1824	1652	2159	2643	3091	4017	4113	4423	4620	619	3171
Excédant/Déficit Global	3476	3818	2841	1190	2778	1995	2729	3424	3879	2934	1339	4047	4311	3924	6904	4420	2683	3909,1

Source : Calcul de la DEPF sur la base du Bulletin mensuel des finances locales, Trésorerie Générale du Royaume

Evolution des recettes totales des collectivités territoriales par type

	En millions DH							Moyenne Variation		Structure (en %)							Moyenne
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2011-17	16/17	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2011-17
Recettes totales	29149	28742	31796	31911	35626	37155	39011	33341	5,0	100	100	100	100	100	100	100	100
Recettes fiscales	25275	24366	27257	27027	29511	29930	31380	27821	4,84	86,7	84,8	85,7	84,7	80,6	80,4	83,4	83,4
Impôts directs	5829	6233	7782	6575	7346	8541	9722	7433	13,8	20,0	21,7	24,5	20,6	23,0	24,9	22,3	22,3
Impôts indirects	19446	18133	19475	20452	22165	21389	21658	20388	1,3	66,7	63,1	61,2	64,1	57,6	55,5	61,2	61,2
Recettes non fiscales	3874	4376	4539	4884	6115	7225	7631	5521	5,6	13,3	15,2	14,3	15,3	19,4	19,6	16,6	16,6
Domaine	871	880	927	756	1084	783	808	873	3,2	3,0	3,1	2,9	2,4	2,1	2,1	2,6	2,6
Redevance OTDP ¹ communal	555	516	598	613	698	754	840	653	11,4	1,9	1,8	1,9	1,9	2,0	2,2	2,0	2,0
Fonds de concours	571	942	1107	1349	2389	3653	3879	1984	6,2	2,0	3,3	3,5	4,2	9,8	9,9	6,0	6,0
Autres recettes	1877	2038	1907	2166	1944	2035	2104	2010,1	3,4	6,4	7,1	6,0	6,8	5,5	5,4	6,0	6,0

Source : Calcul de la DEPF sur la base du Bulletin mensuel des finances locales, Trésorerie Générale du Royaume



Structure des recettes totales des collectivités territoriales

(en %)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes		
																	02-08	09-17	
Recettes totales	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ressources gérées par les collectivités :	20,4	17,5	18,1	20,9	22,9	21,9	24,0	19,8	21,0	20,0	21,9	22,0	21,6	19,8	20,1	19,4	21,1	18,0	
Taxes locales et redevances diverses	6,6	4,1	3,8	5,1	7,9	9,4	10,4	10,3	11,5	10,5	11,8	12,3	11,1	9,7	11,8	11,1	7,0	11,1	
Produits des services	7,9	6,9	6,5	7,4	7,2	3,3	3,1	2,7	2,9	2,7	2,7	2,7	6,2	5,1	2,5	2,4	5,8	3,3	
Produits des biens	6,0	6,4	7,9	8,3	7,8	9,2	10,6	6,8	6,7	6,8	7,4	7,0	4,3	5,0	5,8	5,9	8,2	6,1	
Ressources gérées pour le compte des CT:	22,9	22,9	23,5	23,0	21,2	21,1	18,0	15,8	17,1	15,9	16,3	18,6	15,4	15,2	16,0	15,6	21,6	16,2	
Taxe professionnelle	8,7	8,4	8,1	7,6	6,9	6,8	7,3	5,9	6,0	5,9	6,2	7,0	8,4	6,1	6,4	6,3	7,6	6,5	
Taxe d'habitation	3,5	3,6	3,7	3,8	3,4	3,6	1,3	1,0	1,3	0,9	0,9	1,2	6,2	0,9	0,8	0,8	3,2	1,5	
Taxe sur les services communaux	10,7	10,9	11,7	11,6	11,0	10,7	9,4	8,8	9,8	9,1	9,2	10,5	8,4	8,2	8,9	8,5	10,8	9,0	
Ressources transférées :	56,7	59,6	58,4	56,2	55,9	57,0	57,9	64,4	61,9	64,2	61,8	59,4	63,0	64,3	63,9	65,0	57,4	63,2	
Part dans le produit de la TVA	54,1	56,9	55,5	52,4	49,6	52,6	53,5	59,5	57,6	59,5	55,2	53,2	55,8	53,8	50,3	48,3	53,3	54,3	
Part dans le produit de l'IS et de l'IR	1,7	2,1	2,2	2,1	3,4	2,5	2,5	2,6	1,8	2,0	2,5	2,3	2,4	2,2	3,8	5,8	2,4	2,9	
Fonds de concours	0,9	0,6	0,8	1,7	2,9	1,9	2,0	2,3	2,5	2,7	4,1	3,9	4,8	6,9	8,9	9,9	1,6	5,5	
Recettes totales CT/ Recettes ordinaires du Trésor	15,6	15,1	15,1	14,1	14,0	12,6	11,9	15,2	16,1	15,4	14,5	15,7	15,1	17,3	17,3	17,2	13,8	16,0	
Recettes totales CT / PIB	3,0	3,0	3,0	3,0	3,1	3,0	3,0	3,4	3,5	3,6	3,4	3,5	3,4	3,6	3,7	3,7	3,0	3,5	

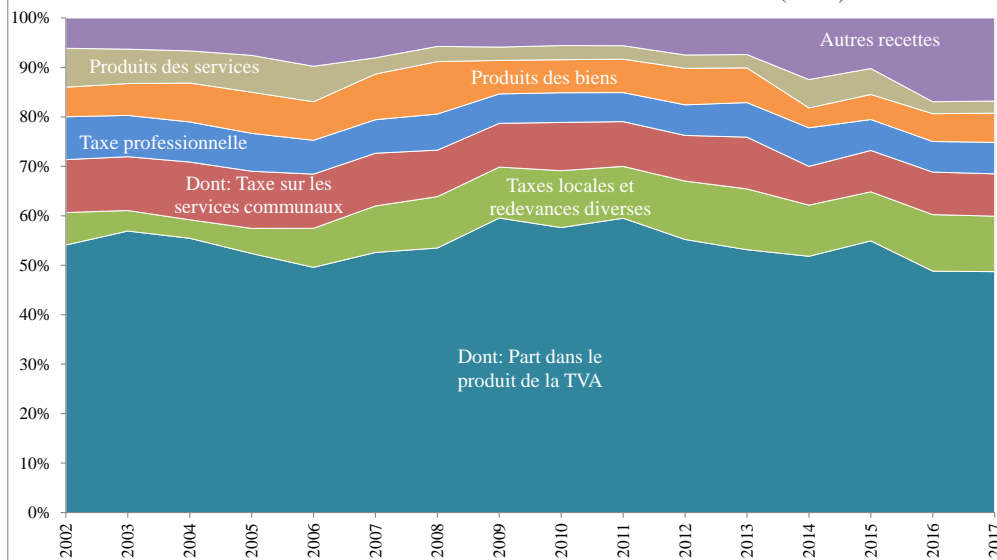
Source : Calcul de la DEPF sur la base du Bulletin mensuel des finances locales, Trésorerie Générale du Royaume

Structure des dépenses des collectivités locales

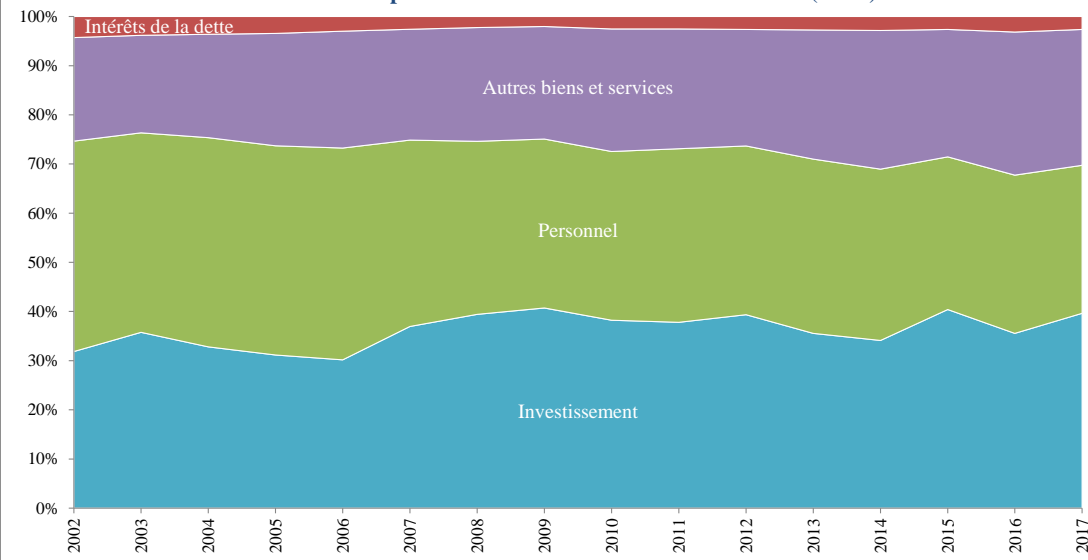
En %	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes		
																	02-08	09-17	
Dépenses totales	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Dépenses ordinaires	68,2	64,3	67,2	68,8	69,8	63,1	60,6	59,3	61,8	62,2	60,7	64,5	65,9	59,6	64,4	60,4	65,6	62,1	
Biens et services :	63,9	60,4	63,6	65,4	66,9	60,5	58,3	57,3	59,3	59,7	58,0	61,7	63,0	56,9	61,3	57,7	62,5	59,4	
Personnel	42,8	40,6	42,5	42,5	43,1	37,9	35,2	34,4	34,3	35,3	34,3	35,5	34,8	31,0	32,2	30,1	40,2	33,3	
Autres biens et services	21,1	19,8	21,0	22,9	23,8	22,5	23,1	22,9	24,9	24,4	23,7	26,3	28,2	25,9	29,1	27,6	22,3	26,1	
Subventions	3,5	4,8	6,2	6,9	6,9	7,6	8,1	9,0	9,7	10,3	10,3	12,2	13,1	11,9	16,3	14,7	6,6	12,2	
Autres	17,6	15,0	14,8	15,9	16,9	15,0	15,1	13,9	15,3	14,1	13,4	14,0	15,1	14,0	12,8	12,9	15,7	13,9	
Intérêts de la dette	4,3	3,8	3,6	3,5	3,0	2,6	2,3	2,0	2,5	2,5	2,6	2,7	2,8	2,6	3,2	2,6	3,1	2,7	
Dépenses d'investissement	31,8	35,7	32,8	31,2	30,2	36,9	39,4	40,7	38,2	37,8	39,3	35,5	34,1	40,4	35,6	39,6	34,4	37,9	
Acquisitions mobilières et immobilières	4,1	4,5	3,1	3,6	3,1	6,4	5,8	5,6	4,5	5,9	5,3	5,3	5,3	5,9	6,0	6,0	4,5	5,6	
Travaux neufs et grosses réparations	21,2	23,0	19,5	18,8	16,9	14,1	13,2	17,3	16,1	16,0	15,6	13,3	10,8	12,5	10,2	9,0	17,4	13,0	
Autres dépenses d'investissement	6,5	8,2	10,2	8,8	10,2	16,4	20,4	17,8	17,6	16,0	18,4	17,0	18,0	22,0	19,3	24,7	12,4	19,3	
Dépenses totales CT / Dépenses Totales du Trésor	10,0	10,0	11,0	11,1	11,2	11,6	10,8	12,3	12,2	11,8	11,4	12,1	12,1	14,0	13,2	14,6	10,9	12,7	
Dépenses ordinaires CT / Dépenses ordinaires du Trésor	8,3	7,7	8,8	8,7	9,2	8,8	8,0	9,4	9,6	9,1	8,5	9,5	10,0	10,6	11,0	11,5	8,5	9,9	
Investissement CT / Investissement public	18,1	22,1	22,5	26,8	22,3	26,0	23,0	22,5	21,7	22,8	24,1	23,9	21,1	26,0	20,3	24,9	23,1	23,1	
Dépenses totales CT / PIB	2,4	2,3	2,6	2,9	2,7	2,9	2,9	3,2	3,2	3,5	3,5	3,4	3,4	3,6	3,4	3,7	2,7	3,5	

Source : Calcul de la DEPF sur la base du Bulletin mensuel des finances locales, Trésorerie Générale du Royaume

Structure des recettes totales des collectivités territoriales (en %)



Structure des dépenses totales des collectivités territoriales (en %)

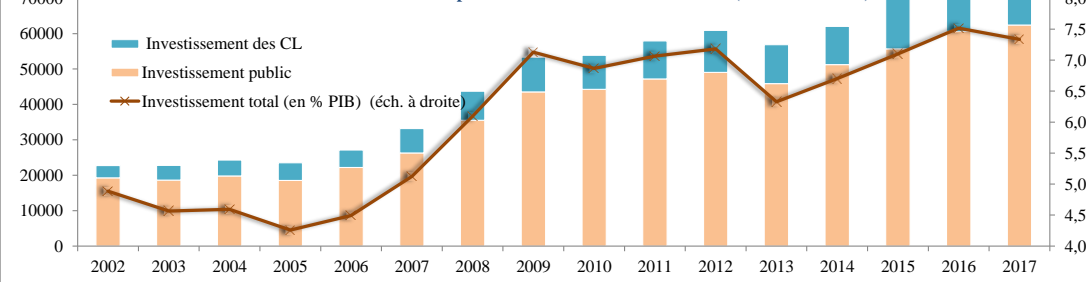


Structure des recettes et des dépenses par type de collectivités territoriales (2017)

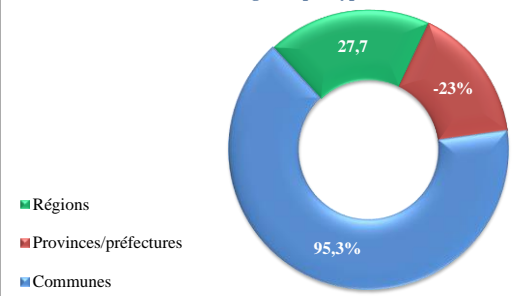
(en %)	Régions	Provinces Préfectures	Communes	Total
Recettes totales	16,7	14,1	69,2	100,0
Ressources propres	4,5	2,7	92,8	100,0
Dont : Taxes sur les services communaux	0,0	0,0	100,0	100,0
Taxes locales et redevances diverses	9,5	6,4	84,1	100,0
Taxe professionnelle	5,1	0,0	94,9	100,0
Ressources transférées	23,4	20,2	56,4	100,0
Dont : Part dans le produit de la TVA	5,0	24,3	70,7	100,0
Part dans le produit de l'IS et de l'IR	100,0	0,0	0,0	100,0
Fonds de concours et subventions	100,0	0,0	0,0	100,0
Dépenses totales	13,9	18,8	67,4	100,0
Dépenses ordinaires	4,4	11,2	84,4	100,0
Dont : Personnel	1,4	17,3	81,3	100,0
Autres biens et services	7,0	5,2	87,8	100,0
Intérêts de la dette	10,2	4,7	85,1	100,0
Dépenses d'investissement	28,3	30,2	41,4	100,0

Source : Calcul de la DEPF sur la base du Bulletin mensuel des finances locales, Trésorerie Générale du Royaume.

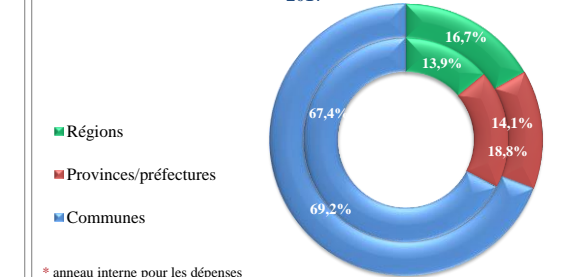
Evolution de l'investissement public et de l'investissement des CL (en millions de dh)



Structure de l'excédant global par type de CT en 2017



Structure des recettes et des dépenses totales par type de CT en 2017



* anneau interne pour les dépenses

Direction des Etudes et des Prévisions Financières

Ministère de l'Economie et des Finances

<http://depf.finances.gov.ma>

Boulevard Mohamed V. Quartier Administratif, Rabat-Maroc

Téléphone : (00212) (0) 537.67.74.15/16

Télécopie : (00212) (0) 537.67.75.33

E-mail : depf@depf.finances.gov.ma